Supplément Radio-Télévision

DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Ambiguïtés

es bouquins des ou

Ly e en politique de erreurs, même passagères, qui colient dureblement à le peau. Ainsi de l'incrédulité affichée par M. Mitter de 1999 en partir de l'accept de l'accept de l'accept de l'accept de l'accept de l'accept de la laccept de l'accept de L'opposition française falt remonter à ce moment d'hésita-

référence à cette période pour s'absoudre de tous les péchés et récuser e priori toute objection française à une politique plus netioneliste qu'européenne. C'est bien ce qui était en passe de se produire et à quoi M. Mitterrend, lors du voyege qu'il vient d'effectuer en Allemagne orientale, e voulu mettre un

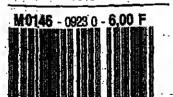
'ALLEMAGNE et la France ont actuellement des décisions à prendre à propos de l'union monéteire, de la sécurité de l'Europa ou de sa politique à l'Est. Leurs intérêts ne sont pas forcement semblables, maia ce monter leurs conflits d'intérêt

Le nouveauté, c'était l'impres-sion reseauté par Paris que les Allemande commençaient à ne plus tenir l'entante avec le lue, meis pour une entrave insupportable à des aspirations de carectère nationaliste. Un ces derniers tempe à nourrir cette crainte : cela va des tergi-versations allemandes à propos de l'union monétaire à l'ebsence de concertation sur la crise yougoslave ou à la démagogie de certains discours en direction d'une Europe ceetrale qui fut autrefoie considérée par l'Allemagne comme son arrière-cour. Quant à le campegne critique dont M. Mitterrand falsait l'objet dans use partie de la presse allemande, elle n'engageait certes que les journalistes, mais les dirigeants ne d'empressaient paa de lui opposer de ferme

CELA fut fait dans une large masure lors de la visite du président français en Allernagne, tant par la réaffirmation par les deux parties des objectifs com-munautaires (la conclusion de nouveix traités entre les Douze lara du saminét eurapéen de décembra) que per une démarche conjointe, à défaut d'être efficace, à propos de la

Dans la dégradation des rela-Dans la dégradation des relations france-allemandes, qui viennent ainsi d'être rafistolées, la France avait aussi sa part de responsabilités: M. Helmut Kohl pouvait ainsi regretter que le chef de l'Etat français n'ait pas remoncé assez vite à certaines rigidités mentales relatives à la préservation de l'Etat fédéral, commin il vient tardivement de le comme il vient tardivement de le taire. Le récent changement de ton de lé. Mitterrand à propos des relations futures des pays d'Europe cantrale avec la CEE fait également droit aux convictions allemandes selon lesquelles on ne peut plus proner l'appro-fondissement de la Communauté sans promettre eussi d'étudier

Encore fallait-il que l'on cesse de laisser entendre que ces deux projets som radicalement antino-miques. C'est, su moiss officiellement, ce qui vient d'âtre fait. Lire page 4 l'article de CLAIRE TRÉAN



franco-allemandes

QUARANTE-HUTTIÈME ANNÉE - N- 14510 - 5 F

Le Conseil de sécurité de l'ONU est divisé sur une intervention Plus grave serait, en revanche

D'importants mouvements de troupes ont et Vinkovci. Le président croate, M. Tudiman, été signalés vendredi en plusieurs régions de le proposé à Belgrade de mettre fin au blocus Bosnie-Herzégovine, Les autorités bosniaques des casernes fédérales en échange d'un arrêt ont exigé le retrait de ces unités fédérales et des opérations. Il n'avait apparemment reçu décrété la mobilisation de leur défanse territo- aucune réponse samedi en fin de matinée. riale. La colonne blindée de l'armée yougo- Aux Nations unies, les ∉consultations prélimislave entrée vendradi en Croatie s'est scindée naires » ont mis en lumière les divisions au en trois autour des villes de Vukovar, Osijek sein du Conseil de sécurité.

La «bataille des casernes»

de notre envoyé spécial -Un coup de pied négligent, et la casquette d'officier de l'armée yougoslave fait un vol plané avant d'atterrir sur un tas de gravats où traîne déjà le drapeau de la Yougoslavie.

L'une des casernes de Varazdin, ville de cinquante mille habifeeétres du bătiment priecipal, tants, à soixante-dix kilomètres dont les murs sont grêlés d'im-

Lire aussi -■ Les « consultations préliminaires » ont mis en lumière les divisions au sein du Conseil de sécu-

par AFSANÉ BASSIR POUR Lord Carrington : une eristocratique désinvol-

rité des Nations unies

par LAURENT ZECCHINI ■ Budapest durcit la ton

DER YVES-MICHEL RIOLS ■ Le SPD allemand et l'Internationale socialiste réservés sur une forca d'interposition

> par HENRI DE BRESSON pages 3 et 22

au cord de Zagreb, aveit été pacts. Une horloge traîne à terre; prise jeudi par les forces croates. ses aiguilles indiquent l'heure à Vendredi 20 septembre, elles y laquelle elle s'est arrêtée : ont fait le ménage. Au-dessus du 11 h 30. C'est à midi - vingtposte de garde, deux drapeaux quatre heures après l'entrée en croates flottent fièrement, tandis vigueur du cessez-le-feu - que, que, accrochés à des tubes de selon les combattants croates qui métal et à des manches à balai, ont pris le place des militaires des drapeaux blancs taillés dans fédéraux, ceux-ci se soot finale-

des draps peedeet encore aux ment rendus.

La guerre civile en Yougoslavie

L'offensive serbe se poursuit en Croatie et menace la Bosnie



La France, le sol et le sang

Dans son article sur l'immigration, M. Giscard d'Estaing a remis en question l'un des fondements du droit de la nationalité

por Robert Solé

M. Giscard d'Estaing ne s'est pes fait pièger eu cours d'une émission de radio. Il n'a pas laissé échapper une petite phrase imprudente au cours d'ue banquet. C'est par une intervention calculée, aux termes soigneusemeor pesés, que l'ancien président de la République fait, dans le Figaro-Magazine, une sortie fracassaote sur l'immigration.

phobie d'une partie croissante de l'opinion française et des batailles d'influence à droite. Mais nourquoi avoir concentré le tir sur le code de la netionalité?

On peut y voir deux raisons. D'abord, c'est uo sujet qui touche à plusieurs thèmes sensibles : l'identité nationale, les enfants, la démographie, l'égalité des droits entre Français et étrangers ou les séquelles de la

Tactiquement, cela peut s'expli- colonisation. Comme le mot du sang » est chargée de nombreuses connotations. C'est aussi un sujet que les socialistes ont dangereusement neglige, donnant l'impression d'ignorer les propositions de la commission des «sages» (nommée, il est vrai, par M. Chirac lorsqu'il était premier mieistre au temps de la cohabi-

Lire la suite et l'article de PHILIPPE BERNARD, page 8

Paris renoue prudemment avec Pretoria

M. Streusa-Kehn, ministre délégué à l'industrie et eu commerce extérieur, achève jours à Pretoria. En plaçant la reprise du dialogue avec l'Afrique du Sud sur le terrain économique, le gouvernement renoue prudemment avec le pays de l'apartheid finissant. Mais l'embargo sur les importations de charbon ne sera levé qu'à la fin de l'année.

Lire page 19 l'article d'ÉRIC FOTTORINO

La mort d'un bagne fantôme

Le « mouroir » secret de Tazmamart, où croupissaient des détenus politiques marocains, a été évacué et rasé

RABAT

de notre envoyé spécial Tazmamart, mot-tabou. C'est en mai dernier, lors de son premier congrès, que l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) evait évoqué, pour la première fois en public, l'existence de ce bagne, où avaient été relégués une soixantaine de militaires, condamnés pour leur participation à une tentative de putsch, à Ski-rat, en juillet 1971, ou à l'attaque contre l'avion royal, en août 1972. Saisie au début de l'année de ce adoulouseur dassier à par les a deuloureux dassier » par les familles des victimes, l'OMDH evait ainsi ose mettre le pied dans le «jardin secret» de Hassae II, adressant même à son premier ministre une lettre demeurée sans

Situé dans le Haut Atlas, à proximité de Rich, le bagne de Tazmamant était fait de cachots souterrains, où étaient coofinés, dans des conditions atroces et dégradantes, ces militaires perdus.

«On vit comme des chauves-souris», avait écrit, en octobre 1990, l'un de ces emmurés vivants dans un message parvenu aux siens.

Rejoints par les trois frères Bourequat, de nationelité française, qui avaient eu des démêlés avec la police, les a pensionnaires » du bagee, qui avaicet,

pour la majorité, purgé leur peine, ne voyaient pas le bout de leur épreuve. Une trentaine sont ainsi morts à petit feu, de maladies, d'épuisement on de folie. L'un d'eux, avset de se suicider en juin 1990, aurait déclaré à ses voisins de cellule : « La seule façon de quitter Tazmamari, c'est de mourir... ... Il en restait encore uee trentaine, qui auraicet été, selon des sources locales dignes de foi, transfèrés dans des établisse-ments pénitentiaires à Kénitra et à Meknès, où ils pourraient être «remis en forme» en vue d'une prochaine libération.

Un seul détenu, M'Barek Touil, ancien lieutenant de l'armée de l'air, condamné à vingt ans de prison, beneficiait, semble-t-il, d'uo «régime de faveur», que lui valait le fait d'avoir pour épouse une ressortissante américaine. Ce n'est donc peut-être pas un hasard si la rumeur de la destruction du begne de Tazmamart devient réalité à quelques jours seulement du voyage officiel de Hassan II aux Etats-Unis. De pessage à Rabat en août, M. James Baker, aurait insisté auprès de ses interlocuteurs marocains sur le prix que son pays attachait au règlement rapide de cette affaire.

JACQUES DE BARRIN



DC-10 d'UTA : la piste libyenne

evait coûté le mort à 170 personnes s'oriente vers les dirigeants libyens.

Le cabinet de M. Mitterrand

Plusieurs changements pour

La situation dans le Caucase L'Arménie se prononce pour l'indépendence et M. Eltsine se rend dans la région.

«Le grand jury RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy invité dimanche à 18 h 30.

HEURES LOCALES

■ La Venise verte menacée ■ L'aide eux personnes âgées dépendantes Amiens s'expose ■ Tempête au Cap-d'Agde ■ La RATP réhabilite la sta-tion de métro ■ « Tick art » à Lyon . Le grand espoir

des petites villes pages 15 à 17

Le sommire complet se trouve page 22

Δ

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE,

75501 PARIS CEDEX 15 T61.: (1) 40-65-25-25 Hécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopleur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; ceni ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M lecure Lecures dérant

M. Jacques Lesourne, gérant

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléx : 46-62-78-73. Société fisiale
de la SARL le Monde et de Régie Press SA

leaprimerie du « Monde » suori " r. M.-Gunsbourg 4852 IVRY Cedex

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Cummission paritaire des juurnaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

enseignements sur les microfilms « index du Monde au 111 40-85-29-33

TÉLÉMATIQUE osez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél.: (1) 49-60-32-90

FRANCE

460 F.

1 620 F

SUISSE BELGIQUE LUXEMB.

PAYS-BAS

572 F

1 123 F

2 986 F

ÉTRANGER: par voie aérienne

pour vous, abonner

renvoyez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitlfs ou

provisoires: nos abonnés soul invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur miméro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

l'euillez avoir l'obligeance d'écrire tous l soms propres en capitales d'Imprimerie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lesourre : gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Manuel Luobert
socrétaire général

Rédacteurs en che

Anciens directaurs

Hubert Bours-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

111 MON 0

3 mois 6 mois

Prénom:

Adresse:

PP. Pana RP

Code postal : _

PAYS voic

CEE

790 F

début de son premier septennat. Le nouveau président de la République était revenu sur son manque d'enthousiasme initial au vu de «cette superbe réalisatinn technique», et ce fils de cheminot traça dans son discours une voie royale pour le TGV:
«Je demande de préparer le projet de train à grande vitesse, le TGV Atlantique, qui desservira cette fois l'ouest de la France (...). Et je souhaite que soient reprises les études arélimisouhaite que soient reprises les études préint naires pour la liaison à grande vitesse vers le mard de la France et la Belgique, puis, dans l'avenir, vers la Grande-Bretagne lorsque le projet franco-britannique de tunnel sous la Manche sera adopté.» Le chemin de fer allait trouver une nouvelle jeunesse à 260 km/heure, grâce à ce train qui mit Lyon à deux heures de Paris.

Les pères du TGV furent nombreux et, dans leur grande majorité, cheminots, Car, derrière André Segalat, président de la SNCF au début des années 70, et Jean Dupuy, patron du projet futuriste «CO3», avant de devenir directeur du matériel puis directeur général, c'est toute la société nationale qui sut se mobiliser pour mettre au point le train

La situation de la SNCF n'était pas réjouissante. Elle perdait réguliérement une clientéle que l'extension du réseau autoroutier et la rapidité des avions d'Air Inter dissuadaient d'emprunter le train. Ce fut, en 1964, l'expérience japonaise du Shinkansen, reliant Tokyo à Osaka à 210 km/heure, qui donna aux ingénieurs français l'idée que la vitesse pouvait être une planche de salut. Ils l'expéri-mentérent en testant, en 1967, les 200 km/heure avec le Capitole Paris-Tou-

La fin du TGV à gaz

Ils commencèrent alors à plaider auprès du lls commencèrent alors à plaider auprès du gouvernement que la voie entre Paris et Lyon approcherait de la saturation vers 1976 avec deux cent soixante trains par jour, les trains rapides comme le Mistral ayant de plus en plus de mal à se faufiler entre les «patachons» de marchandises. Plutôt que le doublement de la voie existente, qu'ils chiffraient à 3 milliards de frances, les cheminots proposèrent de construire une voie entièrement nouvelle, plus courte de 90 km que la ligne classique et permettant de beaux galops au seul TGV.

Les choix techniques s'enchaînerent. Ils furent conservateurs. L'aérotrain de l'ingé-nieur Jean Bertin et le train à sustentation élique furent vite écartés en raison de leur faible capacité ou de leurs aléas techni-ques. On retint la technologie éprouvée de la roue métallique sur le rail métallique qui permet seule aux trains à grande vitesse d'emprunter aussi le réseau existant. La crise pétrolière de 1973 sonna le glas de la solu-tion de propulsim par turbine à gaz qu'expé-rimentait le prototype 001, capable de pous-ser jusqu'à 318 km/heure. Le tout-électrique s'imposa donc d'autant plus facilement que les centrales électriques nucléaires françaises produisaient des kilowatts à revendre.

Enfin, la SNCF vnulut une voie peu coûteuse, c'est-à-dire comportant peu d'ourages d'arı et pas de tunnels. Cela supp des pentes maximales de 35 nour 1 000 (35 millimètres par mètre), soit trois fais plus fortes que les pentes tolérées par les trains classiques. A titre d'exemple, dans ce genre de pente la têle d'un TGV double, long de 400 mètres, se situe 14 mètres plus haut que

Pour que le TGV soit capable de ces esca-lades, il fallut que les ingénieurs d'Alsthorn et d'ANF industries trouvent le moyen de l'allé-ger. Ils noierent pour une réduction du nom-bre des bogies-mnteurs (six sur treize) et par l'emplacement des bogies (chaque ensemble de quatre roues supporte l'extrémité de deux voitures). Ces choix avaient pour inconvénient de rendre le convoi indissociable autre ment qu'en atelier et pour avantage de réduire la charge par essieu à 16 tonnes. La SNCF l'emporta auprès de Georges Pampi-dou contre l'avis de Valéry Giscard d'Estaing, qui, comme tout bon ministre des finance

Mitterrand n'y était guère plus favorable, qui ronchonnait dans les couloirs du Palais-Bourbon: «Entre nous, ce TGV ne nous causera que des ennuis et il ne servira à rien dans nos départements.»

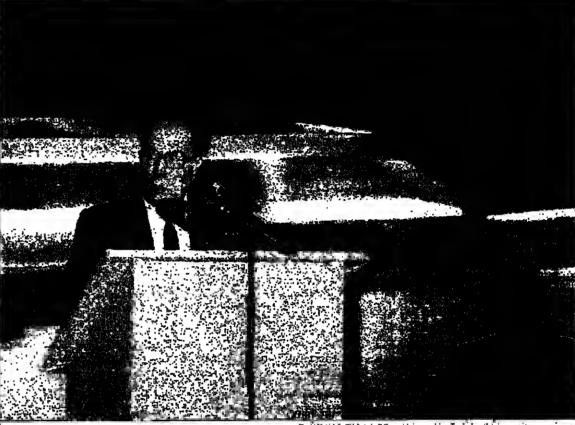
Attitude normale d'élu d'une région où le Artitude normale d'elli d'une region ou le TGV ne s'arrête guère, comme fut normale l'attitude de Robert Poujade, maire de Dijon, qui plaida, en vain, pour que la ligne nouvelle passe par sa ville. Normale encore l'hostilité des écologistes, des agriculteurs, de Jean Courtois, membre de l'Académie de médecine, et de Henri Vincenot, romancier, qui dénoncèrent le bruit du futur bolide et les amputations des propriétés occasionnées

en furent pour leurs frais. «Le TGV, put-on lire sous la plume du Mouvement d'écologie politique, ne concurrence pas la route, car il ne remplit aucune fonction de cabotage, et ne concurrence pas l'avion, plus rapide et plus sou ple sur muyenne et longue distance. Il relève finalement d'une conception périmée du déplacement à l'heure de la téléinformatique » (le Monde du 24 septembre 1981).

Les résultats infirmèrent ces analyses. Le nombre de voyageurs quotidiens passa de 14 000 en décembre 1981 à 33 800 en décembre 1983, et la moyenne quoti-dienne de l'année 1990 fut de 53 970 chents.

de 700 km aujourd'hui. Un tel objectif suppose la construction de seize lignes nouvelles, qui coûteront, avec leur matériel roulant, 210 milliards de francs (valeur 1989).

Les industriels allemands, regroupes der-rière Siemens, Krauss Maffei et ABB et la Bundesbahn n'ont pu mettre en service leur Inter City Express (ICE) qu'en juin 1991 entre Hambourg et Munich. Aussi les Espa-gnols les Belges et les Britanniques ont-ils choisi les grands principes du TGV français. Il n'est pas jusqu'au Texas qui n'ait opté, en mai dernier, pour la technologie française afin de relier, à 300 km/heure, Houston, Dal-



Le jour de I'Inauguration, M. François Mitterrand, président de la République, et M. Charles Fiterman,

des transports

par la future infrastructure. Avec un peu de mauvaise foi, la SNCF répondit que le TGV^{nt} ne ferait pas plus de bruit qu'un train classique lance à 160 km/heure. Elle fut plus convaincante lorsqu'elle avança que les surfaces exigées par sa voie à grande vitesse n'excéderaient pas celles de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Les chocs pétroliers des années 70 et la nécessité d'économiser l'énergie balayèrent les dernières réticences. Les travaux commencè-rent en 1976. Pour faire bonne mesure et pour expérimenter la voie et le matériel rou-lant, la rame nº 16 battit, le 26 février 1981. le record du monde de vitesse à 379,150 km/heure, à la hauteur de Moulins-

C'est donc l'esprit tranquille que, sept mois plus tard, la SNCF put mettre en service un TGV qui lui avait coûté une dizaine de mill'ards de francs et qui rapprochait singulière-ment le train de l'avinn. La touche aéronauti-que du TGV fut perceptible par le voyageur, qui fut soumis, pour la première fois, à une réservation obligatoire qui excluait en prin-cipe de prendre le TGV au voi comme un vulgaire train Corail. Pour le conducteur, ce fut l'avantière d'une itensifigation lui indivuigaire train Corail. Pour le conducteur, ce fut l'apparition d'une signalisation lui indiquant en cabine, et non plus sur le bord de la voie, la vitesse à respecter. Les brouillards bourguignons et les 260, puis 270 km/heure pratiqués ne permettaient plus à l'homme de déchiffrer à coup sûr les panneaux. D'autre part, le contrôle par les automatismes devint

tèle des autoroutes et plus encore sur celle des compagnies aériennes. Air înter y pérûti la moitié de ses passagers entre Orly et Lyon-Satolas. Les cent huit rames de la ligne nouvelle furent, tout au long des années 80, les seuls trains de voyageurs à voir progresser leur fréquentation, et notamment chaque fois qu'elles prologerent leur trajet jusqu'à Genéve, Bourg-Saint-Maurice, Grenoble, Nice, Toulon et Perpignan.

En attirant la clientèle d'affaires (+ 105 % en dix ans), qui s'était détournée du train, le TGV cootribua à redorer le blason de la société nationale, qui a retrouvé, grâce à lui, fierté et perspectives d'avenir. Même les comptes se révélèrent florissants : dès 1982, la ligne Sud-Est affichait un excédent brut de 478 millions de francs, et, en 1984, tous remboursements et amortissements déduits, elle laissa un bénéfice net de 401 millions de francs à la SNCF, qui a achevé de la payer

Un réseau de 4700 kilomètres

Aucun accident sur la voie à grande vitesse, 20 millions de passagers par an, un taux d'occupation de 74 %: les gouvernements de gauche comme de droite se persuadèrent que les réticences des finances, dessuacrean que les rencences des inances, des-agriculteurs et des Verts n'avaient pas lieu d'être. Ils lancèrent le TGV Atlantique, qui mit, en 1989, Le Mans à une heure de Paris et, en 1990, Bordeaux à trois heures de la capitale; puis un TGV Nord qui, en 1993, aggnera Lille (une heure) et Londres (trois heures) grâce au tunnel sous la Manche. En ures) grâce au tunnel sous la Manche. En

Pour achever de faire de la France

las et San-Adionio d'ici alla fin du siècle. On attend, d'autre part, les décisions des gouver-cements coréen et surtout faïwanais, qui entendent faire profiter leurs nationaux bienfaits de la grande vitesse.

de leurs embrayages autorisera les rames Sud-Est à rouler à 300 km/heure, comme leurs cadettes de la ligne Atlantique. En 1994, le contournement à grande vitesse de Lyon jus-qu'à Valence, via l'aéroport de Satolas, fera gagoer quelqués dizaines de minutes. En 1996, pour augmenter la capacité de la ligne proche de la saturation, la SNCF mettra en service des rames à deux niveaux entre Paris et Lyon. Enfin, avant la fin du siècle, le prolongement des voies nouvelles au-delà de Valence jusqu'aux rives de la Méditerranée réduira à trois heures le voyage entre Paris et Marseille ou Montpellier, à trois heures quarante minutes le voyage vers Perpignan et à quatre heures celui vers Nice.

Au TGV Sud-Est les voyageurs avertis pré-ferent le TGV Atlantique, plus moderne et confortable, au point qu'à 300 km/heure ils n'ont pas l'impression de rouler plus vite que dans un train normal. En revanche, ceux qui ont en la chance de voyager dans la cabine de conduite préférent la ligne du Sud-Est, car ils restent sous le charme d'une voie moins banale que celle de la Beauce et qui franchit les montagnes russes du Morvan dans un paysage de toute beauté. Quant aux conduc-teurs, ils adorent économiser le courant électrique et respecter les limitations de vitesse en coupant le moteur dans les descentes. Les plus habiles sont parvenus à rouler en roue libre (et à 270 km/heure) pendant 189 km sur les 389 que compte la ligae nouvelle. Le TGV comme jouet géant : qui l'efit cru?

ALAIN FAUJAS

implacable : que le conducteur excède de 15 km/heure la vitesse autorisée, et le freinage d'urgence se déclenche. Dix ans avant le TGV Atlantique et l'ICE attendant de pousser jusqu'à Braxelles et allemand, le TGV Sud-Est connut des maladies de jeunesse : usure trop rapide des roues, cailloux du balast projetés à distance par temps de neige, rupture du câble d'ali-mentation électrique, etc. Les ingénieurs trou-vèrent des parades à ces maux et même aux vibrations désagréables d'une suspension à ressorts qui empèchèrent longtemps les voya-geurs d'écrire proprement. Mais les Cassandre la plaque tournante de la grande vitesse ferroviaire européenne, la SNCF a porté, le 18 août 1990, sur la ligne Atlantique, le record du monde de vitesse 515.3 km/heure, et le gouvernement a arrêté, au printemps dernier, un schéma directeur des TGV. Celui-ci retient l'hypothèse d'un trouva que le TGV était trop cher. Le député "GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur animé par Henri MARQUE avec André PASSERON et Érik ISRAELEWICZ (le Monde) Dominique PENNEQUIN et Jean-Yves HOLLINGER (RTL

les « consultation

is divisions and

 $\sqrt{2} N \propto 2.2 N$

was one.

100

2010

· 15 DESCRIPTION AND

at Cart rater amaien

COSTO SE PURE DE COMPANIONE ""titabe" est gemault ich Mintell gresident pe 💘 Tiffered gran is pain ami. Committee of 3,19

Printer Contact Confident

fill the section of the total and

Transport of the Parket State of the Parket St

Magazine was a series with the series

diameter to the figure Allegation and was not been fore only ones to the Com-Personal Contract of the state in manager of comments in digeren geren ber ber beite bei beten Service Company 30 M. State W. was seen filtra dama en en en en en en en en en FOR THE PARTY OF See that the second second second The second second

language and the same the first and the second 12 '0 van 1 1 1 1 2 1 26 14 14 Street Billion Comment of the Comment The many of the same of the sa Ser de la companya de la secono the day of the said the the state of the s the state of the s Secretary will proceed the Separate Sep Marin St. Charles for Charles

Be the state of the state of the fit is a large of the same. a Ecount et appronder a

Barrell Company of the company of the Charles and the state of the st the lead of the control of the contr Belle and the second of the se order on Mark September No. Comments of the Action of State to his sylventer at

Section 10 to 10 t the second second second second And the second second

.. Le Monde. .. loudi 26 contembre 1991 ... 21

Les mouvements de l'armée fédérale s'étendent à la Bosnie-Herzégovine

L'armée fédérale yougoslave e lancé vendredi 20 septembre une ettaque sur trois fronts contre la Croatie, tandis que la Bosnie-Herzégovine décrétait la mobilisation de sa défense territoriale.

chemin des

Une colonne de sept cents blindés, canons eutotractés et véhicules de transport de troupes, s'est scindée en trois pour encercler les villes de Vukovar, Osijek et Vinkovici, dans l'est de la Croatie. C'est la plus importante concentration de

troupes yougoslaves depuis le début du conflit en Croatie. Les autorités de cette République ont lancé un appel à la mobi-lisation générale dans la partie orientale de la Croatie.

Le président croate, M. Franjo Tudjman, a proposé vendredi soir an ministére fédérel de la défense, le générel Veljko Kadijevic, de mettre fin au blocus des casernes fédérales en Croatie en eau, électricité et approvisionnement alimentaire, en échange de la suspension des opérations militaires de l'armée yougoslave. M. Tudjman demandait une réponse avant vendredi à minuit. Dans la soirée, des navires de guerre

yougoslaves out bombardé le port de Split, en Crostie. Une douzaine de projectiles ont atteint le port. D'autres combats unt eu lieu

autour d'un héliport militaire attaqué par les forces croates à Split, selon l'agence D'importants mouvements de troupes ont aussi été signales en différents points

de la République de Bosnie-Herzégovine,

que de Bosnie-Herzégovine, peuplée d'un mélange explosif de Serbes, de Croates et de musulmans, a mobilisé sa défense territoriale et annoncé l'envoi d'une mission à Belgrade pour exiger que les unités sédérales equittent le territoire bosniaque par la route qu'elles ont empruntée pour venir e. Pour le vice-premier ministre bosniaque, M. Mahmet Cahajic, les manœu-

vres de l'armée vongoslave constituent

où des barricades ont été dressées sur les

routes pour empêcher les troupes fédé-

rales de pénétrer en Croatie. La Républi-

zégovine. « C'est le début potentiel d'un conflit terrible et très sanguinaire » dans cette République, a-t-il averti.

Pour sa part, le président de la fédération yougoslave, le croate Stipe Mesic, a appelé les soldats et ufficiers de l'armée fédérale à désobéir et à déserter. En Serbie même, une première série de manifestations contre la guerre en Croatie a cu lieu vendredi dans la province septentrionale de Volvodine. - (Reuter, AFP.)

Aux Nations unies

Les « consultations préliminaires » révèlent les divisions au sein du Conseil de sécurité

NEW YORK

(Nations unies)

correspondence Pour la première fois depuis le début de la crise yougoslave, les cinq membres permanents du conseil de sécurité des Netioos unies, sellicités par les Douze, en ont débattu vendredi 20 septembre. Selon des participants, la réu-nion s'est e mai déroulée ».

Ces dislomates soulignent que la Chine s'est montrée pour le moins « très réticente », et que l'Union soviétique, « évidemment inquiète», a proposé que le secré-taire général, M. Perez de Cuellar, fasse appel à toutes les parties en Yougoslavie et se rende sur place. Les Britanniques ont demandé, aves beaucoup de circonspection, Queet aux Etats-Unis, ils e se contentent de suivre les débats»

Convoqué vendredi pour envisager la succession du secrétaire général, le Conseil de sécurité – que préside la France en septembre - a de nouveau évoqué la Yougoslavic. eSi on devait voter ce solr, l'idée française de l'envoi d'une force d'interposition ne tecueillerait que deux, peut-être trois voix favorables », observait un

Le représentant de la Ronmanie a déclaré quant à lui qu' «il est hors de question pour l'ONU d'in-tervenir en Yougoslavie »; celui de l'Inde e ajouté: «On n'est pas là pour innover ... L'Inde s'est forte-ment «opposée à toute décision du Conseil pour des raisons de principes, de même que la Chine, membre permanent, l'Equateur et Cuba. Ni les trois membres africains du conseil, ni le Yémen oc se sont prononcés. Les diplomates français insistent sur le fait que pour le moment les pourparlers ne

sont que des « consultations préliminaires ...

C'est le Canada qui avait déposé dans la nuit de jeudi à vendredi la première demande d'une réunion formelle du Conseil. Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, l'ambassadeur canadien, M. Yves Fortier, observait que ela situation en Yougoslavie pourrait compromettre la paix et la sécurité internationale ».

Le représentant de l'Autriche également membre du Conseil de sceurité - avait pour sa part demandé des consultations informelles, en rappelant ele principe selon lequel toute modification des frontières par la force est inaccepta-ble et que toute solution devrait garantir les droits de toutes les parties dans toutes les Républiques.
Il y e quelques jours, le président
de la fédération yougoslave,
M. Stipe Mesic – un Croate, – avait écrit une lettre aux Nations nnies demandant une intervention de l'organisation.

Quelle base juridique?

Ouelle peut être la base juridique d'une action de l'ONU? Le chapitre 8 de la Charte, autorise des organismes « régionaux » à régler les affaires qui e touchent au maintien de la paix et de la sécu-rité internationale». Mais ce chapitre, qui permettrait à la Communauté européenne d'envoyer une force d'interposition en Yougoslavie, n'a aucun caractère contraignant, à le différence du chapitre 7, qui permet une appli-cation des décisions de l'ONU a par tous les moyens, y compris la force ».

Pour l'instant, aucun texte ne circule à l'ONU. Une nouvelle réunion des cinq membres perma-nents consecrée à la succession de M. de Cuellar devrait avoir lieu lundi soir. Elle devrait être l'occasion de rouvrir le dossier yougoslave. Une réunion formelle du conseil sur la Yougoslavie est prévue pour jeudi «eu plus tard».

La «bataille des casernes»

Chaque camp rejette sur l'autre la responsabilité de la poursuite des combats, les Crostes accusant l'ar-mée de tirer sur la population, et les militaires reprochant à la garde nationale de continuer à les assièger. Quoi qu'il en soit, le mot même de trêve a totalement disparu du langage serbe ou croate. Les prochains jours seront déterminants dans un conflit qui a pris une nouvelle amplent du fait d'une constante mobilisation serbe, assortie d'une impressionnante démonstration de

La longue colonne blindée partie jeudi de Belgrade vers la Croatie – et sur le sort de laquelle on se montre très discret à Zagreb, confiant simplement qu'elle est entrée en Sla-vonie et s'y est heurtée à une cer-taine résistance – n'est apparemment plus la seule à menacer les positions croates. L'armée les aurait déjà attaquées en force, à Vulcovar notam-ment, tandis que les bombardements et les accrochages continuaient en divers points du front.

L'agence Hina de Zagreb signale une multiplication des concentrations de réservistes serbes, notamment aux frontières crostes de la Bosnie-Herzégovine. Plusieurs dizaioes de milliers de troupes fraiches menaceraient ainsi ouvertement la Croatie La mobilisation aurait atteint une telle ampleur, indi-que Hina, que le ministre bosniaque de la défense, M. Jerke-Doko, aurait envoyé un message à son homologie; fédéral, le général Radijevic, pour lui signaler qu'elle n'était pas conforme aux règles en vigueur et que l'armée fédérale o'arme - comme par hasard - que les représentants d'une seule République.

M. Doko ne donne aucune précision sur la nationalité en question, mais il s'agit indubitablement des Serbes. Cette «militarisation» de la Bosnie préoceupe visiblement Zagreb. Le président fédéral (croate), M. Stipe Mesic, désormais replié à Zagreb, est allé jusqu'à estimer ven-dredi que ela guerre a déjà com-mencé en Bosnie ». Les médias croates font de leur côté mention du mécontentement de la population dans certaines localités au passage de ces convois de réservistes.

Parallèlement, Zagreb a vécu une nouvelle journée de tension evec trois alertes aériennes qui ont préci-pité les gens dans les abris et ont transformé pendant quelques heures r jeudi «eu plus tard».

AFSANÉ BASSIR POUR

iransformé pendant quelques heures
la capitale croate en ville morte. De



ADRIATIONE Zones do combin et occupées par les autonomistas serbes et l'armée fédérale

plus, des coups de seu retentissent à intervalles réguliers, entretenant la hantise de tireurs isolés. Face à ces coups de boutoir de l'armée, et alors que le président Mesic a appelé celle-ci vendredi à réintégrer ses casernes, les soldats et les officiers à ne pas «prendre part à l'agression» contre la Croatie et à n'obéir qu'au « pouvoir légal », le ouvement coule a décrêté une mobilisation générale dans la seule objectif de la principale colonne militaire partie de Belgrade et

théâtre des principaux affrontements de vendredi à Vukovar, Vinkovci et Osijek. Pour le moment, il n'est toujours pas question d'étendre cette mobilisation générale à l'ensemble de la Croatie, bien que de nouveaux réservistes aient reçu ces derniers jours, notamment à Zagreb, leur feuille de route. Cette demi-mesure face à l'ampleur de l'offensive serbe s'explique essentiellement par le manque d'armes dont souffrent les forces croates. Il y e une dizzine de jours, près de trois cents officiers ayant quitté l'armée fédérale ont du s'ins-

crire au chômage à Zagreb, la garde nationale n'ayant pu les absorber. Les problèmes croates d'approvisonnement en armements ne sont d'ailleurs certainement pas sans lien – au moins pour partie – avec le blocus des principaux ports de la Croatie imposé par la marine fédérale, il n'est cependant pas exclu que le gouvernement du président Tudjman soit forcé d'en arriver à décre ter dans les jours qui viennent la mobilisation générale si la situation s'aggravait.

Les blindés : un avertissement

C'est la que la « bataille des casernes» qui se déroule actuelle-ment en Croane prend toute son importance. Elle se trouve aujour-d'hui au centre de l'affrontement serbo-croate: privés d'un armement sérieux, les Croates ont de bonnes raisons de s'en prendre à des casernes qui en regorgent. De leur côté, les militaires unt d'aussi bonnes raisons de vouloir briser l'en-cerclement de leurs installations en Croatie et d'empêcher les forces de Zagreb de s'emparer de leurs arse-

est un evertissement; si les Croates est un évertissement; si les Croates ne le comprennent pas, des mesures plus radicales sont planifiées, a, en substance, menacé un officier supé-rieur serbe. Décidés é faire lever le siège de leurs casernes, les militaires se trouvent sur le terrain face à des adversaires tout aussi décidés qu'eux – et plus résolus semble-t-il que les autorités de Zaserb — meleré un autorités de Zagreb - melgré un équipement dramatiquement infé-

La colonne blindée de Belgrade

Il n'est évidemment pas possible pour les Croates de toujours mener des opérations aussi fructueuses qu'à Sibenik, sur la côte adristique, où ils ont reussi à capturer des chars. A Varazdin, la garde nationale n'a pu prendre la caserne la plus importante où sont stationnés nombre de blindés. Elle s'est rabattue sur celle, plus modeste, de Jalkovacke et y a troupes des armes légères et des

MONTÉNÉGRO

L'étal des bâtiments disseminés dans un pare témoigne de la vio-lence de l'attaque. Les maisons faisant face à la caserne, de l'autre côté d'une étroite chaussée, ont également été très endommagées par la riposte de l'armée. La route menant de Varazdin à Zagreb était encombrée de convois de carnions militaires et civils charges d'équipements. L'un des poids lourds remorquait même un canon antiaénen. Dans la caseme en partie dévastée où trainaient encore des pansements ensanglantés, un camion attendait d'être charge. tandis que les membres de la garde nationale cuntinuaient à faire le

YVES HELLER

L'archevêque de Split demande la solidarité de l'Eglise de France

Mgr Ante Juric, archevêque de Split (Croatie), a lancé, vendredi septembre, un appel à l'épiscopat français, dans un message à son président, Mgr Joseph Duval. Il demande à l'Eglise de France de faire a tout son possible pour que cessent les souffrances inultiples des millions de nos compatriotes el la destruction absurde de notre pays dans le cœur de l'Europe», écrit

Selon l'archevêque de Split, «l'exarmée yougoslave, l'armée serbe, la Serbie et les extrênsistes serbes en Croatie font une guerre impitoyable et conquérante », afin d'« établir une Grande Serbie ». « Les derniers communistes en Europe veulent non seulement abattre par la force la démocratie en Croatie, mais aussi exterminer notre peuple, annihilar sa lement Mgr Juric.

Le Conseil des Eglises chrétiennes en France, présidé par Mgr Duval, le pasteur Stewart pour la Fédératinn protestante et Mgr Jérémie, président du Comité interépiscopal orthodoxe, a déclare, le 17 septembre, s'associer aux demarches de paix faites par les diverses autorités religieuses en Yougoslavie, par le Vatican et le Conseil œcuménique rieur et bien que, dans certains cadroits, des négociations aient été maintenues entre l'armée et les autorités.

de la conférence de paix -

"Lord Carrington: une aristocratique désinvolture

secrétaire au Foreign Office de ens, la passion de la politique.

Me Thatcher, est depuis le 3 septembre président de le conférence pour la paix en Yougoslavis.

Il se rappelle bien une visite un peu « sérieuse » en Yougoslavis en 1973. Yougoslavis.

LONDRES

de notre correspondant

C'est evec une « feible » connaissance des affaires yougoslaves que Peter Alexender Rupert Carington, sixième baron de Carrington (1), e accepté, à la requête des ministres des affaires étrangères de la Com-. munauté européenne, cette mis- . sion impossible qui consiste à fevoriser un compromis entre Serbes et Crostes, Pourquoi? Il feint de l'ignorer, peut-être relle qui vient d'une adolescence parce que, comme ancien secréteire général de l'OTAN et ancien ministre britannique des affaires étrangères, il était « un paus comu, ici et là. Lord Carrington ne se force aucunement pour apperaître comme un eamateur y talentueux qui n'aurait des affaires internationales que le vemis dispensé dans les bonnes écoles, Eton et le collège militaire royal de Sandhurst.

Sens doute aussi cet aristocrate si parfaitement angleia avait-il quelque nostalgie du rôle qu'il jous reguère sur la scène laternationale de dernière « betalle» qu'il est à livrer l'opposait à lord Gowrle, président de Sotheby's, et il la mena pour défendre les intérêts de Christie's, la noble maison dont 8 est, depuis sa retraite de la politique, en 1988, le président.

«Écouter et apprendre»

¥ 9 €

Ce fut bien sûr une confronentre deux lords et deux gentie-men. Meis lord Carrington, qui e déja rédigé ses Mémoires, et dont la lista des décorations et fonctions honorifiques ramplit un (1) Le time, contrairement au patro-long paragraphe du Who's who, nyme, prend deux «r».

Lord Carrington; ancien a toujoura, à solxente-douze Il y en eut une autre, en 1973, lorsque Tito l'invite dane eon pavilion de chasse. Le courant entre les deux hommes passa. C'est la - cette capacité à écouter, voire à convaincre - un trait marquant de la personnelité de lord Carrington. Il entend faire

> et apprendre, et peut-être faire des suggestions. Une longue carrière en politique et au contact des dirigeants du monde entier, le cerectère · angleis et cette distinction natudu Buckinghemehire, ont

de même aujourd'hui : « Je n'au-

rai pas le pouvoir d'imposer des

solutions, mais in peux écouter,

La resta a'appelle le sens de l'honneur, et il en fallait sane doute pour démissionner de ses fonctione de secrétaire au Foreign Office, lorsque la marine argentine envahit l'erchipel des Malouinee, en evril 1982. Le premier ministre d'elors e'eppe-leit Margaret Thetcher et lui reprochait de ne pas avoir prévu

façonné lord Carrington.

Lord Carrington eveit commencé sa carrière miniatérielle en 1951 sous la protection de Churchill. Il e feit preuve de caractère lorsque, en 1979, au grand dam de l'aile dure du Parti conservateur, il e imposé l'indé-pendanca de la Rhodésie. Il e occupé, souvent avac succèa, de nombreuses fonctione : ministre de l'agriculture, hautcommissaire en Australie, minis-ue de le défense, premier lord de l'Amirauté (ministre de le marina), leader de la Chambre des lords et président du Parti consarvateur. De: 1984 à 1988, tation extremement policée : il fut le escréteire général de entre les deux plus célèbres : l'OTAN: La réussite de sa misselles d'enchères du monde. eion de peix en Yougoelevie constituerait le couronnement de sa longue carrière.

LAURENT ZECCHINI

L'intensification des combats Budapest durcit le ton

BUDAPEST de notre correspondant

Rompant avec son attitude de prudence, le gouvernement bongrois a fermement et rapidement condamné vendredi soir 20 sep-tembre l'offensive déclenchée par l'armée fédérale en Croatie. Il a exprimé sa « consternation » face à cette « action militaire injustifiable et illégale » menée contre « l'avis du premier ministre yougoslaves, M. Ante Markovic. Le gouvernement de Budapest a également epporté son soutien à la convoca-tion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU et a demandé le déploiement d'observateurs de la CEE le long de la frontière hungaro-yougoslave.

Jamais Budapest n'a réagi avec autant de détermination et d'empressement. Un signe qui traduit l'inquiétude grandissante de la Hongrie, qui se sent maintenant directement menacée par l'intensi-fication des combats dans la Croalie voisine. Le ministre des affaires étrangères, M. Geza Jes-zenszky, a convoqué d'urgence la presse étrangère vendredi soir pour faire part de « nouvelles alarmantes ». « D'après nos Informations, a-t-il souligné, l'armée fèdèrale marche sur Zagreb (...). Il est probable qu'un coup d'Etat militaire a eu lieu ces dernières heures

Le chef de la diplomatie magyare a aussi sévérement mis en garde les auturités serbes, qui ont, semble-t-il, décrété la mobili-sation générale des réservistes en Voïvodine, l'une des deux pruvinces autonomes yougoslaves rat-tachées à la Serbie qui abrite une communauté hongroise d'environ 350 000 personnes. Le ministre a implicitement soutenu les déserteurs en affirmant que «les Hongrois de Voivodine ne veulent se battre ni d'un côté ni de l'autre [pour les Serbes ou les Croates]. C'est leur droit de ne pas vouloir servir de chair à canon dans un conflit dont ils ne sont nullement responsables! ». La minorité hongroise se trouve aux premières loges puisque les combats les plus féroces se déroulent aux portes de

la Voïvodine. Le changement de tun du gou-vernement de Budapest, qui s'était jusque-là gardé de toute déclara-tion susceptible de provoquer des « représailles » contre la minorité magyare de Yougoslavie, prouve que les Hungrois estiment que toutes les tentatives de dialogue et de compromis avec les autorités fédérales sont, pour l'instant, épui-

YVES-MICHEL RIOLS



M. Mitterrand a mis à jour sa politique européenne

M. François Mitterrand e'est refusé, vendredi 20 septembre, à admettre que l'impuiasanca des Douze à prendre une nouvella initiative à propos de la Yougoslavie constitua un échec pour la Communauté. Lors d'una conférence de presse qu'il donnait an compagnia da M. Weizsäcker, président de la République fédérale, le chef da l'État a fait valoir qua la Communauté a dálà pris da nombreuses mesuras pour tanter de faire revenir la paix en Yougoslavia (envoi d'observetaurs, procadures de négociation et d'arbitrage...), mais qu'elle travaille pour l'inatant aans mandat et sans les moyens d'assumer un rôle de « gendanna » en de tels

de notre envoyée spéciale

Le président de la République a souhaité que l'Europe se dote de ces moyens, notamment de la pos-sibilité de constituer des forces d'interposition, en ajoutant cepen-dant que, selon lui, « les forces d'interposition daivent avoir surtout un rôle de prevention . lequel devient difficile quand les hostili-tes sont déjà engagées, comme actuellement en Yougoslavie.

On peut dès lors se demander pourquoi il avait proposé l'envoi d'une force européenne, la veille dans un discours prononcé à Berlin. En fait. l'échec de cette proposition était déjà envisagé dans ce discours où M. Mitterrand évoquait une solution de rechange (confier le problème à l'ONU), et on peut penser que ni la France, qui n'y croyait pas, ni l'Allemagne, qui a peur de son ombre des qu'il est question d'intervention mili-taire à l'étranger, n'out plaide avec beaucoup d'ardeur pour l'envoi d'une force européenne en You-

La mission commune de MM. Dumas et Genscher n'était déià plus très claire quand ils ont quitté l'Allemagne pour rejoindre leurs homologues européens à La mande », dont ils partaient armés. avait un objectif plus politique qu'opérationnel : il s'agissait de montrer que Paris et Bonn ont la volonté d'agir ensemble plutôt que de dire comment.

Frontières iniustes

Le voyage de M. Mitterrand en Ailemagne n'en a pas moins été l'occasion d'une série de mises au point des deux côtés. Côté alle-mand, ce fut essentiellement l'engagement de ne pas faire cavalier seul à propos de la Yougoslavie, de ne pas saisir l'occasion de cette crise pour rompre les amarres

Côté français, les mises au point apparaîtront sans doute à certains comme des mises à jour tardives d'une politique étrangère contes-tée, à laquelle il était reproché de rester trop statique dans un monde en plein bouleversement. M. Mitterrand s'est clairement déclaré favorable au principe de l'élargissement de la Communauté européeme et a invité les Douze à en examiner sans plus attendre l'ampleur, les conditions et le calendrier. Cela ne contredit pas formellement ses propos précédents sur les risques de dilution de la Communauté et « les dizaines et dizaines d'années » nécessaires pour parachever son élargissement. mais cela donne une inflexion positive à une approche qui était perçue jusque-là comme conserva-

De même, il n'est pas radicale-ment nouveau que M. Mitterrand défende le droit des peuples à l'au-todétermination, mais ce principe semblait jusqu'à présent buter sur l'incapacité du président de la République à concevoir la dislocation des Etats, qui est son corol-laire. Le discours présidentiel sur ce sujet a change en Allemagne.

«Si la Croatie veut faire secession. je ne vois pas pourquoi la Yougos-lavte le lui interdiralt », disait-il ainsi vendredi à Weimar.

Il a redit aussi que les frontières, fixées par des traités consécutifs aux conflits, dont fut jalonnée l'histoire de l'Europe, sont forcement injustes. Mais il n'y a pas si longremps, il estimait que cette injustice devait être assumée dès lors qu'étaiens garantis les droits des minorités nationales (il n'était d'ailleurs pas le seul; le texte qu'avait adopté avec lui le chancelier Kohl sur la Yougosla-vie, lors du sommet franco-alle-

mand de Lille en juin, allait tout à fair dans ce sens). M. Mitterrand admet aujourd'hui que les fron-tières peuvent être modifiées, que des frontières administratives internes peuvent devenir frontières externes, à condition que cela se déroule sans violence, sous le contrôle d'arbitres impartiaux. L'idée de créer pour la Yougosla-vie une commission d'arbitrage, de même que la demande de nou-velles règles internationales protégeant les minorités, participent de cette nouvelle approche française de la solution des conflits indépendantistes par le droit international, lequel doit aussi se doter, selon M. Milierrand, de nouveaux ins-truments. L'éclatement des empires doit signifier l'avenement de « l'empire du droit », disait jeudi, à Berlin, le président de la République.

Couple et idylle

Enfin, l'objectif de ce voyage était aussi d'apurer le climat des relations franco-allemandes qui commençait à s'alourdir gravement. Il s'agissait non seulement de répéter la volonté commune de Paris et de Bonn de conclure dans trois mois, au conseil européen de Maastricht, les négociations sur l'union monétaire et l'union politi-que, ce qui fut fait, mais aussi pour M. Mitterrand d'effacer par cette tournée en Allemagne orientale l'idée, répandue dans les deux pays, qu'il avait assisté avec quel-que répulsion à la réunification.

Le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, y a mis du sien en se félicitant à plusieurs reprises du rôle joué par la France dans le proces-sus de l'unification allemande, en particulier dans le cadre des négociations *2 + 4 y qui en ont règlé les aspects externes.

M. Mitterrand y aura consacré bien des efforts aussi, en accordant à ce voyage trois jours de son temps, en se pliant dans trois des nouveaux Länder à un programme chargé en discours, rencontres, visites d'entreprises et des hauts lieux culturels de Saxe et de Thuringe, hommage rendu aussi à la mémoire des victimes du nazisme au camp de Buchenwald, à deux Schiller.

Le président s'est même efforcé d'afficher une certaine bonhomie, le marché de Weimar, où il dégusta, sous l'æil ému des badauds, deux grasses saucisses de Thuringe. Il y aura mis aussi une certaine franchise, en indiquant à ses différents auditoires allemands les raisons que la France peut avoir de s'inquiéter parfois de la politique de Bonn et en expliquant, comme vendredi à Weimar. que la solidité dans un couple, c'est sa capacité à surmonter les différends et non à les cacher sous

les dehors d'une idylle factice. CLAIRE TRÉAN URSS: première conférence de presse du ministre de la défense soviétique

Le maréchal Chapochnikov est opposé à la création d'armées républicaines

Tout réformateur qu'il soit, le maréchat Chapochnikov, nouveau miristre soviétique de la défense, est, per fonction et selon toute apparence par conviction personnelle, un homme du « centre». Il souhaite bien entendu le maintien d'un système de défense unique pour l'ex-URSS, est tout à fait hostile à la création de aministeraa de la défansa s dans diverses Républiques et n'est nuilement pressé d'entamer le retrait des troupes soviétiques des pays baites : pas avant 1994.

> MOSCOU de notre correspondant

Et pourtant, cet homme au visage et au comportement éminemment sympathiques s'emploie à chaque instant à donner l'impression que tout va s'arranger, que les choses, y compris dans l'armée, ne vont pes si mal qu'on le dit et qu'avec le temps les Républiques récalcitrantes se laisseront raisonner. En civil, tenue où il

apparaît de plus en plus souvent, ce fils de sergent d'ascendance cosaque donnait vendredi 20 septembre sa première conférence de presse à Moscou. En prepant largement son temos. en multipliant les sourires et en ayant l'égard de ne pas charger son prédé-cesseur, le maréchal lazov, compromis dans le putsch et actuellement aux

Après les réductions convenues aux négociations de Vienne, ses effectifs devraient être ramenés à trois millions d'hommes, et l'URSS est tout à fait prête à descendre plus bas, emais sur une base de réciprocité». Idem pour une réduction supplémentaire des armements stratégiques et une liquida-tion complète des armes nucléaires

Le budget de cette armée sera sen-siblement modifié mais pas forcément réduit : ce qui sera enlevé au chapitre des « acquisitions de technologie », c'est à dire des armements, sera utilisé pour améliorer les conditions d'exis-tence des militaires. Et le ministre ne souhaite pas qu'on diminue l'effort de recherche, il voudrait même qu'il soit augmenté. Les tâches de l'armée devront être strictement confinées à la défense du territoire : pas question de s'occuper du maintien de l'ordre. Quant aux «gardes nationales» qui sont en train d'être constituées dans maintes Républiques, y corapris en Russie, il n'y est pas hostile à condition que leurs effectifs soient réduits («de deux à trois mille hommes») et que leur vocation soit prioritairement le maintien de la sécurité intéceure. Certes, il reconnaît que l'Ultraine souhaite, elle, avoir sa propre véritable niens, scuis à poser une telle exigence, changeront d'avis en temps utile. Le

problèmes qui passeront avec le

En réalité - le ministre l'avait recomu un peu plus tôt, - les Ukrai-niens ne sont pas vraiment les seuls à ne pas être sur la même longueur d'ondes à propos de l'unicité de l'ar-mée soviétique: Moldaves et Géor-giens voient eux aussi les choses de manière sensiblement différente.

L'évacuation de Caba

Quant aux Baltes, s'ils tiennent vraiment à ce que les troupes soviéti-ques évacuent leur territoire, leur voeu sera exaucé, mais pas avant 1994. Lorsqu'elle avait été donnée pour la première fois, quelques jours plus tôt, cette indication avait fait bondir les dirigeants baltes, en particulier le président lituanien. Mais, ceta dit, explique par aifleurs l'ex-commandant en chef de l'aviation dans une longue interview an quotidien soviétique Sovietskaja Rossia, on pourrait accélerer les choses si les Baltes «compren-nent nos problèmes», c'est-à-dire, apparemment, s'îls passent à la caisse.

L'évacuation du contingent soviéti-que de Cuba («entre cinq mille et dix mille hommes») semble par contre devoir être sensiblement plus rapide et inconditionnel. Si Fidel Castro avant préciser les requelques dernières illusions sur le rôle sion. — (AFP.)

arrêts. Il veut donc éviter que l'armée soviétique ne soit désorganisée et que son unité ne soit remise en cause, ce qui serait un facteur de déstabilisation politique dans le pays.

maréchal Chapochnikov laisse eussi que pourrait jouer Moscou pour obtendre que les Ukrainiens ne nir un retrait parallèle des troupes américaines de la base de Guanta-nent nucléaire. L'à encore, «il y a des d'une affaire cubano-américaine»...

1

a delta

Sur nombre de questions - par exemple un éveninel retrait des conseillers militaires soviétiques de Corée du Nord et du Vietnam, - cet homme, qui a su désobéir à ses supé-cieurs quand il le fallait – au moment du puisch, - se retranche derrière l'autorité civile, et rappelle que l'armée exécute les décisions du pouvoir politique. Ce qui ne l'empêche pas de donner son sentiment sur divers sujets: ainsi, il est tout à fait favora-ble à une modification des réglements disconiens qui interdisent des portions considérables du territoire soviétique aux étrangers. Au détour d'une phrase, il apporte mème une petite révélation : il avait proposé d'accompagner Boris Eltsine et le président Nazarbaiev dans leur délicate mission dans le Haut-Karabakh, mais M. Etsine a jugé préférable qu'il ne soit pas

JAN KRAUZE

Démission d'un responsable du KGB. - Chef du département étranger du KGB - après avoir été chef par intérim du KGB pendant deux jours, après l'échec du putsch en août, - M. Leonid Chebarchine a démissionné, a annoncé vendredi 20 septembre l'agence Tass, sans préciser les raisons de cette déci-

Le référendum sur l'indépendance en Arménie

« Nous avons tant attendu »

Les Arméniens se prononcent samedi 21 septembre, par référendum, sur l'accession de laur République à l'indépendance. L'issue du scrutin ne fait aucun doute : une ecrasante majorité devrait se prononcer pour le « oui ».

EREVAN

de notre envoyé spécial

Eravan, qui a tant plauré, a dansé toute la nuit. Sur la place de l'Indépendance, là même où les Arméniena ont rendu un demier hommaga à tant et tant de leurs morts, des miliers da personnes ont fêté de vendredi 20 à samedi 21 septembre leur indépendance retrouvée. Car l'issue du référendum ne fait aucun doute. « Voilà des semaines que je cherche quel-qu'un qui va voter «non». En bien, je ne l'ai pas encore rencontré », ironisa Albert Baghdassarian, un député de la capitale. «Une telle joie, ajoute-t-il fyrique en montrant les groupes de danseurs, c'est la joie des esclaves qui se libèrent. Ca qui est extraordinaire, c'ast qu'ils se sont libérés sans effusion de sang.»

Lorsque s'arrête le rythme aigre let et lancinant des doudouks, la foula scanda : «ayo» (oui) at «Levon», le prénom du président Tar-Patrossian. Un vieillard, una bien vissée sur la tête, pieure en montrant una photo de sa petite fille morta dens le tremblement de terre et rit en se mélant aux danseurs. Deux femmes s'embrassent en entendant un chant révolutionneire du début du siècle, inspiré de la lutte contre les Turcs et qui e été interdit durant toute la période soviétique. «Seuvons notre terre, gouvernons-gous nous-mêmea ». dit le chant, qui parle de villes comma Zeitoun, eujourd'hui an

«Bien sûr, toutes ces villes ne sont plus en Arménie; bien s0r, notre petit territoire ne correspond qu'au dixième de l'Arménie historianfin qua, « si tout s'est bian

ques, dit une jeune tille. «Mais c'est déjà pas mei d'être indépendant », ajoute t-elle en nient et en regagnant un groupe de danseuses folidoriques, nettes bien tressées

et robes argentées.... *17 Si le référendum va donner une écresante majorité pour l'indépendanca, cella-ci n'est pas encore trosalan, contre d'eillaurs l'avia d'une partie des responsables, qui aouhaitalant una stratégie plus offensive à l'égard de Moscou, a en effet décidé de jouer le jeu « légel». C'est-è-dire de respecter la loi soviétique du 3 avril 1990 sur les modalités de sortie d'une République de l'Union. Et elle est remplie de chausse-trapes, qui stipulent par exemple que « toute agi-tation dans la République pendant la scrutin annule le résultat» ou que «toute autre République fédérée peut bloquer la sortie engagée par le référendum si elle a estime lésée par ses conséquences». Et

passé», une période transitoire de cinq ans a engage au cours de laquella la Bépublique sécession-niste devra régler avec Moscou un certain nombre de problèmes. -

Ca légatisme me trompe parsonne. En fait, ce que veulent les dirigeants arméniens, c'est essentiellement conserver de bons_rapports avec la Russie. Ne serait-ce que parce que leur République leur semble trop petite et trop mene-cée par ses voisins musulmans l'Iran, la Turquie, l'Azerbeldian -pour heurter Moscou de front et se retrouver isolée.

Mais une fois cette marque de bienséance respectée, checun ici sait bien qu'on passere outre aux conditions draconiennes de la loi de 1990 pour accéder à l'indépendance. D'abord parce que cette loi est caduque du fait même de la désagrégation de l'URSS; ensuite et surtout parce que cinq ans c'est beaucoup trop long, même si on a

JOSÉ-ALAIN FRALON

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

Des militants d'extrême droite attaquent

des immigrés dans l'ex-RDA

Dix-aapt parsonnes ont été blessées jeudi aoir 19 septambre, dont trois aérieusement, et vingt-quatre autres ont été interpellées à Hoyerswarda (ast da l'Allamagna), lorsqu'une banda da jaunas gans d'axtrama droite a attaqué un immeuble abritant des immigréa mozambicains at viernamiens. L'un des blessés gravement atteints lors de cas incidents racistes - les plus violants de ces demiers mois an Allamagna orientala - est un policier; mala ses jours ne sont pas en danger, a indiqué le porta-parola de la

Environ einquante à soixante personnas ont jaté des pierres et das boutaillae an diraction du bâtiman! occupé par pluaiaurs cantainas d'immigrés, tandia que cinq cents autres les regardalant faira. Hoyarswarda, una petite ville du Land da Saxa, proche da la frontiara polonaiea, a été le théatra caa darnièraa aamainas d'une série d'attaques sanglantes menées contra des immigrés at des demandeurs d'asile. - (AFP.)

CUBA

M. Bush prédit la chute rapide de M. Fidel Castro

Le président Georga Bush, affirmant que le « dictature » communiste cubaina « gémit et s'écroula», s'est déclaré vendredi 20 saptembre «absolumanı convaincus qua la régime du pré-aident Fidat Castro na tiandrait plus longtemps. «Un nouve! événement va démontrer à tout un chacun qua nous sommas vraipleine de promesses : le début de la libération et de la démocratisation de Cubas, a déclaré M. Bush sous lea applaudiasements dans un discours à Chicego (Illinoia), devant la Chambre da commerce hispano-américaine.

«Aujourd'hui nous entendons la dictature da Caatro gémir at s'écrouler peu à peu. J'en suis absolumant convaincu : la jour vient, beaucoup plus tot que Castro n'ose l'imaginer, où le peuple de Cuba reprendra an mains son destin et rejoindra la famille américaine des nations libres », a ajouté M. Bush

Las Etats-Unis se sont félicités de la décision de l'URSS, annoncée le 11 septembre d'antemer des discussions avec La Havane pour commancar un ratrait das forces soviétiques de ce pays at cesser da tamir Cuba à bout de bras. - (AFP.)

Le conflit du Haut-Karabakh

Les présidents Eltsine et Nazarbaïev en mission dans le Caucase

Repouesée de vingt-quatra heures en raison, officiellement. du léger malaise cardiaque de M. Boris Eltsine survenu mercredi. la mission dans la Caucase du président de Russie et de celui du Kazakhatan, M. Noursultan Nazarbaïev, e commencé vendredi 20 septembre, avec leur arrivée à Bakou, capitale de l'Azerbaïdian.

Avant son départ de Moscou, M. Eltsine a déclaré à la télévision russe qu'il s'efforcerait d'enciencher un processus de négociations susceptible d'aboutir à un accord de paix pour résoudre le conflit du Haut-Karabakh, région de cent soixante-dix mille babitants peuplée en majorité d'Arméniens chrétiens qui refusent la tutelle des Azéris musulmans. Le conflit a fait plus de huit cents morts depuis trois ans.

Cette initiative commune, associant le prestigieux leader russe et le dirigeant « musulman » jouissant de la plus grande euto-rité en URSS, avait été annoncée par les deux hommes dés iuillet demier. Elle a été mise au point à l'issue d'une réunion du Conseil d'Etat - le nouvel organe dirigeant soviétique réunissant les présidents des Républiques lundi dernier à Moscou. Dans ce eadre, le président Gorbetehev devait de son côté signer nn décret prévoyant le rétablisse-ment des eutorités régionales arméniennes du Haut-Karabakh, des élections, le désarmement des milices et l'ouverture de négocia-

Mais dès vendredi, le Parlement d'Azerbaidjan a publié un communiqué dénonçant ce décret en préparation et affirmant que sa signature « constituerait une ingérence dans les affaires inté-rieures d'un Etal souverain ». Après Bakou, MM. Eltsine et Stepanakert, chef-lieu da Haut-Karabakh, puis à Erevan, capitale de l'Arménie.

Accords entre Républiques

A Moscou, le président Gorbatchev a estimé, dans une interview diffusée vendredi 20 septembre par la radio-télévision italienne RAI, que l'accord économique entre les Républiques pourrait être conciu d'ici à décembre, « en dépit des risques et des difficultés ».

« Nous travaillons sur l'hypothèse d'une conclusion de l'accord économique entre les Républiques d'ici au début de décembre, et l'on fait actuellement des efforts pour voir comment renouveler un accord confédéral », a déclaré M. Gorbatchev. Mais « tous les problèmes accumulés jusqu'aux evenements tragiques d'aout restent non résolus ». Le président a évoqué son « bagage socialiste » pour exprimer sa conviction que la société « devait être réformée et aller vers l'économie mixte »

Le président soviétique a d'autre part, rejeté l'idée qu'il ait pu être complice du putseb, attribuant ces accusations à des étentatives de semer le doute, de faire éclater la collaboration étroite au sein des forces démocratiques, de provoquer des dissensions entre Elisine et Gorbatchev».

Dans un autre entretion, avec des journalistes soviétiques cette fois, M. Gorbatchev a indiqué evoir pressenti avant le 19 août qu'un complot se préparait contre lui et que le meneur en était Vladimir Krioutchkov, Pex-chef du KGB, à présent sous les verrous. - (AFP, Reuter.)



1 . 1 : 14 #

1.4 日本海洋流

Eq.

2594

2. 4

27.

C .

One of the

istantin in the west and

Services of the services

Magazine and American Street

to I want to the state of the s 12 hours

ATTENDED TO A MAN CARD

•• Le Monde • Dimanche 22 - Lundi 23 septembre 1991 5

مكذا من الاصل

L'enquête sur l'assassinat d'André Cools privilégie la piste « politico-financière »

d'André Cools, ancien vice-premier ministre belge, le mystère demeure à Liège, «sa» ville, où un tueur l'attendait dans un parking pour l'ebettre evac une arme de poing, sous les yeux de sa jeune compagne (le Monde du 19 juillet). Toutefois, nous a déclaré le procureur général de la «cité ardente», M. Léon Giet, « l'aspact politico-financier retient le plus notre attention ».

LIÈGE

de notre envoyé spécial

Figure de proue du Parti socialiste francophone, André Cools s'était reconverti dans la gestion de l'écono-mie wallonne. Entre eutres activités, il présidait la Société mutuelle d'assurances publiques (SMAP) ouverte aux (nombreux) fonctionnaires. Il jouait un rôle dans la plupart des institutions financières publiques de la région et dans les «intercommunales» qui assurent, tant bien que mal, physicurs services publics. Une certaine confusion des genres exis-

longtemps tout-puissant dans ees entités, evant de devoir partager une partie du gâteau evec son principal rival électoral, le Parti social-chré-

Endettée, privée récemment d'un bourgmestre socialiste qui e dû se retirer parce qu'il était compromis dans des affaires de malversations et de pots-de-vin. Liège a été contrainte de réduire son train de vic, tout comme certaines communes périphériques contrôlées par les mêmes familles politiques. Le nombre des employés municipaux a été ramené à des proportions moins déraisonnabies, non sans douleur.

> Lettres anonymes

D'où une première hypothèse foudee sur la « vengeance d'un chômeur», accompagnée d'une autre reposant sur les représailles de quelques militants outres par les man-vaises manières de la vietime, y compris à l'égard des socialistes locaux qui n'appartenaient pas à son clan. Invectivé par des adversaires sur une place publique, le 1º mai 1988, André Cools n'avait pas hésité

tant ici entre la politique et l'edmi-nistration, le Parti socialiste a été neur» les sentiments qu'il leur por-

C'est dens ce contexte que les policiers et les journalistes ont reçu, et continuent de recevoir, des centaines de lettres anonymes indiquant les pistes les plus diverses. Quelques sès qu'ils figurent en « numéro 2 sur la liste » (des personnes à abattre). Ambiance

Un journal de Londres a repris au début d'eoût une version selon laquelle André Cools avait la preuve que des responsables belges avaient touché de l'argent irakien pour fer-mer les yeox sur la livraison de denx cents tonnes de poudre spéciale destinée au fameux «super-canon» de M. Saddam Hussein, dont l'inventeur américano-canadien, l'ingénieur Gérald Bull, fut assassiné à Bruxelles le 22 mars 1990.

Cette hypothèse e le mérite de la cohérence. Si le procureur général prend la piste iralcienne eu sérieux. il cache bien son jeu, tant il semble ébahi par le contenu de ces articles. ebain par le codiein de les articles. e Non, dit-il. On a d'abord pensé à l'aspect passionnel: la vengeance ou la jalousie. Cette piste semble aban-donnée. Nous n'écartons rien défini-tivement, mais l'aspect politico-finan-

cier retiem le plus notre attention. Nous reconstituons son emploi du temps, nous cherchons à savoir qui il a rencontré. » Dans l'immédiat, une eommission rogatoire enquête en Autriche sur l'origine des munitions tirées lors de l'assassinat.

En Belgique, du fait d'un partage existant dans bien d'entres corps, y compris à la radio et à la télévision nationales, on connaît la coloration politique des magistrats. En poste à Liège depuis douze ans. M. Giet est socialiste et connaissait bien André Cools. Un journal flemand en a conclu que le magistrat ne désirait pas vraiment chercher ce que savait le mort et ce qui pouvait affoler le ou les mystérieux essassins. Cela semble avoir beaucoup affecté l'homme qui nous parlait sous le grand crucifix accompagnant partout la justice dans le royaume.

En bonne logique, M. Giet et les ministres importents, dont André Cools evait fait en partie la carrière, devraient tenir à la manifestation de la vérité. Ne sereit-ce que pour prouver qu'elle n'est pas génante pour le Parti socialiste francophone avant les élections législatives de jan-

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

esecia de ratrouver ces banques. On ve étudier tout cela. »

dse eammes insignifientee.

L'argant est ailleurs. Où? Peutêtre dane d'autree banques,

paut-être à l'étranger. On

ont mis fin au beil emphytéotique, sinon perpétuel, que le Tout celes, ce eont les Perti communiete s'ételt documente eaiele et épluchée octroyé pour occuper l'ancien Institut Smolny de Saint-Péterspsr une commission de policiers, de membres du soviet bourg. A partir du 26 août, les exécutif de le ville et d'élus de ecellés ont été, partout ou la région. Les documents jugés presque, posés. Le long d'un corridor de 220 mètres, eu rezcompromettante doivent être transmis au procureur général de le ville. Le déambuletion de chaussée, comme à chacun das deux étegee, partout le dans l'énorme bâtiment éclaire sur l'eutercie communiste et même signe de la brutale interson ignorance des avaries de l'extérieur. ruption de l'éternité communiste : ecellés de cire ou, plus souvent, simples bendes de

A l'ancien siège du Parti communiste de Leningrad

« Ne laissez entrer personne,

à l'exception des commissaires du peuple »

SAINT-PÉTERSBOURG

de notre envoyé spécial

Smolny est vide. Les soubre-

sauts d'une histoire, que l'on n'ose plus appeler soviétique,

pepier blenc, couvertee ds

cachets variés et de signatures,

collées à hauteur des serrures.

ici, au pramier coup d'œil, que la règle d'or était bien eppli-

quée. La propreté, l'état impec-

ceble des immensee locaux.

contrastent avec le décor temi

ou quelquefols crasseux de

nombre d'édifices publics de la

ville. «A poine les travaux d'entretien étaient-ils achevés à une

extrémité du bâtiment qu'ils les

recommençaient à l'eutre

Vitrines

scellées

L'espace est saturé de signes eujourd'hui éteints : les bustes

de Marx et d'Engels, une statue

de Lénins (il y en s, paraît-il, quarante-deux à Saint-Péters-

bourg). Le socle procleme

«Vive la dictature du proléte-

riat » et l'ancienne adresse du

siège du parti se libelleit ainsi:

place de la Dictature-du-Proléta-

riet. Les amnésiques n'avaient jadis pas de sotici à se fate :

au bout du corridor de chacun

des deux-étagement anoisn

ne usevison de treiliev egéic

buete, Lénine au premier et

Au rez-de-chaussée, qui était

dévolu à l'administration et aux

finances du perti, quelques

bureaux sont ouverts. Oes

membres de l'administration

municipale y discutsnt. Il est question de transférer à Smolny la mairie de Saint-Pétersbourg.

Tandis qu'un autre monument

pétersbourgeole, le peleis de

n'eure du perti, seralt affecté

aux élus. Même lee vitrinee

abritant les cadeaux offerts par

les délégations étrangères ont

été scellées. Dens le grande

salle de réception des déléga-

tions étrangères, une peinture

banale, devenue brusquement

insolite, attire le regard : Lénine

Un peu plus loin, l'entrée des

bureaux financiers n'est plus

n'y a trouvé que des sommes très faibles, explique un conseil-

ler municipel. Même sur les

comptes du parti, dans les ban-

au travail.

Marx au second.

bout », indique le guide.

Tout pour le parti l'On vérifie

Pratiques illicites

Au rez-de-cheussée encore, une alle du bâument, séparée du corpe principel per une immense porte de bois, était à dee entreprises. Bsaucoup soupçonnent le parti d'avoir su, de longue date, « faire» de l'argent, quelquefois même beaucoup d'ergent, qui venait e'elouter à des revenus ordineires déjà appréciebles. De fait, avant la vague déferiante des «businessmen» russes, les précurseurs ont souvent été tantôt des spécialistes de pratiques jugées illicitee, qui ne savaient plus que faire de leurs devises accumulées, tantôt des membree du perti soucieux d'amorcer une reconversion.

Au premier étage de l'Institut, s'alignent, à côté de la salle historique où fut proclamé le triomphe de la révolution, les bureaux des secrétaires de ville. Au für et à mesure que l'on montait dans les étages, s'ef-fermissait le position dans la nomenklatura, ich ou le, on lit encore quelquas comes sac les portes : les bureaux 343, 345 étalent dévolus à Mr Kalinina, secrétaire du parti à la culture. importante dans cette sphère sans l'approbation de M- Kali-

A côté de la porte du bureau-chambre à coucher occupé un moment par Lénine, on peut contempler deux docu-ments, eux aussi arrachés à la banelité per l'étrengeté des tempe : une photo représente deux des gardes ouvriers qui vsilleient sur le sécurité de Lénine. Il n'y e pas si longtempe is geete communiste soviétique soulignait, comme un eymbole, que l'un de cee gardes était letton et un autre littranien. Vladimir Oulienov, le minutieux, avait, de sa main, rédigé les instructions en quatre points que ces gardes devalent appliquer. Le premier intimait : «Ne laissez rentrer personne à l'exception des commissaires du peuple. » Trop tard, cama-

MICHEL KAJMAN

L'archevêque de Cantorbéry estime

GRANDE-BRETAGNE: polémique après les propos de Mgr Carey

que les récentes émeutes sont dues à la misère

faire ».

LONDRES

de notre correspondant Jusqu'ici, Mgr George Carey, srchevêque de Cantorbéry, n'avait

pas semble vouloir adopter le ton critique de son prédécesseur, Mgr Robert Runcie, dont les commentaires sur la justice sociale avaient le doncée provoquer la colère de Mar Thatcher. Aussi, lorsque le primat de l'Eglise anglicane a affirmé que les émeutes qui ont eu lieu récemment dans plu-sieurs villes sont « Inextricable-ment liées à de pauvres conditions prise qui a dominé dans les rangs du parti conservateur.

Fièvre électorale

Avec une certaine jubilation, le Parti travailliste, qui mène actuellement campagne sur le thème du bilan gouvemental en matière d'emploi, de santé et de logement, a salué cette petite phruse comme une « declaration critique », qui contrastait scrieusement avec celle du premier ministre, M. John Major, pour qui les jeunes lou-bards de Newcastle et d'ailleurs n'ont « pas d'excuse ». De nombreux ministres ont ensuite dénoncé les déclarations de l'archeveque, rappelant, comme l'a fait M. Kenneth Baker, le ministre de l'intérieur, que l'Eglise n'evait toujours pas condamné tes vio-

Du côté ecclésiastique, les renforts se sont également mobilisés :

pool et Manchester ont apporté leur soutien à Mgr Carey, d'autres ccclésiastiques estiment, eu contraire, que l'Eglise devait s'occuper des «problèmes moraux et non sociaux». Les choses prenent une tournure préoccupante, le gouvernement s'est efforcé, vendredi 20 septembre, derealmer rette; « tempête dans .un .verre d'eau », selon l'expression employée au parti conservateur. Le président du parti, M. Chris Patten, a réitéré son désaccord avec l'archevêque, tout en soulignant que celui-ci sociales, des logements précaires et était un « vieil ami et un saint à l'analphabetisme », c'est la sur-homme », et le premier ministre a estimé que c'était une mauvaise idée pour les hommes politiques de « dire à l'Eglise ce qu'elle doit

> L'affaire eo restera probeblement là: il y a quelques jours, le terre, M. Robin Leigh-Pemberton, avait déclenché une polémique semblable en affirmant que la reprise économique était en vue et que la situation «s'améliore indéniablement ». Cette autre petite pbrase, qui trencheit evec une déclaration beaucoup moins optimiste du même autenr il y a un mois, avait été qualifiée par l'opposition travailliste de « coup de pouce èlectoral» au gouvernement. Il est probable que la prolongation du suspense, quant à la date des élections législetives, provoquera d'autres poussées de fièvre électo

ESPAGNE: accusés d'attentats au Pays basque français

Deux policiers ont été condamnés à cent huit ans de prison

Groupe antiterroriste de libération (GAL) et d'avoir commis six tentatives d'assassinat au Pays basque français, deux policiers espagnols ont été condamnés vendredi à cent huit ans et huit mois de prison chacun.

Les juges de l'Audience natio-nale, la plus haute instance penale espagnole, ont infligé au commissaire adjoint José Amedo et à l'inspecteur Michel Dominguez, dix-sept aus et quatre mois de pri-son pour chacun des six assassinats manqués commis lors du mitraillage de deux bars, l'un à Bayonne et l'autre à Saint-Jean-de-

Luz, en 1986. Le GAL mouvement clandestin les activités du GAL - (AFP.)

Accusés d'être membres du qui agissait en représailles aux attentats de l'ETA, est tenu pour responsable de vingt-six meurtres commis dans les milieux indépendantistes basques dans le sud de la France entre 1983 et 1987. Pour la première fois, des policiers espagnols prenaient place au banc des accusés pour repondre de leurs liens présumés avec le GAL mais la cour a acquitté l'Elat espagnol de toute responsabilité civile dans les délits commis par les deux policiers qui, selon le verdict, n'ont pas agi dans le cadre de leurs fonctions. En juillet, l'Au-dience n'evait pas réussi à faire la lumière sur des fonds secrets du mioistère de l'intérieur qui, seloo la presse, auraient servi à financer

GRÈCE

Sept rédacteurs en chef libérés après onze jours de détention

prison. Le système judiciaire grec permet en effet de «racheter» les peines de prison dans certains cas. L Z. Ces rédacteurs en chef avaient ture militaire en 1974. - (Reuter.)

Sept rédacteurs en chef de jour- été condamnés pour avoir publié naux grecs, condamnés en vertu des communiqués de groupes terd'une loi antiterroriste très contro-roristes. Ils ont estime que la loi versée, out pu sortir de prison, antiterroriste était un instrument vendredi 20 septembre, au bout de de censure dans les mains du gouonze jours de détention. Ils ont été vernement conservateur. Deux relâchés après qu'un syndicat de journalistes eut payé de 150 000 à d'être jugés pour les mêmes 300 000 drachmes (entre 750 et motifs. L'emprisonnement de cer-1 500 dollars) contre leurs peines, tains des rédacteurs en chef les qui allaient de cinq à dix mois de plus connus du pays, dont l'ancien ministre socialiste de la presse Dimitris Maroudas, constitue une premiére depuis la fin de le dicta-

à midi SUR ANTENNE 2 CHAQUE DIMANCHE 22 septembre Michel Edouard LECLERC Rediffusion à 1 heure du matin

ar VWs of

PROCHE-ORIENT

Fin de la tournée du secrétaire d'Etat américain

M. Baker a donné de nouvelles «assurances» aux Palestiniens

James Baker, qui s'efforce d'organiser une conférence de paix israélo-arabe, a achevé, vendredi 20 aeptembra, aa septiéme tournée au Proche-Orient en six mois par une rencontre à Damas avec le président syrien Hafez El Asaed. Cet entretien, le second en quarante-huit heures, a été consacré à la « lettre d'assurances » qui expose la position américaine sur la conférence et que M. Baker avait remise, mercredi, au chef de l'Etat syrien. Les deux hommes auront eu eu total qualque onza heurea da

Plus tôt dans la journée, à Amman, M. Baker avait affirmé que «des progrès» avaient été réalisés d'une rencontre d'une heure avec une des personnali-tés palestiniennes des territoires occupés, Mª Hauane Ashraoui, Celle-ci a affirmé pour sa part que «certains points (dans la lettre d'assurances américaine remise aux Palestiniens) qui avaient besoin d'être clarifiés l'ont été». Mais elle a estimé que «les progrès réalisés som encore insuffisants». M= Ashraoui a remis au secrétaire d'Etat américain un message de M. Yasser Arafat com-portant essentiellement un rappel des trois eonditiuns que l'OLP juge indispensables pour la réunion de la conférence de paix : la reconnaissaite de la souverainer d'un letri-turire palestinien, l'engagement des Israéliens à abandonner Jérusalem-Est, annexée par l'Etat hébreu en 1967, et l'arrêt immédiat de toute implantation de colonies juives dans les territoires occupés. Pour M™ Ashraoni, «chaque réponse posi-tive à chacun de ces trois points, qui sont d'une importance considérable

nal palestinien à prendre leur décision» quant à leur engagement dans

le processus de paix. Un haut responsable américain a indiqué, vendredi, que M. Baker estimait que les Palestiniens bésite-ront à participer à la conférence de paix au Proche-Orient jusqu'à ce qu'on les oblige à se décider en lan-çant les invitations. Il a précisé que le secrétaire d'Etat avait soumis aux Palestiniens une « nouvelle lettre d'assurances » incorporant certains des changements demandés par ces der-niers. «La où nous pourrons faire des changements, sans mettre en péril les chances de la conférence et sans contredire les assurances que nous comptons donner à d'autres, nous le ferons et c'est ce que nous faisons », a-t-il souligné, ajoutant : «Il u fallu beaucoup manauvrer pour amener les Palestiniens au point où dre une décision à la fin du mois. Je crois qu'à un moment donné, il faudra cesser de jouer avec des nuances de langage et donner aux gens l'occa-sion de dire s'ils veulent venir parler

d'un nouveao quartier juif à Jérusalem-Est

A Tel-Aviv, le ministre israétien de la défense, M. Moshé Arens, a déclare que le secrétaire d'État amé ricain avait certes joué «un grand rôle» pour convaincre les Arabes de mais il a, selon lui, «donné l'impres sion que pur ces negociutions ils obtiendront un retrait d'Israël sur les frontières de 1967 ainsi que notre départ de Jérusalem-Est, Susciter de telles attentes peut encourager les Arabes à venir à la table des négociations, mais dans de tels encouragements résident des risques de déception et de frustration et, peutpas la paix mais la guerre».

Afin qu'il n'y ait point d'équivoque sur la décision d'Israel de rester ferme sur ses positions, le Parlement israélien a décidé vendredi d'allouer 6.5 millions de dollars aux implantaouns juives dans les territoires occupés, malgré les objections de l'opposition de gauche qui a souligné que ces sommes allouées à la colonisacon «visalent à saboter le processus de paix». Le ministre israélien de

part, annoncé qu'il envisageait la orientale de Jérusalem, entre l'université hébraïque du mont Scopus et le quartier musulman de Cheikh Jarrain, sur des terres appartenant à des Palestiniens. Le projet, tel qu'il a été présenté mardi par le ministre au maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek, prévoit la construction de 300 unités de logement. - (AFP, AP.)

LIBAN: théoricien du nationalisme arabe laïque

Edmond Rabbath est mort

tique libanais, Edmond Rabbath est mort le 18 septembre à Beyrouth. Né en 1904 dans une famille chrétienne de Syrie, il avait choisi de devenir libanais, après avoir été un temps, durant le mandat français, député au Parlement de Damas.

De formation française, mais maniant également, outre l'arabe, le turc et l'allemand, Edmond Rab-bath fut, durant un demi-siècle, l'un des principaux défenseurs et idéologues du nationalisme arabe «laïc», courant de pensée largement rem-placé aujourd'hui au Proche-Orient par le panislamisme.

Durant la guerre du Liban (1975-1990), quoique vivant sur la ligne de démarcation séparant les deux Beyrouth, Edmond Rabbath n'avait pas hésité, dès 1976, à mettre dans la balance politique sa était babilité à nommer ou à démettre les ministres sans que le décret soit contresigné par ceux-ci... Ce théoricieo de l'arabisme disparait au moment où il achevait

tionnel de la seconde République libanaise née des accords controversés de Taëf, en 1989.

Outre son image de référence morale et politique, ce «Libanais par conviction» laisse derrière lui une œuvre abondante en français, notamment historique. Sa somme sur les Chrétiens dans l'islam des premiers temps (voir le Monde du 13 avril 1982), des ouvrages plus anciens, comme la Formation historique du Liban politique et constitu-tionnel (1973), toujours très utilisés parmi l'intelligentsia proche-orientale, demeurent indispensables pour comprendre l'évolution du Levant, de l'Antiquité à nos jours. D'Ed-mond Rabbath, l'orientaliste franmond Rabbath, fonentaiste fran-çais Jacques Berque a écrit : « Voilà un juriste de grande valeur, alliant une haute formation française à un arabisme engagé et qui u doté le lecteur d'études fondamentales sur le Proche-Orient (1). »

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Bibliographie de la culture arabe contemporalne, Editeur : Sindbad-UNESCO, 1981.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MOËT HENNESSY , LOUIS VUITTON

FORTE REPRISE AU SECOND TRIMESTRE

Malgré la diminution importante des ventes durant la guerre du Golfe et la situation économique mondiale, le résultat opérationnel de LVMH s'est établi à 2 345 millions de francs à fin juin 1991, soit un niveau légèrement supérieur à celui de fin juin 1990. Il convient d'ailleurs de noter qu'après une baisse au premier trimestre de 1991, la croissance du résultat opérationnel a été de 20 % au deuxième trimestre 1991.

Au 30 Juin 1991, le résultat net consolide de LVMH s'est élevé à 1 210 millions de francs contre 1 248 millions de francs à fin juin 1990.

Cette légère diminution du résultat net s'explique par la progression des frais financiers dûs aux acquisitions d'actions Guinness en 1990 et du Champagne Pommery au début de 1991. L'impact de ces frais financiers sera relativement moins important au deuxième semestre de 1991 du fait de la saisonnalité des ventes et des résultats de Guinness et

A méthode comptable comparable et à structure identique, c'est-à-dire en tenant compte notamment d'une participation à hauteur de 24% dans Cuinness et de l'acquisition de Pommery à compter du 1er janvier 1990, le résultat

Compte tenu de la reprise des ventes dans les différents secteurs du groupe, du bon accueil fait par la distribution aux lancements des parfums "Dune" de Christian Dior et "Amarige" de Givenchy, de la hausse du dollar et du yen au troisième trimestre, une prévisison de croissance sensible des résultats de LVMH est confirmée pour l'année

En millions de francs	30/06/90	30/06/91
Champagne et Vins	1.839	1.951
Cognne et Spiritueux	2.454	2.813
Bagages et Maroquinerie	2.180	2.151
Parfums et Produits de beauté	2.167	2.051
Autres Activités	181	298
LVMH	8.821	9.264
Résultat opératio	nnel consolida	<u> </u>
En millions de Francs	30/06/90	30/06/91
Champagne at Vins	328	272
Coongo et Spiritueux	1 102	1 243

Bogages et Maroquinerie

Autres Activités

Parfums et Produits de beauté

Chiffre d'affaires consolide

Le ralentissement des ventes de Champagne sur certains marchés en récession, Etats-Unis et Grande-Bretagne notamment, a pénalisé le résultat du secteur. Toutefois, dans cette activité, plus de 60 % des ventes sont traditionnellement réalisées au cours du second semestre.

Le Cognac a sensiblement accru sa rentabilité grâce à une nouvelle amélioration de la part des qualités vieilles, à la poursuite de la croissance des ventes en Extrême-Orient et à la

L'activité Bagages a pratiquement rattrapé à fin juin l'effet négatif de la guerre du Golfe et a confirmé durant l'été la forte reprise des ventes entamée au printemps.

L'activité Parfums et Produits de beauté, affectée au premier trimestre par la crise du Colfedans les "duty-free", a enregistré une reprise de ses ventes au deuxième trimestre, confirmée dans le

Pour les six premiers mois de 1991, le groupe Guinness PLC a enregistré un résultat avant impôts de 3,5 milliards de francs, en progrès de 9 % sur la période correspondante de l'année

LVMH, PREMIER GROUPE MONDIAL DE PRODUITS DE PRESTIGE

827

121

(118)

2.345

IRAK: avant l'envoi d'une sixième mission d'experts

L'Agence internationale de l'énergie atomique condamne sévèrement Bagdad

'Agence internationale de 'énargie etomique de Vienna (Autriche) a été l'occasion d'une violenta ettaqua contre l'Irak, qui renâcle à ouvrir ses installations nucléaires eux inspecteurs

Dans une résolution largement adoptée - soixante et onze voix pour, une contre (celle de l'Irak) et sept abstentions, - la plus haute instance de l'Agence, la conférence générale, s'est déclarée, vendredi 20 septembre, « profondément préoc-cupée » par « les efforts continus de l'irak pour faire obstruction uux résolutions 687 et 707 du Conseil de sécurité de l'ONU» et n appelé Bagdad «à respecter immédiatement e

Rappel à la vigilance

Ce rappel à l'ordre u'est pas pour surprendre à l'heure ou le président 8ush, après avoir froncé les sourcils à plusieurs reprises, menace de pas-ser à des mesures plus musclées si le gouvernement traktien ne facilite pas les visites des émissaires inter-nationaux. L'heure est aujourd'hui à la vertu uuckéaire, et les pays industrialisés, ébranlés par leurs décon-vertes irakiennes, semblent voutoir désormais contrôler la prolifération des armements nucléaires.

Des signes existent d'une borme volonté de certains « pays du seuil» (Argentine, Brésil, Afrique du Sud) à s'orienter vers une utilisation

nucléaire. Mais combien de progrès restent à faire. «La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, soulignait en milieu de semaine M. Philippe Rouvillois, administrateur general au Commissariat à l'énergie atomique, est asse-claire ou bien nous montrons notre enpacité à tirer rapidement les leçons du brusque rappel à la vigi-lance qui nous à été adressé, ou bien nous compromettons la crèdibilité de cette institution [[AIEA]] »

Le message semble avoir été entendu. Le directeur général de effet insisté sur « la nécessité, compte tenu de l'affaire irakienne, de renforcer les systèmes de contrôle » pour découvrir les sites qui n'ont pas été déclarés. Unc sixième mission d'experts doit ca principe entamer des la semaine prochaine une tournée d'inspection sur les capacités d'enrichissement de l'uranium par nitracentrifugation de

Une mission importante, certes, mais qui ne doit pas cacher le problème de fond que constitue la pro-lifération nucléaire dans tout le Moyeu-Orient. Les capacités nucléaires d'Israel en inquiètent plus d'un, et beaucoup ont accueilli favorablement, vendredi, une résolution invitant tons les pays de cette région à accepter « l'application de contrôles complets de l'AIEA pour qui scrait «un premier pas en faveur de la paix et de la sécurité.»

ng eg

・14-1-東大学院

 $v = v \circ v \circ v$

 $1 \leq i \leq n \leq 1 + \frac{2}{2} \sum_{i \in \mathcal{I}_{i}} |a_{i}|^{2}$

YEMEN: après l'attentat contre un dirigeant de l'opposition

La fragile unité du pays est encore plus menacée

proclamée l'an dernier reste très fragile. Dans les milieux de l'opposition démocratique, on a vu dans cette « première tentative d'aasassinat politique dans le Yémen réunifié » le spectre d'un retour aux règlementa de. compte senglents qui étaient courants aussi bien dans le Nord que dens le Sud. Le 12 septembre, á Sanaa, M. Moudjahed El Kahali, un député de l'opposition nessérlenne, a lui aussi échappé à un attentat.

Écrivain de renom et directeur de l'hebdomadaire El Tagamou, organe du PRUY paraissant à Adeu, M. El Gaoui a adopté, depuis l'unification du Yémen en mai 1990 dont il avait été l'un des architectes, une politique de « soutien critique » au nouveau régime. Il a notamment été l'un des pre-miers à mettre les Yéménites en garde contre la transformation de la jeune République en une «nou-velle dictature» des deux grands partis qui, avant l'unité, monopolisaient le pouvoir au nord (le Congrès général populaire CGP) et au sud (le Parti socialiste yémé-nite-PSY). Plutôt proche des ancieus socialistes d'Adeu, il a tunjours réservé ses flèches les plus acérées aux dirigeants du CGP, les principaux responsables à ses yeux de la dégradation politique et économique du nouvel Etat unifié.

Dissiper le soupçon

Dans uo communiqué rendu public au lendemain de l'attentat du 10 septembre, l'un des principaux militants des droits de l'humme au Yémeu, M. Abou Baqr El Saqqaf, a mis en cause les dirigezots du CGP, « décides. dit-il, à supprimer peu à peu toute forme d'opposition au régime ». « Tous ceux qui s'avisent de criti-quer l'action du chef de l'Etat, le président Ali Abdallah El Suleh. ajoute-t-il, sont aussitôt taxés de trahison et d'hostilité à l'unité à l'Islam et à l'entité nationale yéménite » Selon lui, cet attentat constitue donc « une tentative d'intimidation destinée à terroriser tous ceux qui tentent de critiquer le

Un attentat manqué, le vers un resime ditratèrial ». La 10 septembre à Sanaa, contre tentative d'assassinat risque de fra-le secretaire général du Parti du taire qui se fleurie à de nombreux taire qui se fleurie à de nombreux rassemblement unioniste yéménite (PRUY), M. Omar El Gaout, mois, le premier anniversaire du nite (PRUY), M. Omar El Gaout, mois, le premier anniversaire du e suscité une vive émotion dans . Yémen mulfié avait été célèbré l'ensemble du pays, dont l'unité : avec faste, alors qu'étaient déjà apparus les premiers signes de discorde entre le CGP, présidé par le chef de l'Etat, M. Ali Abdallah El Saleh, et le PSY, conduit par le vice-président Ali Salem El Beid. Au sommet de la hiérarchie, une unité de façade est toujours maintenne, mais à la base la lutte. d'abord feutrée, a éclaté au grand jour. Depuis le mois de juillet, les journaux contrôlés par le CGP attaquent quotidiennement, et en termes de plus en plus acerbes, les partisans du PSY qu'ils accusent d'« avoir détruit le Sud » et d'e essayer d'introduire duns le pays une idéologie étrangère à nos traditions et à notre histoire», une allusion claire aux principes marxistes que le PSY a pourtant olennellement abandonnés.

> Les organes du PSY répondent à ces attaques sur un ton plus modéré. L'bebdomadaire de cc parti, El Moustagbal, a cependant récemment menacé de «faire des révélations concernant certains épisodes tragiques de notre histoire». une allusion transparente à l'assassinat en 1977 de l'ancien président du Nord-Yemen, Ibrahim Hamdi, auquel auraient participé plusieurs des dirigeants actuels du CGP dont le président Ali Abdallah El Saleh. El Tagamou a pour sa part publié une fable politique, anonyme, retracant la vie d'un ame mauvais » en qui certains ont reconnu le chef de l'Etat. Ce dernier a acensé M. Omar El Gaoui - qui s'en est défendu énergiquement - d'être l'auteur de ce

> L'attentat de Sanaa a-t-il été une tentative avortée de « punir » l'an-teur présumé de cet article? Afin, vraisemblablement, de dissiper le soupçon, le président Ali Abdallah El Saleh a téléphoné à M. Omar El Gaoui pour lui exprimer sa vive sympathic et l'assurer que ce ecrimen ne resterait pas impuni Le chef de l'Etat vient également de douner des justructions aux forces de sécurité pour « qu'elles frappent d'une main de fer sous ceux qui portent atteinte à la sécurité générale» - un ordre qui risque de demeurer lettre morte, car les forces du Nord et du Sud, qui se sont combattues peodant de longues années, n'ont jamais pu être regroupées et restent indépen-



138

(115)

2.334

pour y rendre visite à son époux

qui, lui, purgeait sa peine à la prison centrale de Kénitra. Le 18 septembre, dans un

entretien accordé à TF 1, M. Driss Basri, ministre de l'intérieur et de l'information, avait

explicité les propos du souverain

chérifien. Le bagne de Tazma-

mart, avait-il assuré, « n'existe

que dans l'esprit et l'imagination

des gens malveillants vis-à-vis du

Maroc ». Aux yeux du pouvoir,

il n'y a donc pas lieu aujour-

d'hui da confirmer ou démentir

Grand ménage

dans les prisons

Il n'empêche que, soucieux de

respectabilité face à des interlocu-

teurs toujours plus nombreux et de

moins en moins disposés à fermer

les yeux sur ses écarts de conduite

en matière de respect des droits de

l'homme, Hassan II est, semble-

t-il, en train de faire le grand

ménage dans les prisons de son

royaume. Même l'opposition juge

qu'il faut en passer par là pour renforcer la crédibilité du Maroc,

à l'heure où il est, notamment,

engagé dans une opération référen-

daire à hauts risques au Sahara

JACQUES DE BARRIN

occidental.

des informations sans objet...

Le Monde ■ Dimanche 22 - Lundi 23 septembre 1991 7

AMÉRIQUES

COLOMBIE

Les négociations entre le gouvernement et la guérilla piétinent

vernement colombien et la Coordination Simon-Bolivar, qui regroupe esaentiellement lea FARC (Forces arméaa révolutionnaires de Colombie, communistes) et l'ELN (Armée da libération nationele, ceatriate), piétinent depuis leur reprise le 4 septembre demier à Caracas, capitale du Venezuela. Le président Cesar Gavirie montre da plus en plus da signes d'impatience devant les revendications de la guérilla, qui réclame la création de deux cents «zones de paix» pour y regrouper ses hommes, au lieu de la soixantaine proposée. Neuf guérilleros ont encore été tués par l'armée vendredi 20 septembre dans la

Les pourparlers entre la gou-

Suspendu six jours après evoir été inauguré début juin, repris et ajourné de nouveau le 25 juin, le dialogne, destiné à mettre un terme à quatre décennies de violence armée, s'est heurté jusqu'à présent à des obstacles apparem-ment insurmontables. Les oégociatioos achoppent surtout sur les modalités d'application d'un cessez-le-feu, sur le principe duquel tont le moode s'accorde. De même, la nécessité de définir une solution politique au conflit est admise de part et d'autre.

province de Santander.

Le gouvernement du président Cesar Gaviria, dont la popularité est au zénith depuis la reddition en juin de Pablo Escober, souhaite conclure rapidement un autre chapitre de son plan global de pacification. Il préconise un cessez-le-feu immédiat, la cessation de toutes les actions armées, l'arrêt de tous les sabotages et des enlèvements. Il réclame la libération de tous les ctages encore détenus par les insurgés. Et il propose de regrouper les guérilleros démobilition en 1990 du M-19 (gauche nationaliste), de l'EPL (Armée populaire de libération, prochinoise), du PRT (Parti révolution-naire des travailleurs) et du Mou-vement indigéniste Quintin-Lame, tous anciens membres de la Coor-dination Simon-Bolivar.

Battu militairement avant la négociation, le M-19 apparaît aujourd'hui comme le vainqueur politique de l'opération «retour à la légalité». Il a fait bonne figure aux élections de décembre 1990; il a joué un rôle déterminant de fêvrier à juillet 1991 au sein de l'Assemblée constituante. Et son leader, Antonio Navarro, fait déjà figure de favori pour la prochaine

L'exemple du M-19

Les dirigeants des FARC (7 000 bommes dans une cinquan-taine de «fronts») et de l'ELN (4 000 combattants pour une ving-taine de «colonnes») sont tentés d'imiter l'exemple du M-19. Mais ils ont des doutes justifiés sar l'ampleur de leur éventuelle «base électorale » et estiment surtout qu'ils ne sont pas vaincus sur le terrain. Pour le prouver, ils ont déclenché, en juillet, une offensive terroriste sans précédent (500 millions de dollars de dégâts). La réprobation active de la popula-tion les a contraints à stopper, début août, les sabotages d'instal-lations industrielles.

De son côté, l'armée, doot certains secteurs se résignent mal à une paix oégociée, a multiplié les opérations offensives et a tente de capturer en août l'étai-major de la guérilla. Uo échec, tempéré par des coups très dors portés aux groupes insurgés. « A Caracas, a déclaré M. Manuel Marulanda, le chef militaire des FARC, notre délégation ne fera pas marche

Pourtant, la coordination semble

de la vie politique. Ce que réclarilla. Elle peut encore espérer participer à la campagne pour les élections législatives du 27 octobre. Mais le temps presse.

Les FARC, très liées au Parti communiste colombien, sont d'au-tre part politiquement déstabilisées par l'effondrement de la maison mère à Moscou. Les désertions se sont multipliées ces derniéres semaines dans lenrs rangs. En revanche, l'ELN, en prise directe sur Cuba et dirigée par l'ancien curé espagnol Manuel Perez, disposant d'un solide trésor de guerre, ne paraît guère a priori disposée à lâcher prise, hien qu'elle affronte également certains «courants » contestataires.

MARCEL NIEDERGANG

D BOLIVIE: un cinquième trafia la justice. – Un trafiquant de drogne, Oscar Roca Vasquez, s'est rendu à la justice, jeudi 19 septembre, à l'aéroport de Santa Cruz (mille kilométres à l'est de La part de l'actros de Paz), a-t-on eppris vendredi à La Paz. Roca Vasquez est le cinquième trafiquant à se reodre aux ausorités à la suite de la promulga-tion d'un décret garantissant que les trafiquants « repentis » ne seraient pas extradés vers les Etats-Unis. - (AFP.)

D PÉROU : des gnérilleros da Sentier lumineux ont assassiné dix Indiens dans les Andes. - Les guerilleros maoïstes du Sentier lumineux ont tue dix membres d'une tribu indicane dans les Andes, a-t-on appris vendredi 20 septem-bre. Une emquantaine de sendéristes sont entrés à Kutovireni mercredi matin et ont abattu dix Indiens Ashaninka qui refusaient de venir avec eux, a déclaré un responsable de la ville voisine de Tarma. Quelques jours auparavant, le Sentier lumineux avait tué douze Indiens de la même tribu regrouper les guérilleros démobilisen moins bonne posture qu'en juin. Elle a déjà manqué le train qui dure depuis onze ans, a causé de la Constituante, qui a adopté peu près le processus qui a un plan de modernisation radicale (Reuter.)

AFRIQUE

La mort d'un bagne fantôme

Officiellement do moins, il

tement reproché à M= Christine Serfaty, dont le mari a été l'obs'agit d'une non-affaire. Le jet, il y a une semaine, d'une 20 juillet, à des journalistes fran- mesure de libération-expulsion, cais qui l'interrogeaient sur de s'être indûment intéressée au l'existence du bagne, Hassan II sort des détenus de Tazmamart. avait répliqué : « Les témoi- Pour la punir de cette curiosité gnages ne valent que par les maisaine, il lui avait interdit de témoins. » Il avait alors implici- « remettre les pieds » en Maroc

Un « grand événement », selon M. Abraham Serfaty

fibéré et expulsé vers la France, M. Abraham Serfaty a qualifié, vendredi 20 novembre à Paris, de «grand événement» la destruction du bagne de Tazmamart. Selon iui, la «pression décisive» est venue des Etats-Unis, où Hassan II va se rendre en visite officielle. «Les Etats-Unis ont inclus la destruction de Tazmamart dane laurs demendes», a estimé M. Serfaty. Da son côté, l'Association de

Opposant marocain récemment Maroc (ASDHOM), qui se « réjouit » de ce «geste important», a indiqué que « les vingt-huit rescapéa de Tazmament, qui ont été transférée dans une prison non officielle au eud de Guercif, auraient ensuite êté séparés en deux groupes pour être dirigés soit vers un hôpital pour les plus éprouvés, soit vers une prison officielle». Selon l'AS-DHOM, it reste esept cent quatrevingt-cinq détenus politiques» au Maroc et « plue de huit cente Da son côté, l'Association de citoyens séquestrés dans le bagne-défense des droits de l'homme au forteresse de Kalaet M'Gouna.

TUNISIE

Une lettre de M. Mohammed Mzali, ancien premier ministre

A la suite de la publication, dans le Monde du 18 septembre, d'un article consacré à la mise aux enchères de la propriété de M. Mzali, dans la banlieue de Tunis, l'ancien premier ministre tunisien nous a fait parvenir une let-tre dont voici les principaux

1) La propriété dont il s'agit a été acquise en 1965 et payée en vingt aus grâce à mes revenus et à ceux de mon épouse.

a fragile unite de p

9.00

Vision is

÷ 3.745°

See and the see

2) Le procès inique qui a été pré-fabrique par l'ancien régime est inconstitutionnel car, en tant que membre da gouvernement, le ne pouvais être jugé que par la Hante Cour, conformément, à l'article 68 de la Constitution.

3) La condamnation par contumace qui m'a frappé remonte au 20 avril 1987. Etant provisoire, elle

G AFRIQUE DU SUD : buit membres de l'ANC condamnés pour avoir pratiqué le «supplice du col-lier». – Huit membres du Congrès national africaio (ANC) ont été reconnus coupables d'avoir tué un de leurs opposants par le «supplice du colller » (un pneu

enflammé, placé autour du cou de la victime), en 1987. Ils ont été condamnés, jeudi 19 novembre,

dans le bantoustan du Transkei, à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison. — (AFP.) O ALGÉRIE: afflux de réfuglés tourregs. - La télévision algérienne a moutré, jeudi 19 novembre, des images de « milliers de réfugiés touares », visiblement épuisés et souffrant de malontrition, installés dans la région de Bordi Badii Mokhtar, à l'extrême sud-est de l'Algérie, près de la frontière avec le Mali. Une réfugiée a déclaré que « des enfants, des vieillards et des femmes ont été égorges » dans le nord du Mali, d'où elle s'est «enfuie à pied avec ses enfants».

que le nombre de ces nouveaux

réfugiés serait de quatorze mille à trente mille. - (AFP.) CAMEROUN : le président O CAMEROUN: le président Blya prône « l'apaisement et la réconciliation». — Lors d'une visite à Douala, capitale économique et principal fief de l'opposition, le président Paul Biya a lancé, vendredi 20 septembre, un appet à a l'apaisement et à la réconciliation». Il a accusé les opposants de vouloir a étrangler » l'activité de la ville « par des mois d'ordre irresville « par des mots d'ordre irres-ponsables », faisant ainst allusion aux operations «villes mortes» et aux manifestations de rue, dont la répression a causé le mort de plu-sieurs dizaines de personnes alequis le débux de l'année.

o SÉNÉGAL : adoption d'un nou-vean code électoral. – Le Parlement sénégalois a adopté, vendredi 20 novembre, un projet de loi électorale fixant à sept ans la durée du mandat présidentiel. Le nombre de mandats du président est limité à deux et l'âge des électeurs est abaissé de vingt et un à diveluit ans l'opposition aveit dix-huit ans. L'opposition avait fait de la révision du code électoral son principal cheval de bataille, depuis les élections générales de février 1988. - (AFP, Reu-

ne peut être exécutée. La vente en onestion est donc illégale.

4) Après l'accession de Ben Ali an ponvoir, tons ceux qui ont cru à ses promesses et sont rentrés pour «régulariser» leur situation ne sont certes pas en prison, mais ont été condamnés à cinq ans de prison avec sursis (Driss Guiga, ancieo ministre de l'intérieur) ou à quatre ans de prison, avec sursis toujours, et à 40 millions d'amende (Tahar Belaliadja, ancien ministre de l'information) et sont à ce jour privés de leurs droits civiques en raison de

5) Ginq années après ma condamnation à continuace, le pou-voir décide de vendre ma maison aux Enchères publiques, jeter mon éponse et mes enfants dans la rue, et assouvir ainsi sa haine contre un

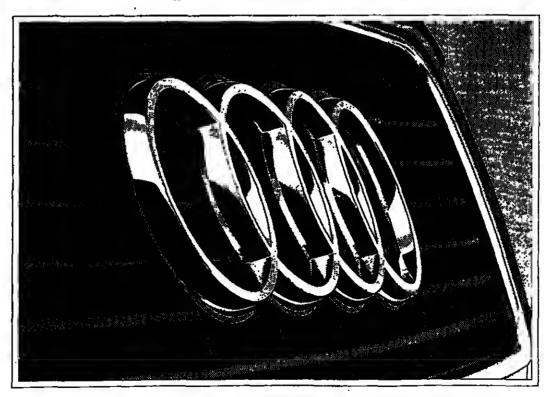
6) Quant à la lettre publiée par un journal de Tunis et que j'aurais adressée à une « notabilité de la région» (du Golfe), tous ceux qui connaisseot mon écriture se sont rendus compte qu'il s'agissait d'un

7) Au sujet da communiqué que Jai signé au mois de mai avec d'au-tres Tunisieus, dont MM. Rached Ghanouchi (président de la Nahda) et Ahmed Ben Salah (secrétaire général du Mouvement de l'unité populaire, noo reconnu en Tunisie quoique membre à part entière de l'Internationale socialiste), il s'agis-sait d'une protestation contre la tuerie sauvage perpétrée par les forces de l'ordre dans l'enceinte du cam-pus universitaire et dont ont été



CENTRE D'ESSAIS

Du jeudi 19 au lundi 23 septembre, au Pavillon Royal du Bois de Boulogne*



Audi vous ouvre les portes de ses plus beeux modèles.

L'Audi V8, le Coupé S2, le Cabriolei et toute la gamme Audi 100 vous allendenipour un essai privilégié dans le cadre prestigieux du Pevillon Royal dans le Bois de Boulogne. Afin de réaliser votre essai dans les meilleures conditions nous vous invitons des à présent

è nous contacter au : 42.56.01.60 afin de prendre un rendez-vous.

* Face au lac, à proximité de la Porte Dauphine

Suite de la première page

Tôt nu tard, ce sujet explosif devait ressurgir. M. Giscard d'Es-taing a vnulu tirer le premier, quitte à embrouiller un peu plus le débat par des affirmetinns approximatives et des propositions foussement spectaculaires.

Le code de la natinualité est un ensemble inridique complexe, fait d'une eddition de lnis successives. M. Giscard d'Estaing prend des libertés evec l'Histnire quend il parle de « revenir à la conception traditionnelle de l'acquisition de la nationalité française : celle du droit du sang ». En réalité, depuis le seizième siècle, la France a reconnu – avec plus nu moins d'extensinn, selnn les circunstances et les besoins - un certain « droit du sol », c'est-à-dire l'attribution de sa nationalité à des personnes n'étant pes d'escendence franceise meis qui sont nées sur son territoire nu y nnt résidé un cartaln temps. D'ailleurs, dans le même article du Figaro-Magazine – et au risque de se contredire – M. Giscard d'Es-taing edmet le droit du sol à cer-

Quant à dire que tous les grands peys européens ne recnnnaissent désormais que le droit du sang, c'est encure une simplification abusive. Même l'Allemagne, qui a nne conceptinn ethnico-culturelle de la natinnalité, a assoupli récemment sa législetion. Et presque tous les autres pays de la Communauté combinent, dans des propor-tinns variebles, droit du sang et

Cent mille personnes chaque année

Il existe oujourd'bui une demidouzaine de manières de devenir français. La plus simple et la plus courante est ce fameux droit du sang – expressinn déplaisante – dont bénéficie tout enfant ayant un parent françaia. Quant aux enfants nés en France de deux parems étrangers, ils sont automaiquement français des la naissance si leur père ou leur mère est né en France (article 23 du code de la nationalité), ou à dix-huit ans si les deux parents sont nés à l'étran-ger (article 44). Mais, dans ce dernier cas, le nationalité française peut être refusée par les intéressés (et 10 % la refusent effectivement). Les autres movens d'obtenir la citnyenneté sont le mariage evec un Français ou une Française et la naturalisatinn, qui suppose, elle, de présenter une demande et de répondre à certaines conditinns.

Au tntal, chaque année, la populatinn française s'enrichit de quel-que cent mille personnes nées de parents étrangers - l'équivalent d'une ville enmme Rnuen nu Nancy. Démographiquement, c'est un apport substantiel, compte tenu de la faiblesse relative de la natalité. Et, en matière d'intégration, c'est un fecteur très important,

d'identité nationale ne suffit pas à un Antillais ou à un Maghrébin pour se faire accepter dans la vie

Les naturalisations ne représen-

tent qu'un tiers des cent mille « nnuveaux » citoyens et cnncer-nent, de plus en plus, des Afri-cains nu des Asiatiques originaires d'anciennes colnnies frençaises. Ceux qui en font la demanda sont peu nnmbreux per reppnrt aux bénéficiaires potentiels, meis ils obtiennent satisfaction dans plus de 85 % des cas. L'edministration dispose d'un pouvoir régalien dans ce domaine et n'a pas à justifier ses refus, alors que, pour les béné-ficiaires du droit du sol nu d'un mariage, elle ne peut pas interve-nir : l'obtentinn de la nationalité est eutomatique.

Un casse-tête en perspective

Valéry Giscard d'Esteing rend hammage à l'e excellent travoil » de la commission de la nationalité, mais celle-ci n'e jamais proposé d'ebandonner le droit du sol. Son rapport snulignait eu contraire, en jenvier 1988, que «la théorie du droit du song «pur» confond l'appartenance à la nation avec l'appartenance de l'appartenance l'nppnrtennnce d une ethnie ». Contrairement à M. Giscard d'Estaing, les «sages» ne remettaient pas en question l'article 23, attri-buant la natinnalité française à la neissance. C'aurait été, à leurs yeux, constatar le faillite du modèle français d'intégratinn, car trois génératinns sont concernées par cet erticle : l'enfant né en France, l'un de ses parents né en France et ses grands-parents venus s'installer en France.

Les «sages» – epprouvés par les États généraux de l'opposition et par la majorité sénatoriale qui a déposé une proposition de loi en juin 1990 – demandaient, en revenche, d'aménager l'article 44 pour que le fiis d'étrangers né en France expression personnellement France exprime personnellement sa volonté de devenir français à l'age de dix-buit ans. M. Jean-Louis Bianco, l'actuel ministre de dans le même sens, en souhaitant que, chaque année, tous les nou-veaux citoyens français participent une cérémnnie d'accueil dans

La législation française est incontestablement plus libérale que celles de la plupart des pays voi-sius. D'une part, avec l'article 23, la France est la seule à reconnaître un «dnuble droit du sol» (dont bénéficient environ 18 000 nouvcau-nés chaque année). D'autre part, elle n'ablige pes l'étranger devenu frençais à répudier sa natinnalité d'origine. Des conven-tinns unt même été conclues evec certains pays, comme l'Algérie nu Israël, pour permettre aux bi-na-tinnaux de choisir le pays où ils accumplissent leur servica mili-

M. Giscard d'Esteing n'a pas

Installée par M. Jecques Chirec, premier ministre, le 22 juin 1987, le commission de le naffinnalité e remia son rapport le 7 janvier 1988, après de nombreueee consultatione at des euditinns publiquee ratrans-

mises en direct par le télévi-C'était une commmission pluraliste, présidée per M. Marceau Lnng, vice-président du Conseil d'État, et comptent quinze eutrea membres : MM. Lénn Boutbien, médecin, vice-président du Comité d'ectinn de la Réciatence ; Jeen-Jacques de grasson, conseiller d'Erer hanareire; M. Hélène Carrère d'Encausas, universiteirs, spécialists de l'Europe de l'Est; MM. Pierre Catela, universitaire; Pierre Chaunu, hietorien, membre de l'Institut; Berthold Goldmen, universiteirs; Salem Kecet, cardloingue; Pierre-Petrick Keltenbech, conseillsr référendeire à le Cnur des comptes; Emmsnuel Le Roy Ladurie, hietorien, profeeseur su Collège de Francs; Yvon Loussousrn, spécislists de droit intsrnational; Jsan Rivsro, juriste; Mr. Dominiqua Schnapper, sociologus; M. Alain Touraina, dirscteur d'études à l'Ecole des hautes études en scisnces socielss; M. Jssn-Marc Veraut, criminologue, et ment ».

Le rapport des seize « sages »

M. Henri Verneuil, réalisateur de

avait été adnpté à l'unanimité. Son président nous déclarait (le Mnnde du 9 jenvier 1988) : eL'objectif effirmé de la commissinn est d'encourager l'ac-quisition de la nationalité franaise par les étrangsrs établis durablement dans notre pays et qui le souheitent. La commission n'envisage pas une réduction du nombre des personnes qui deviennent françaises chaque année, meis, bien au contraire, son augmentetion. Lss nouvelles procédures de naturalisation pourront aussi contribuer. Quant aux jeunes, le projst de le commission eet csiui, non d'une queiconque exclusion, msis, à l'inverse, d'une intégration complète, gracs à leur consentsment, qu'ils powront sxprimer sous des formes multiples st à de multiples occesions. Toute restriction à l'ecquieition de la nationalité française pour las mineure nés en France set leyée. Dans les autres cas, la liste des condamnations péneles qui constituent un empéchement est réduite et simplifiés. On pourra donc devenir français plus facilement, msis sussi plus consciem-

tort de remarquer que tout cela risque de poser des problèmes quend sernnt tambées les fran-tières intérieures de la Commu-nsuté européennne. Des femmes nsute europeennne. Des termnes turques, installées en Allemagne, ne seront-elles pas tentées de venir accoucher en France? Et, à choisir entre deux pays d'installation, un immigré ne préférera-t-il pas celui qui l'autorise à conserver sa natio-cellité d'insigne? Il foudes bies se nalité d'urigine? Il faudra bien se pencher sérieusement nn jour sur l'harmnnisatinn des législetinns européennes en cette matière. Un been casse-tête en perspective, compte tenu de l'histoire, des tra-ditinns, des intérêts et des suscep-

tibilités de chaque Etat. Meis, en attendent, c'est un débat franco-français que relance M. Giscard d'Estaing, de manière bien électoraliste. Proposer d'organiser un référendum sur un nnuvezu code de la nationalité res-semble à nne plaisenterie. Qui oserait soumettre eux Français un texte aussi complexe, comprenant des dizaines d'articles et de sous-articles? Qui prendrait le risque de vouloir régier par oui ou par nnn une question eussi sensible, susceptible de raviver toutes les nassions?

Code de la nationalité ou pas, l'immigratinn est revenua eu cœur du débat politique et n'en sortira pas jusqu'aux prochaines élections. Ceux qui veulent s'en servir ont l'embarras du choix : des clandestins eux demandeurs d'asile, des « cberters » eux benlieues, les sujets de polémique na manquent pas. Et, pour peu que M. Mitter-rand ait la bonne idée de relancer la question du droit de vote des étrangers... En attendant, M. Le Pen arrive en tête des hommes politiques qui a proposent des solu-tinns satisfaisantes » sur l'immigra-tion. Même si – feut-il s'en réjouir? - 40 % des Français ne se reconnaissent dans eucun des discours proposés.

gégérsi da Front nationali:

«M. Giscard d'Estaing, après avoir repris autrefois les thèses économi-ques et sociales de M. Mitterrand,

reprend aujourd'hui les propositions du Front national en matière de

au From autonat en matter de réforme du code de la nationalité. M. Giscard d'Estaing court derrière M. Chirac qui court derrière Jean-Marie Le Pen. Il est trop tard pour lui, car il n'n pas lu la fable de La Fontaine, comme le lièvre, il n'a

U M. Jacques Roseau, porte-parole da Recours-France: « L'im-mense majarité des ropatriés de

toute confession, pieds-noirs et har-

kis, ne pourront que souscrire aux déclarations de Valéry Giscard

d'Estaing sur l'immigration tout en abservant que l'ancien chef de

l'Etat aurait pu, lorsqu'il exerçait le pouvoir, s'inspirer de ces principes plutôt que de développer une politique de regroupement familial qui n'était pas sans rapport avec in situation actuelle.

studiton actueile. 9

O. M. Robert Pandraud, député
RPR de Seine-Saint-Deuis: « Je ne
peux que me féliciter de la contribuilnn de l'ancien président de la
République d ce problème de la
nationalité. Je pense que le gouvernement aurait intérêt à faire voter
par l'Assemblée nationnle les
conclusions de la commission Mar-

conclusions de la commission Mar-

M. Patrick Devedjian, député
 RPR des Hants-de-Seine ;

e M. Giscard d'Estaing, qui est né d Coblence, ville allemande célèbre pour avoir réuni l'armée des émi-

grès sous la Révolution, nous pro-pose de revenir à cette époque en adoptant la loi du sang. Je lui rap-pelle que treize millions de Fran-

çais ont au moins un grand-parent sur quotre de notionolité étron-

n M. Jacques Barrot, nouveau président du groupe UDC de l'Assemblée nationale : e L'opposition n ratifié les travaux de la commission Marceau Long lors des étais généraux de Villepinte. Ils basent la citoyenneté sur la notion d'adhésion volontaire qui n'est pas le jus

sa cuoyennete sur la notion a aane-sion volontaire qui n'est pas le jus sanguinis, M. Giscard d'Estaing n sans doute voulu relancer le débat mais il ne peut aboutir qu'd cette

M. M. Emile Zaccarelli, pré-

sident dn MRG : e Le terme d'ainvasion» semblait réservé au

vocabulaire d'une extrême droite à

la xénophobie guerrière. La remise en cause du droit du sol pour un

droit du sang conduit tout naturel-lement à un nationalisme de race

de sinistre mémoire. Le droit à la

ressemblanee o suffisomment de

progrès à faire pour ne pas com-mencer à différencier les immigrés

entre eux. Le MRG regrette ces mains tendues électoralistes de la

droite traditionnelle vers le Front

ceau Long.»

pas su partir d point.»

Les réactions

L'immigration entre les mots

« La France et ses étrangers », un livre de Patrick Weil

Lorsque les discours sur l'immigration s'affolent et que l'irration-nel menace de l'emporter, il est sain de prendre du recul pour ten-ter de saisir ce que cachent les mots et ceux qui les prononcent. A cet égard, le livre que Patrick Weil, maître de conférences à l'Institut d'études pulitiques de Paris, a consacré à la France et ses étrangers, tombe à pic.

Non seulement il présente une Non sessiement il présente une analyse magistrale d'un demi-sècle de politique française de l'immi-gration, de ses discours et de ses non-dits, mais il jette un éclairage inédit sur la politique qu'a menée, à l'Elysée, l'homme par qu'i le condelle series suicaretthi. scandale arrive aujourd'hui. Qua-tre ans après son célèbre petit-déjeuner avec des éboueurs africains, M. Giscard d'Estaing a employé beaucoup d'énergie afin de faire aboutir un projet visant à rapatrier de force en cinq ans cinq cent mille immigrès, Algériens pour la plupart, y compris les enfants de nationalité française.

Patrick Weil s retrouvé dans les archives le relevé de décisions du conseil restreint du 18 décembre 1979, signé du président et annoté de la formule : « Eviter de parler de quotas d'enfants. » Ce projet, inspiré per M. Lional Stoléru, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs menuela et îmmigrés de l'époque, finit par capoter, victime de la résistance du RPR - au nom de ls tredition gsnlliste, - du CDS, de certains ministres et de l'opposition du Conseil d'Etst. L'épisode, qui contraste d'ailleurs avec la première partie du septennat de M. Giscard d'Esteing huist marque du seeu du libéra-ROBERT SOLÉ lisme svec l'instantation du

national qui confirment que les républicains unt désormais à choi-sir entre les forces de progrès de la majorité présidentielle et Le Pen.»

Mme Merie-Nneile Liene-maen, maire acclaliste d'Athis-

slogan publicitaire du nouveau livre de M. Giscard d'Estaing, « Un Gis-card différent », est totalement jus-

tifié. En dix ans, il a pris cin-quante ans de retord quond il

propose de substituer le droit du sang au droit du sol. La nationa-lité ne coule pas dans les veines, mais elle résulte de l'acceptation de

certains principes qui font l'éthique

n SOS Racisme « s'étonne de la

tentative douteuse de relancer le débat sur le code de la nationalité

de M. Giscard d'Estaing ». L'orga-

nisation anti-raciste ajoute : « Ce n'est pas en cherchant d déclencher

une psychnse de l'invasinn des

immigrés qu'un règlera les pro-blèmes de la saciété française.

Faut-il rappeler à l'ancien président que la France n'est pas une race, qu'elle ne se définit pas par le

sang, mais par des valeurs républi-caines et universelles, ce qui lui o permis d'intégrer à la nation des générations d'immigrés, quelles que

□ France Plus: « VGE dit tout

et son contraire. D'un côté, il sou-haite que le droit du sang soit le seul critère attributif de la nationa-lité française. De l'autre, il

approuve le rapport Marceau Long qui réaffirme lo notion de droit du sol. Alors, de deux choses l'une:

soit VGE ignore le contenu des iois de la République, ce qui est grave, soit if fait de la surenchère politique et part à la chasse des électeurs de Jean-Marie Le Pen. »

M. Yves Jouffa, président de la Lique des droits de l'homme : «Je suis effrayé par les déclara-tions de M. Giscard d'Estaing. La

droite française est en train de per-droite française est en train de per-dre lo tête à l'approche des élec-tions, en campani sur les positions de Le Pen et même en en rajou-tant parfols comme le souhaitait récemment M. Poniotowski. Lo

réforme préconisée par l'ancien pré-sident de lo République nous ramène deux siècles en arrière, ce

qui serait une curieuse façon de

blique. Face à cette course vers lo xénophobie dégradante, pour ceux

qui la pratiquent espérons que vont se rassembler tous les démocrates

snucieux de maintenir vivantes les

M: Jean-Pierre Pierre-Bloch,

président de la LICRA; « Je consi-

français et non pas un déshonneur que de demander à le devenir.

J'ndopte donc lo conception du

droit du sol issue de la Révolution

valeurs de la République.»

élébrer le bicentenaire de la Répu-

soient leurs origines.»

d'un pays. »

757

regroupement familial, n'est que l'un des nombreux dérapages de la politique d'immigration observés depuis l'avant-guerre.

Patrick Weil montre que la France e suivi une voie relative-ment cohérente sur le long terme. Entre une conception républicaine égalitaire de l'accueil des étrangers. et une politique de ségrégation des ethnies, elle a choisi le plus sou-vent la première, cette « synthèse républicaine », qui pourrait bien inspirer l'Europe du futur.

Basses manœuvres électorales

Les oscillations, parfois dramati-ques, n'ont évidemment pas man-qué et se poursuivent, comme en témoiene l'actualité. Comme si le pays était incapable de choisir une fuis pour toutes entre l'intégration des immigrés et leur maintien dans la précarité, eu nom d'une Pourtsnt, les nrdonnances da 1945, qui restent la référence en matière de statut des étrangers, misaient, de façon prémonitoire, sur une installation progressive des étrangers, rappelle Patrik Weil.

Cette conception, terriblement. malmenée dans les faits pendant quatre décennies, e fini par s'im-poser comme une évidence. Mais durant plus de trente ans, l'intérêt commun de l'Etat, du patronat et des psys d'origine eura été de maintenir ls fictinn d'un séjour provisoire, qui e fortement contri-bué à retarder et compliquer l'in-tégration. L'immigré devait être célibataire, non revendicatif et lié à son pays d'origine. Ceux qui, enmme M. André Postel-Vinay, éphémère accrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing, ont compris que l'arrêt de l'immigration, en 1974, devait s'accompagner d'efforts pour le logement et d'un statut stable, auront en raison dix ans

trop tôt.

Mais c'est précisément en 1984, eu moment où la ganche et la droite parvenaient à un quasiconsensus, que l'émergence du Front national, champion dans la démagogie aur l'immigration, les obligasit à se démarquer. Ce thème, jusqu'alors absent du débat politique – même dans la plate-forme de M. Le Pen pour l'élec-tion de 1974, – allait devenir, en période d'aggravation du chômage, le terrain miné d'affrontements malhonnêtes et de débats faussés an service de basses manœuvres

Le livre démonte, avec une précision rare dans ce domaine, la signification et la portée réelle des réformes, tonjours marquées par leur contexte politique, économi-que on diplometique. Selon Patrick Weil, las joutes sur la nationalité on le citnyenneté et l'utilisation des immigrés comme boncs émisssires masquent « le naufrage » des politiques d'intégra-tion. Les fonds réservés à la répar-tition harmonicuse des immigrés dans des HLM ont servi à les e maintenir dans des quartiers dégradés», les cours de langues et les lieux de culte souteaus par les pays d'origine encouragent le repli

De détournement de procédure en effet pervers, le bilan est sans complaisance : e La faiblesse des moyens accordés et le manque de cohèrence des logiques d'interven-tion ont abouti à ce que l'on relie désormais tous les problèmes (...) à l'immigration : l'école, le logement, l'emploi ou l'identité notionale, alnrs que l'objectif des pouvnirs publics était en 1981 exactement inverse.

Pour sortir du bourbier, l'auteur suggère une vaste opération vérité. Finis les amaigames ravsgenrs comme l'assimilation de tous les étrangers à des illégaux, et les dis-cours ambigus où l'on oublie que l'immigration reste légale pour certaines catégories. On ponrrait aussi nettoyer le vocabulaire en réser-vant le terme «clandestin» à son véritsble sens, le traveil illégal d'une entreprise.

Mais il faudrait surtout cesser de rapporter systématiquement à l'immigration les questions de société, comme Pécole, le logement ou la citoyenneté, et enfundissocier « ce qui, dans l'immigration relève (,) des politiques publiques, de ce qui ressorti à l'utilisation de la question à des fins politics symboliques. boliques ». On peut toujours rever.

PHILIPPE BERNARD

4.24

20 8

271

.

The state of the

- 7.75V

L'aventure d'une politique de l'immigration 1938-1991, de Patrick Weil, préfece de Mar-ceau Long, Celmann-Lévy, 403 p., 140 F.

A propos de la publication d'un article de M. Le Pen

A la suite de la parution, en page « Débats » du *Monde* du 18 septembre, de l'erticle intitulé «Les raisons du Front» que nous aveit edressé M. Jeen-Marie le Pen en réponse au point de vue de MM. Olivier Bernard, Michel Narboune et Claude Poizot, publié en première page du Monde du ll septembre Ms Maria-Claire Il septembre, Mar Marie-Claire Mendès France m'e fait parvenir la copie de la lettre de démission adressée à M. Alain Minc, président de la Société des lecteurs du Monde. Dans cette lettre, elle pré-

e Ce n'est pas parce que la majo-rité des médias ont fait le lit de Le Pen que le Monde devait emboîter le pas. J'avais une haute opinion de la qualité de la rédaction du Monde de la conficience Monde et ne m'attendais pas à y trouver cette signature. J'en fois une question de principe.» En réponse, j'ai fait parvenir à M= Mendès France la lettre sui-

« Chère madame, » Je comprends voire émotion, car je n'ai pas oublié la manière inquolifiable dont Jean-Marie le Pen s'est jodis adressé à Pierre Mendès France au cours d'une

sénnce de l'Assemblée natinnale (sonnce du 11 Gérier 1958). Je nar-

tage aussi votre opinion que les thèses du Front national et de son président représentent un danger pour les valeurs sur lesquelles est fondée la démocratie française.

» Dans le passé, le Monde n'a cessé d'adopter ce point de vue. Mais, au nom même de ces valeurs, a-t-il le droit d'empêcher Jean-Marie Le Pen de s'exprimer lorsqu'il est mis directement en cause dons nns colnnnes? C'est l'attitude qui a été adoptée depuis vingt ans par lo direction du Monde, et lo parution du texte du 18 septembre est conforme à cette attitude constante (1). Elle repose sur la conviction que la connais-sance des thèses du Front national eșt de nature, à terme, d réduire le nombre des Français qui ont quelque sympathie pour ce mouvement. S'il apparaissait que cette politique ne réussissait pas, alors, comme d divers moments de l'Histoire, il ne faudrait pas hésiter à défendre la démocratie autrement.»

JACQUES LESOURNE

(t) Six iribunes libres de M. Le Pen ou entretiens avec lui ont été publiés depuis 1980.

UNE SEMAINE EN FLORIDE à partir de 5 165 F*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.

- Une voiture de location en kilométrage illimité.

- Une location de villa. Prix basé sur 4 personnes minimum.



POLITIQUE

Réorganisation à l'Elysée

M. Mitterrand va modifier sa stratégie de communication

prochainement publier un décret mettent fin eux fonctione de M. Nathalie Duhamel, attachée de presse de la présidence de la République. M- Duhamel était attachée de presse de M. Francois Mitterrand depuis 1973. Elle faisait partle, notemment confidences peu amènes distillées evec MM. Hubert Védrine et sur le théme de l'usure du pou-Gilles Ménege, de ceux qui voir. éteient entrés à l'Elysée dès 1981 et y étaient restés.

المركزي في الرجاء المتعدد التي <u>مسيد العامة من التي المقار إذا وقيماً</u> في المعمد بين عام الوقيع الم<mark>قيم الأسطاء</mark>

Ce départ présage une réorganisation du secteur presse de l'Elysée eutour du nouveau porte-parole, M. Jean Musitelli, un encien de la «maison» qui, eprès un passage au Conseil d'Etat, a repris les fonctions que cumulait M. Védrine depuis sa nominetion comme secréteire général le 17 mai dernier.

L'Elysee, maison vide? Palais de la Belle eu bois dormant? Le serail présidentiel désorganisé par unc fuite des cerveaux? Et d'en-Icndre que M

Elisabeth Guigou a laisse un vide sur les dossiers curopeens que M

Caroline de Margenc n'aurail pas comblé, ou encore que Mª Anne Lauvergeon

TARBES

Affiches géantes, brochures

de notre correspondant

luxueuses, pleines pages dans les

journaux : le président du conseil

regiocal de Midi-Pyrécées,

M. Mare Cessi (UDF-PR), soigne son image de marque; trop, au gré de ses adversaires radicator de gauche, qui l'accissent de « tapage

publicitaire » en prévision de la

campagne électorale pour les élec-

Dans les Hautes-Pyrénées,

M. François Fortassin, vice-prési-dent du conseil général, e adressé

une «lettre ouverte» à M. Censi,

auquel il reproche de confondre

ala communication institutionnelle

classique et la propagande politi-

cienne». Dépoté de l'Aveyroo,

maire de Villefranche-de-Rouergue,

M. Jean Rigal, radical de gaucha

lui aussi, a saisi la Cour régionale

des comptes. Il estime que le pré-

sident de la région Midi-Pyrénées,

tions régionales.

est bien néophyte pour prétendre remplacet à ls fois M. Jacques Attali commc «sherpa» dans la préparation des sommets interne-tionnux et M. Christian Sautter, devenu préset de l'Ile-de-France, comme secrétaire général sdjoint. Le départ de M. Jeao-Louis Bisnoo, après oeuf ans passés au secrétariat général, ajoute aux

> D'abord la compétence

M. Védrioc n'est pes M. Bisoco. Les deux hommes n'ont pas les mêmes méthodes de travail. Exemple: M. Bianco pré-férait faire lui-même la synthèse des notes parfois contradictoires des conseillers; soo successeur préfère réunir les-dits conseillers pour dégager une position com-mune. Exemple encore : deux jonrs evant la conférence de presse du 11 septembre, il a été demande à chacun d'établir une liste de questions que les journa-listes seraient supposés poser, liste à partir de laquelle les spécialistes ont produit des ergumentaires.

il v a les methodes, il y a nussi les individus. Le recrutement de nouveaux collaborateurs obeit à quelques principes, le premier

limites permises par la loi du

15 jaovicr 1990, qui ioterdit,

notamment, les campagnes de pro-

motion des réalisations des collec-

tivités locales dans les six mois

précédant celoi d'élections géoé-

rales intéressant ces collectivités.

Le président du conseil régional

répond que, a faute de trouver dans

sent la meilleure demonstruiton di

régional de la politique (OIP).

«maison» n'ont sur ce point rien à envier à leur prédécesseur. Sont ainei recoonus comme de vrais renforts eussi bien M. Jean Lavergne, un des plue grands connaisseurs des dossiers socieux, que M. Patrick Buffet, pour le domaine de l'industrie. De même, l'arrivée de M. Yves Dauge, spé-

snge par le moule de l'ENA constituerait, à ses yeux, plutôt un

séc considèrent que les difficultés sont derrière eux et qu'ils sont prêts à effronter les prochaines l'extérieur de l'Hexegone. Sont

les cebinets ministériels et les hommes et femmes du président. Depuis le mois de juillet sc retrouve ainsi régulièrement une petite cellule composée de MM. Védrinc, Musitelli, Jack Lang, porte-parole du gouvernement, et Jesn-Louis Chambon. qui a quitté l'Elysée pour Matignon.

La cohérence maximale recherchéc dans l'action du pouvnir devrait s'accompsgner d'inoovetions dens la propre communication présidentielle, M. Mitterrand continuera d'effectuer des déplacements en province en chnisissant, chaque fnis, un thème précis. Le déplacement auquel il e ranoncé à Bibracte devait lui donner l'occasion de traiter de la jeunesso et de l'Europe. Ce n'est que partie remise. Ses conseillers étudient toutefois des formules qui permettraient au chef de l'Etat de s'edresser sux Françaie de feçon

ANNE CHAUSSEBOURG

Le RPR en mission en Corse

Le RPR a décidé, vendredi 20 septembre, d'envoyer en Corse une mission pour s'enquérir auprès des maires de l'île « des conditions dans lesquelles il est procèdé ocinellement à lo révision des listes électorales ». « Alors que le démarrage des opé-rations de révision o d'ores et déjà donné lieu à des consesta-tions », le RPR « rappelle que lo transparence dolt présider o ces opérotions » « Il importe, dit-il, que les dectaurs qui viendentement que les électeurs qui viendraient à être rodiés des listes solent complètement informés des motifs de cette rodiotion.»

La mission, constituée per M. Alain Juppé, secrétaire géné-

ral du RPR, sera composée de Haut-Rhin, Jean-Louis Debré. Fabre-Aubrespy, secrétaire national adjoint chargé des élections.

COMMUNICATION

Contestant une publicité du constructeur français

Volkswagen assigne Renault en justice

« Renoult vend deux fois plus de chiffres choisis. Pour le groupe voitures en Allemagne que Volks-wagen en France. Cela vous étonne? Pas nous!» Cette publicité signée Rensult et Publicis n'est pas du goût du constructeur alle-mand qui assignsit, vendredi 20 septembre, son concurrent on justice.

Pour étayer leur slogan, Renault et son agence Publicis Constella-tion sysient choisi d'avancer des chiffres : « Le constructeur ollemond o vendu en fronce 57000 voitures ou premier semes-tre 1991. Une belle performance (...) Renault a vendu en Allemagne 137000 voitures (...) Une très belle performance. »
Or Volkswagen conteste à la fois

la légalité de la publicité et les

a Radio-France s'inquiète de son badget. - Le projet de budget 1992 pour l'eudiovisuel public inquiète Radio-France. La société devrait en effet bénéficiet l'an prochain d'un budget de 2,2 milliards de francs, en hausse de 105 millions seulement. Dans un communiqué, la société estime que cela lui permettra « de poursuivre son activité sans remettre en couse ses objectifs A. mais no lui permettra pas « à lo fois de retrouver en 1992 l'équilibre budgétaire (...) et de faire face aux développements de progrommes qu'exigent lo concurrence ». Le PDG de le aociété, M. Jean Maheu, devrait prochainement rencontrer le ministre délégué à ls communication, M. Georges Kiej-

Départ de M. Michel Tardieu du Nonvel Economiste. - M. Michel Tardieu, directeur du Nouvel Economiste depnis quioze ans, a informé, vendredi 20 septembra, le personnel de l'hebdomadaire qu'il allait quitter ses fonctions. Ce départ, prévisible depuis quelques jours (le Monde du 18 septembre) est qualifié de «limogeage» dans un communiqué adopté par le per-

man, pour en discuter,

sonnel réuni en assemblée générale Dans ce texte, le personnel s'interroge « sur les motivations qui ont conduit lo direction du groupe Hochette-Filipacchi, dans une conjoncture particulièrement difficile pour la presse économique, à retirer sa confionce à Michel Tardieu, dont l'intégrité et les qualités rédactionnellles sont unanimement reconnues». Vendredi, la direction du groupe n'avsit ni officialise ce départ ni réagi sux accusations du

germanique, citer une marque sans son eutorisation relève de le publi-

cité comperative, toujours inter-

dite en France (le Parlement n'a

voté un texte la légalisant qu'en

première lecture). Quant aux chif-

fres, Volkswagen Ics juge

« déloyaux » et « non significon/s » car la publicité « omet » de rappe-

ler que le marché automobile elle

mand est deux fois ct demi plus

important que son homologue français. Publicis, en revanche, se

défend d'avoir voulu faite une

publicité comparetive oi même

une campagne egressive: « Notre texte insiste sur la belle perfor-

mance du constructeur allemand».

Angulation de l'élection d'Olivier Warin è la présidence de la société des journalistes de la Cinq. -L'élection d'Oliviet Warin à la tête de la société des journalistes de la Cinq (le Monde du 19 septembre) e été invalidée, mercredi 18 septembre, après la tenue d'une assemblée générale extraordinaire, Olivier Warin, qui avait été sanctionné par sa direction pour notes de frais jugees excessives pendant la guerre du Golfe et dont le licenciement avait été refusé par l'inspection du travail, avait été élu à titre « temporoire » président de la société des journalistes de sa

En quête d'attentes partagées

du tissu social. L'étude de Jean-Peul Molineri sur les ouvriere communistes est, de ce point de vue, pleine d'enseignements, précisément perce qu'alle montre

L'enzamble de le clesae ouvrièts n'e jamais, il a'en faut, milité comme un seul homme eu Perti communinte. Jean-Paul Molinari évelue à deux millions le nombre des ouvriers qui, depuis 1920, ont edhéré, soit au mieux trenta pour milla. Cependent. c'est ce noyau dur qui, là comme dans d'autres catégories sociales, s ancté l'influencs du communipmp . L'autsur montre ce que l'adhésion ouvrièrs doit aux prédispositions angandtése dans ca qu'il sppslle des mstrices. Il étudie celles qui futent lss plus fortes : les réseeux cheminots, le monde de la mine, lee ouvriers da la métallutgie, les paysens-ou-

Certaines de ces professions furent è la pointe de l'industrialisation, directement confrontées è l'explonstion capiteliste, et, per là, formées très tôt à la lutte syndicale. Il sn est résulté une pratique de l'organización qui trouveit eon pendent dane un parti luimême conçu comme une srmée, mais csla n'explique pes tout. Dens les communautéa ouvrièrea considéréea, l'esprit de corps, le conscience de la dimension internetionels ds leut fonction sociale (pour les mineurs notamment), las traditions familiales, la vie en cité ou le regroupement des migrants provinciaux dans les villes de la banlieue psrisienna (pour les métallos), la vigueur de la vie nsaocintive, la rôls joué dens le Résistance ainsi que bien d'autres e pentss communautsires » ont contribué è la cohérence de ces matrices eocieles. Ceux qui en

étaisnt issus se trouvaient nstu-

rellement proches des veleurs et des méthodes qu'incompit le Parti

ANDRÉ LAURENS

Au fond du communisme, souligne Michel Verret, qui préface l'essai de Jean-Paul Molinmi, il y n le Commune, la communauté, «le fonds commun des grands partages de vie et de culture». Ce qui fut vrai pour les ouvriers ne le fut pas moins pour d'autres catégories sociales ayant généré leurs propres mattices. « Partage de communautés paysannes, et ce sera la communisma da village. Partage de communautés didactiques, et ce sera le communisme d'école des instituteurs, des professeurs et des étudiants. Partags du service public, et ce sera le communisme de bureau, promis eilleurs à un ei bel evenir, quand les bureaucraties de parti se transformeront en bureaucraties d'Etet », phnerve encore Michel

Avec les changements de le eociété, len enciennee metricee ont vieilli. lee pentee communautairas se sont emenuisées au profit d'une plus grende dilution sociale. Le PC n'n sens doute pas su, suggère Jenn-Paul Molinan. a'ouvrir « à l'évolution plurielle das modes de pansée at d'attanta, cerectéristiques des restructurations contemporaines des cisssss. Ajoutona que l'effondrament des modèles du socielieme réel coneacreit è la foin un échec opéradonnel st uns désillusion intellectuelle. Le communiema a perdu ne cepecité d'écnute en même temps qu'il perdeit sa valeur d'exemple.

Si le socialisme ne vsut pas êtra entrainé dann ce neufrags, il devra retenir le lecon. Cele suppose que le renouvellement nécessaire de son contenu ne procèds pas d'une pura création intsllectuelle, ei estimabls qu'elle soit, mais qu'il corresponde aussi è des ettentsa partagées du tissu sociel. Cele suppose aussi qu'il cultive l'exemplerité sur les deux plene où ne situe sa légitimité : l'efficacité oestionnaire eu service d'une exigence morsis. Personne

ne dit que ce sera facile. Len ouvriers communistes. Sociologie de l'adhéeion ouvrière eu PCF, de Jean-Paul Molinari. L'Albaron (Société Présence du Livre, Thonon-les-Beins, Heute-Savoie), 368 pages, 150 francs.

étant la compétence, bien sur. Les plus récomment entrés dens ls

l'inrivée de M. Yves Dauge, specialiste de l'urbanisme et de la ville, est perçue comme répondant à une véritable nécessité.

Dans ces choix, il y a ls marque de la volonté de M. Mitterrand lui-même. Le chef de l'Etat est réputé pour son aversion à l'égard des technocrates. Le passence par le moule de l'ENA.

handicap, que seules la personna-lité et l'expérience peuvent compenser. Il est également svéré que M. Mitterrand tient à une certainc veriété dans les recrute-A posteriori, les piliers de l'Ely-

échéances é l'intérieur comme à

MM. Hubert Hacnel, séneteut du député de l'Eurc, el Hervé

Quelque deux cent quarante maires couses sur les Irois soixante quatre que compte l'île, réunis icudi 19 septembre à Corte (Haute-Corse), ont exprimé leur opposition aux modalités de refonte des listes électorales et proclemé leur attachement à la notion de « domicile d'origine».

dépassé, aujourd'hui, elors que

l'on glose sur la fin du commu

nisme, cette utopie qui non seu-

lement s'est révélée en tent que

telle, mais a aussi, par ses effets

pervers, éteint l'espérance qu'elle

portait de changet les choses en ce bas monde. Finalement, c'est

le communisme qui aurait désen-

péré Billancourt porès evoir tent

Il n'en a pan toujours été ainni

et il n'est pas indifférent de savoir

pourquoi. Na sereit-ce que parce

qu'il y a trujoure dae ouvtiera et

encote des communistes, mais

pour une autre raison aussi. Toun

ceux qui s'interrogent sur l'evenir du socialisma ont, eene daute,

intérêt è comprendte en quoi la théorie révolutionneire héritée de

Marx a pu répondre è une attente

de changement sociel. Après

tout, ai le monds et les choses

n'ont pas cessé de changet, sous

l'effet de leuts dynamiques pro-

pren, cee évolutions n'ont pan,

que l'on sache, installé la satisfac-

don générals. Pour beaucoup, ls

déficit sst encors trop grand

entrs Isuts aspirations légitimss

et la part qui leut sst faite dans la

société. Leur strante set fondée

et leura sspoirs dameurant. Mais

Quand ils ns se sont pas four-

voyés dans uns utopie qui s'est

condamnée sile-mêms, ile sont

comme sbsents faute d'svoir la

parole, à laquells lis n'ont preti-

quement pes accès pour eu

moine deux raisons : le première

est que la communication est le

luxe des satisfaits da la société ;

qui les entend?

inquiété Boulogne.

EN BREF

*** '** LIVRES POLITIQUES Condamnatina de trois agres-In celtemps-la, it vitaveit encora des ouvriets, dont certains mettalant tous

le bilan de sa gestion le moindre élément de critique, ces deux antaseurs de colleurs d'affiches du Front national. - Ttois personnes gonistes se réfugient dans l'ouqui s'étaient querellées, dans la trance v. « Leurs arguties fournisseptembre, avec des colleurs d'nfsérieux de ma politique », affirmefiche du Front national à Rouen t-il, en précisant qu'en 1985, alors ont été arrêtées, jeudi, et condamque la gauche détenait la majorité nées, vendredi soir, à des peines allant de trois mois nyec sursis à régionale, le budget de la communication représentait 1 % du budquatre mois ferme. M. Bernard get régional. Aujourd'hui, ce même Lacroix, quarante-scot ans, son fils budget se limite à 0,66 % (13 mil-'de vingt-deux ans, Franck, et M. Patrice Daul, vingt-trois ans, avaient d'abord échange des lions de francs pour un budget primitif de 1,8 milhard de francs). injures avec les colleurs d'affiche M. Censi souligne que ces chiffres soot vérifiés par oo organisme du Front national. Après ces échanges, et craignant, selon cux, que les colleurs d'affiches ne s'en indépendant, l'Observatoire interprennent à leur voiture, M. Bernard Lacroix s'était armé d'un pistolet à grenailles et evnit liré sur la camionnette des militants d'extrême droite. Personne n'avait été blessé. - (AFP.)

> d'Annulation de l'arrêté instituant le Conseil consultatif contunier en Nouvelle-Calédonie. - L'arrêté instituant le Conseil consultatif cou-tomier de Nouvelle-Calédonie a été aooulé, jeudi 19 septembre, par le tribunal admioistratif de Nouméa, privant cette instance d'existence légale dans sa forme actuelle. Le tribunal a donné raison à plusieurs grands chefs canaques qui contestaient le mode de désignation de cette « chambre cootumière». La création de cette instance svait été prévuc par la loi référendaire issue des secords de Matignon sur l'avenir de l'archipel, signés en juin 1988.



maire de Rodez, outrepesse les

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70

Les dépenses de promotion des collectivités locales

Le président du conseil régional

de Midi-Pyrénées est accusé de violer la loi

sur les campagnes électorales

L'essentiel sur CONTRATET RELATIONS DU TRAVAIL par Claude ORLIAC

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI Le Monde du Premier Emploi Le Monde des Cadres Le Monde de l'Informatique Le Monde des Secteurs de Pointe mardi Le Monde de la Gestion et des Finances daté Le Monde des Ressources Humaines Le Monde des Juristes mercredi Le Monde de la Fonction Commerciale

la ssconde dent è cs qu'ils es vivent, au sein da la communauté, plue comms uns faiblesses que comme une force. Isolés ou maroinalisés, ils incament les défauta st lee srreuta d'un système qui s'intéresss devantags è ce qui marchs bien

Le euccèe du communisms à ses débuts fut d'avoir décelé, traduit st mobilisé lss éléments d'une espérance collective; il n, certes, tenu è la séduction de l'idéologis mals, tout sutent, à l'adéquation entra un maseie-

Le Monde

leurs espoirs dans le parti qui pre tendait parier et egir en leur nom. Des nuvriets communistes l Comme cele paratt lointein et

> comment ce perti est allé à la rancontre de sa base sociale.

more de la public

m article to M. les

Les associations de lutte contre le tabagisme vont multiplier les plaintes visant les fabricants

de Quimper est revenu, le 18 septembre, sur une ardonnance du juge des référés du 29 avril qui aveit interdit une campagne d'affichage entitabac (le Monde du 20 septembre). Cette décision relence le conflit entre le lobby du tabac et les défenseurs de la santé publique. Dans l'attente du jugement aur le fond, elle fournit à ces derniera, dont le conseil est M. Francis Cabellero, de nouvelles simes juridiques pour les affaires qui eurviendront d'ici eu 1- janvier 1993. A cette date, en vertu de la loi Evin, toutes les publicités incitent directement ou non à la consommation de tabae seront prohibées.

Au printemps dernier, avec le soutien de la municipalité (socia-liste) de la ville, les élèves du lycée Brizeux avsient entrepris de placarder sur le « mobilier urbain » deux cents affiches conçues par eux et dénonçant crumens les méfaits conjoints de le publicité et du tabac (le Monde du 25 avril).

La mort était omniprésente. On voyait, ici, le célébre chameau Camel réduit à la dimension d'un squelette, le casque de la Gauloise trônant sur un cadavre ou encore les pinces du cancer à l'extrémité des bras de la Gitane. Ce fut l'image détournée de Mariboro -une mare de goudron s'échappant du célèbre paquet de cigarettes -qui devait prendre une dimension judiciaire.

La toute-puissante société Philip Morris (Richmond, Virginie), fabricant de la cigarette à l'effigie du cow-boy, décidait en effet, comme elle en a pris l'habitude, de contre-attaquer, estimant qu'il y svait là atteinte manifeste aux droits de la marque. Par une ordonnance du 29 avril, le juge des référés de Quimper se décis-rait compétent et ordonnait le retrait des affiches. Le juge condamnait aussi la ville et le lycée à verser «une provision de I F » à la société Philip Morris.

Le 16 juillet, le comité national

contre le tahagisme (CNCT) entrait en lice. Cette association reconnue d'utilité publique et préreconnue a utilite punique et pre-sidée per le professeur Albert Hirsch (hôpital Saint-Louis, Paris) souhaitair faire valoir que le trou-ble causé n'étair en rien illicite.

Pour le CNCT, le droit des mar-ques n'a aucun caractére absolu. Selon lui, hors du cadre de ls caneutrence, la référence à une marque ne relève plus du droit des marques, mais de ls liberté d'in-formation et du droit de critique.

A l'inverse, la multinstionale Philip Morris soutensit que « le droit de propriéé d'une société sur sa marque est un droit absolu et sa protection doit être assurée, y compris en deliors du secteur concurrential ». Philip Morris estimati pris en denors du secreto concur-rentiel ». Philip Morris estimsit, par ailleurs, que le droit de cita-tion des marques n'eutorisait en eucune façon leur dénigrement.

Prost et Alesi poursuivis

Le tribunal de Quimper s donc en définitive, décide de rétracter son ordonnance du 29 avril, condamnant dans le même temps Philip Morris aux dépens et ren-voysnt les deux parties devant les juges du fond. Le tribunal, préside par M. François Creze, explique notemment: «S'il est exact que le juge n'u pas à s'ériger en moraliste s'agissant d'un produit certes toxique, mais dont la distribution est autorisée por la loi, il n'en est pas moins vral qu'il doit s'interroger sur les limites du droit de propriété des marques lorsque l'usage de ce droit se trouve en controdiction ovec l'exercice de droits et libertes fondamentales, tels que la liberté d'expression, le droit à l'informa-tion, le droit à la santé,»

tion, le droit à la sante, »
« En l'espèce, poursuit l'ordonnsnce, l'imoge d'une mare de goudron s'échappant d'un paquet de
vigarettes de marque Mariboro et
l'information selon loquelle « ls
pub tue o ne constituent pas, à
l'évidence, le dénigrement dénoncé
par la société Philip Morris, mais
l'expression humoristique et obrégée d'une réalité incontestable. Le
coractère prétendument excessif de caractère prètendument excessif de la critique serait à considérer ou regard des excès publicitaires d'une marque de tabac particulièrement agressive à l'égard des consomma-

Ce jugement rejoint l'argumentation développée depuis quelques années, svec une audience crois-sante, par les spécialistes français défenseurs de la santé publique. « Nous engagerons dorenavant. dans l'astente de 1993, toutes les actions que nous jugerons utiles pour faire respecter la lettre et l'esprit de la loi Evin, souligne-t-on eu CNCT. Nous ne pourrons toutefois nous essousser financièrement en multipliont à l'infini les actions tobac. Nous devrons choisir des affaires exemplaires.»

Ainsi, le 30 septembre, le CNCT poursuivra-t-il devant le tribunal de grande instance de Paris les deux pilotes de formule I Alain Prost et Jean Alési, coupables, aux yeux du comité, d'evoir fait par vaie de presse une importante publicité en faveur de Marlboro.

JEAN-YVES NAU

Un arrêt du Conseil d'Etat

L'IGAS ne pourra pas contrôler la gestion de l'ARC

Le Conseil d'Etst a décidé, vendredi 20 septembre, de rejeter le recours du ministra des affeires sociales visent à ohtenir le contrôle par l'IGAS (lospection générale des affaires sociales) de la gestion de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer), l'une des plus importantes associations françaises spécialisées dans le recueil de fonds privés en matière de cancérologie.

Le recours de M. Claude Evin, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité, devent le Conseil d'Etat datait du 20 décem-bre 1990. Il visait d'abord à annu-ler le jugement du tribunal administratif de Paris en date du 30 novembre de la mêma année. A la demande de l'ARC, cette juridiction avait en effet ordonné le sursis à exécution de l'inspection demandée par le ministre à M. Michel Lucas, chef de l'IGAS, en septembre 1990. La relation de

cette affaire dans nos colonnes (le déciencher une autre, le président de l'sssociation attegnent le Monde pour diffamation (1).

Oo souligoe sujonrd'hni au Cooseil d'Etat que la décision prise on porte que sur la seconde partie du recours mioistériel, à savoir le rejet de la demande do sursis à exécution du la décision du tribunel edmioistratif. On ajouta, en d'autres termes, que l'affaire reste sur le fond à juger par le tribuas l'edmioistratif de Paris, la décision prise n'étant en quelque sorte qu'une mesure

(1) Par le jugement en date du 10 juit-let 1991, la première chambre du tribu-nal de grande instance de Psrls s débouté M. Jacques Crozemarie, prési-dent de l'ARC, de son action en diffama-tion visant le Monde. Le président de-l'ARC évaluait le préjudice subl à 1 mil-lion de francs.

porte qui ovait été auparavant ser-

mée s'est ouverte aujourd'hui», a

jugé le rabbin James Rudin, direc-

teur des affaires interreligieuses à

l'American Jewish Committee. A

le veille de le visite de

Mgr Glemp, le président de ce comité, M. Seymour Reich, avait

démissionoé de ses fooctions,

devant le refus d'autres responsa-

bles de la communauté juive de

Mgr Glemp se rendra, eprès

Washington, à Boston, à Chicago, à Philadelphie et à New-York. Il

doit notamment reocontrer les

évêques américains et la commu-

neuté polonaise installée oux Etats-

boycotter la visite du prélat.

RELIGIONS

La visite du primat de Pologne aux Etats-Unis

Mgr Glemp «regrette» certains de ses propos sur les juifs

Entament, vendredi 20 sep- Ses interlocuteurs à Washington tembre, une visite controversée ont exprimé leur satisfaction face aux Etals-Unis, le primst de sux regrets du cerdinal. « Une Pologne, le cardinal Jozef Glemp, s tenté d'apsiser la polémique avec la communauté juive. En parlant, le 26 sout 1989, de l'a air hautain » des juifs, en déclarant que les « mass medio » étaient « à leur disposition », le primat avait réveillé les démons de l'antisémitisme et choqué profondément.

A l'issue d'une longue conversation à huis clos svec douze responsables juifs sméricains, Mgr Glemp a affirmé, vendredi, que ses déclarations pessées étaient « en de nombreux aspects basées sur une lousse informotion », ajoutant qu'il « regrette sincerement » qu'elles sient pu heur-

ter la communauté juive. EN BREF

Sida: les hémophiles et les poursuites pénales pour empoison-nement. – À la suite de l'arrêt de la chambre d'accusation de le cour d'appel de Paris déclarant receva-hie la plaiote d'un hémophile pour empoisonnement (le Monde du 21 septembre), l'Association française des hémophiles déclare que cette décision l'amène « à étudier toutes les possibilités qui s'ouvrent aux hémophiles pour leur apporter les appuis nécessaires tant que des décisions gouvernementales ne seraient pas prises de façon satis-faisontes ». L'associatioo précise qu'elle e déjà engagé, chaque fois que cela était possible, « un proces-

□ Huit mois de prison pour un séropositif qui avait mordu un gen-darme. - Un séropositif qui avait mordu un gendarme belge au coude, en soût 1989, s été condamné, vendredi 20 septembre, à buit mois de prison et à une amende de 6 000 francs belges par le tribunal correctionnel de Liège. 11 devra aussi verser

sus de constitution de partie civile

dons les procédures penales indivi-

250 000 frencs belges (plos de 40 000 francs français) à la vic-time, qui n'a souffert d'ancoon conséquence médicale de cet acte. Le procureur avait requis deux ans de prison contre l'agresseur, qui s'était vanté d'être séropositif en mordant le gendarme. Certains mordant le gendarme. Certains furistes, evait-il précisé, considèrent que l'agression pourrait être assimilée à une tentative d'empoisonnement passible de la cour

d'assises. - (AFP.)

Un chirniglen d'Annecy condamné après une erreur de dia-gnastic. - Un chirurgico de l'hôpital d'Annecy (Haute-Savoie), le docteur Pierre Herlemont, s été condamné, vendredi 20 septembre. par le tribunal correctionnel de la ville à un mois de prison avec sur-sis et 20 000 francs d'amende pour une erreur de diagnostie qui a entraîné l'amputation de la partie inférieure de la jambe d'un homme de vingt-six ans. Pratiquée à la suite d'une fracture du tibia ct du péroné, celle-ci aurait pu ètre évitée si une artériographie pratiquée à temps evail permis de déceler une rupture de l'ertère JUSTICE

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

Massoud Hendi entendu par le juge d'instruction

L'bomme d'affaires iranien Mas-soud Hendi, interpellé merdi 17 septembre à son hôtel parisien, dans le cadre de l'enquête sur l'ascans le cacre de l'empete sur l'as-sassinst, le 6 août, de Chapour Bakhtiar, l'ancien premier ministre du chah d'Iran, devait être pré-senté, samedi 21 septembre, à M. Jean-Louis Bruguière. Le juge d'instruction pourrait l'inculper d'association de malfeiteurs en

L'interpellation de cet homme, connu pour ses relations dans les hautes sphères du régime de Téhé-ren, relenee et fait progresser l'enquête. Massoud Hendi evait été arrêté en même temps qu'une douzaine de personnes en région perisionne, meis resteit le senl, vendredi, en garde à vue (le Monde du 21 septembre). Il est soupçonné d'avoir, depuis la capi-tale iranienne, facilité l'entrée et la sortie de France d'Ali Rad Valcili et de Mohamad Azadi, deux des

trois suspects. Etrangement havard, Massoud Hendi a aurait havard, Massoud Hendi q'aurait pas hésité, au cours de sa garde à vue, à mettre en cause les services secrets iraniens, citant même nomméme at un ministre. Les enquêteurs devront vérifier tautes ees informations, qualifiées de « précieuses », mais à prendre automatiques » « avec prudence ».

De leur côté, les Moudjahidines du peuple, mouvement d'opposi-tion armée au régime des imams, ont déclaré que « Massoud Hendi est un criminel bien connu qui, des 1982, menait des activités terro-ristes sous couvert diplomatique ». L'embassade d'Iren à Paris a implication du gouvernement ira-nien dans l'assassinat de Bakhtiar» et affirmé que, contrairement aux ioformatioos présentant Handi comma le acveu de Khomeiny, celui-ci n'a « aucun lien de parente

Une campagne dans les écoles

« Accueé », « condemné ». « prisonnier » : les mots inscrits sur le tableeu noir racontent une justice répressive et loin-taine. Celle que décrivent spon-tanémem les élèves de CM 2 de l'école Voltaire, gul recevaient, vendredi 20 septembre, le ministre délégué à la justice. M. Michel Sapin.

«Il y e des maisons de correction », lençalt l'une dea élàves de cette école aituée dane une zone d'éducetion prioritaire de Namerre (Hauts-de-Seine), « Quand la piscine a brûlé, un garçon a été pincé par les policiers. Du coup, il a fini par dire que c'était luis, ajoutait un autre. FPatfois, la loi pet mal faite», concluait un troisième. Le ministre délégué à la justice, M. Michel Sepin, tenteit de donner une autre image de la ustice. • Sil II y avait bas de justice, ce eeralt le règle du plus fort ou celle de la ven-geence, diseit-II. Et là, nous serions dans une société

M. Sapin donnalt alnai le coup d'envoi d'une opération baptiaée « Justice à l'école ». Une campagne fondée sur une constatation eimple : lea enfents et les adolescents connaissent mal l'inetitution judicizire. Interrogés lors d'une enquête réalisée en 1991 par la cour d'appel de Paris euprès de

injuste. »

993 élèves de seconde de dix établissements parisiens, 10 % d'entre eux seulement disaient e eevoir tout à feit comment faire appel à le justice ».

Une Ignorence du monde

judiciaire confirmée par un sondage réalisé au printemps par le tribunel de grande instance de Créteil auprès de 580 adolescente du Val-de-Marne : 79,8 % d'entre eux jugesient alors la justice eplutôt compliquée ». Les euteura de l'enquête notaient : « Divers entretiens individuels et collectifs (...) révèlent une grande confusion s'egissent des métiers de justice et du dérou-lement des audiences. » Un affort d'information sur la

justice devreit donc stre feit cette année auprès des élèves de l'école primaire et des adoscents de treize à cuinze ans. L'essentiel de cette opération se déroulera à l'échelon local : au mois d'octobre, une circulaire invitera recteurs et inspecteure d'acedémie, chefa de cours et de juridictions, à organiser des rencontres à ce sujet. De nouveeux enseignements sur le rôle et le fonctionnement de l'institution judicielre devreient également figurer dane les cours d'Instruction civique à partir de la rentrée

Après la publication du projet de budget de 1992

Le mouvement de protestation des gardiens de prison s'amplifie

sont engagés dans un mouvement revendicatif sporadique mais qui a connu une montée en puissance vendredi 20 septembre, à l'appel des syndicats UFAP, CGT et USP. Leurs actions font suite à la publi-cation du projet de budget de la justice pour 1992. Ils réclament un renforcement des effectifs et une amélioratioo do système da retraite. A l'issue d'entretiens avec le directent de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Kar-senty, l'UFAP (35 % des voix aux élections professionnelles) a appelé l'ansemble des personoles à « continuer et amplifier» le mou-

A Marseille, notre correspondant Jean Contrucci nous indique que, vendredi 20 septembre, des surveilleots de la prisoo des Ban-mettes ont empêché, des 7 heures du matin, tout accès à la maison d'arrêt. Les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises afin d'ouvrir un passage aux fourgons celtulaires en repoussant les gardiens massés devant l'entrée principale. Soixante-treize surveillants, sur un effectif total de cent soixante personnes, ont pris leurs fonctions après avoir pénétré sous la protection de la police. Les détenns ont été privés de prome-nade et si les avocats ont renoncé à visiter leurs clients, les familles, en revanche, ont été sdmises eo

Les surveillants de prisoo se ont engagés dans un mouvement gardiens de la maison d'arrêt de la sevendicatif sporadique mais qui a vingt-quatre heures, retardaot d'une heure et demie la comparution du Kanak Maurice Moindou devant les assises de Paris (l'ire d'autre part). A Bois-d'Arcy, pour la deuxième journée consécutive, un piquet de grève d'une trentaine de surveillants a bloqué l'entrée de la prison, empêchant l'extraction

> Dans le département du Nord. l'établissement péniteotiaire de l'établissement péniteotiaire de Dunkerque a tourné au ralenti. A Loos-lès-Lille, lus gardiens, qui étaient passés à l'action dès jeudi 19 septembre pour protester contre l'agression d'un des leurs, ont bloqué les accès de la maison d'arrêt à l'aide d'arbres abattus. A Lyon, les surveillente des prisons de Saint-Joseph et de Saint-Psul ont observé un arrêt de travoil de observé un arrêt de treveil de

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements: 46-62-74-43

Annoncée par le ministère des finances

La hausse du prix du tabac de 15 % sera étalée sur un an

Le relèvement de 15 % du prix du tabac, qui devait intervenir en une eeule fois le 30 septembre, sera étalé sur un en, e annoncé, vendredi 20 septembra, le ministère des Finances: 5 % le 30 septembre 1991, 5 % en février 1992 e enfin 5 % en septembra 1992. Cet ételement permettre da elisser » dans le temps l'impact de le hausse du tsbac sur l'indice dee prix (0,25 point d'in-dice, selon l'INSEE), e précisé

Cette décision constitue une avancée par rapport à ce qui était inscrit dans le projet initial de loi de finances pour 1992, qui ne prévoyan pas de heusse du tabac avam février 1992 Elle intervient eu lendemein d'un communiqué des cinq professeurs de médecine, auteurs d'un repport ministériel sur le tehagieme et ses conséquencee, et e'élevent contre cette disposition.

Dans un texte commun, lee professeure Gérard Duhois. Cleude Got, Françole Grémy, Albert Hirsch et Meurice Tuhisna evaient indiqué que le projet de loi de finances 1992. qui ne prévoysin qu'une augmentation de 5 % au 3 février 1992 de le taxe edditionnelle sur le tabac, était « contraire à l'arbitrage du premier ministre rendu dès 1989 sur notre demande pressante et qui prévoyait une augmentetion du prix du tabac de 15 % dès septembre 1991 s.

e Ignorant obstinément l'importanca das revagas eréée par le tsbagisme, en particulier chez les jeunes, écrivaient les cinq sagea, le ministre de l'économie el des finances continue à faire obstecle aux mesures de santé publique que le Parlement et l'opinion réclement evec clarté. Il est en effet démontré que l'augmentation substantielle du prix de la cigarette est un facteur déterminant pour diminuer sa consommation, en particulier chez les jeunes. »

«La responsabilité des pouvoire publics en metiére de senté gegneran à ne pas toujours s'illustrer par des prises de décision contraires à l'intérêt de la populations, estimaient encore les cinq médecins qui faisaient un parallèle evec l'effaire des hémophiles contaminés par des transfusions sanguines; où t'on von comment des préoccupatione industrielles ont pris le pas sur l'intérêt de la collectivité ». « Un domeine aussi sensible et complexe que la santé des Français ne peut être leiseé à l'erbitraire ou à le désinvollure du Quei de Bercy », conclusient les méde-

Vendredi 20 septembre, le Parti socialista eveit jugé « très regrettable » le report de l'augmentation de 15 % du prix du tabac. «L'augmentation du prix du tabac fait partie du plan de lutte contre le tebagieme adopté en 1990, sysin rappelé M. Cleude Pigement, délégué national du Parti accialiste à la santé, at son report e fragilise la politique de lutte contre le tabagisme et plue largement la politique de santé publique enfin miae en œuvre en

Paris A Service Contraction The Control of the ---ne make from or the said the さまた 東西教 - S. W. S. Mary 李子. \$ \$ 100 2 15 E 100 E 1 to 200

a cer difficulties

Y ---

V 100 500 100

THE REAL PROPERTY.

4.0

= SECTION 8

WE KIND

And the Marie of

TESTING

12 4 4

And the

300

A Park

of consideration

40 A 40

And the second second

* 4 5

The Company of the Company

A la cour d'assises de Paris

Maurice Moindou, Kanak oublié par les amnisties

La plupart des témoine ne s'étant pas présentés, la cour d'eaeises de Psris a été contrainte, vendredi 20 septembre, de renvoyer le procès de Meurice Moindou, vingt-cinq ans, militant du FLNKS, eccusé d'avoir tué un Caldoche de dixaept ans, Yves Tual, le 11 janvier 1985 à Boulouparis (Nouvalle-Celádonie), et jugé en dépit des amnisties.

Le proces evarté de Mauriee Moindou semble bien correspondre à ce que la justice elle-même nomme pudiquement « un dysfonctinnnement », il est vrai que le cas de ce militant du FLNKS n'est

inculpé le 22 novembre 1985 de meurtre avec préméditation, Mmn-dou bénéficiait d'une requalification du crime en homicide simple, et deveit donc être amnistié par la loi référandaire du 9 novembre 1988. Cependant, la chambre d'ac-cusatinn de Nouméa jugea le 28 evril 1989 que les faits, s'ils étaient établis, lui semblaient plutôt correspondre à un assassinat. Mnindou, deveit dnnc être jugé, la loi d'amnistic exclusot ce crime. Pour tnut simplifier, le Cour de cassation décidait qu'il comparaîtrait devant la cour d'assises de Paris...

Pnurtent, le 10 janvier 1990, une seconde ini étendait l'amnistie aux crimes d'assessinat. Moindou devait donc être amnistié. Cependant, à ce stade de la procédure, c'est la juridiction de jugement qui devait dire si le crime evait été seloo la loi, commis « à l'occasion d'un événement d'ordre politique, social ou économique, en relation

Nouvelle-Calednnie ». Il ne s'agissait donc plus d'une simple forma-lité puisque le jury devait se pro-

Permi la hiérarchie judiciaire, quelqu'nn et-il pensé que l'nn pouvait quand même faire l'écono-mie des témoins? Toujours est-il que Me Henri-René Garaud, conseil de la famille de le victime, e révélé à l'audience que les témoins avaient été infirmés par temons avaient été infirmés par les gendarmes qu'il était mutile de se déplacer. Sur quinze témoins, un seul s'est présenté à l'audience. En outre, Me Michel Tubiane sou-ligna que la défense n'avait pas eu le temps de faire citer ses propres témoins, le délai légal de citation de Paris à Nouméa étant de... cinq mois avant l'audience. mois evant l'audience.

Les trois magistrats de la cour ont donc rendu un arrêt constatant que l'absence des témoins « est contraire au principe de l'oralité des débats » et renvoyant le procès. Libre depuis le 18 mei 1988, Mnindou s'était constitué prison-nier la veille de l'audience et la cour l'a remis en liberté. Le jury aura donc siégé pour rien. Mais la plaidoirie de l'un des avocats de Moindou, Mª Gustave Tehio, du barreau de Nouméa, a permis de sortir un instant de l'univers kafkaïen de la procédure.

Evoqueot le douleur de le famille de la victime, l'avocat e déclaré : « Beaucoup d'hommes et de femmes sont morts dans cette terre, oubliee parce que trop loin. Maintenant, nous vivons dans lo serenite retrouvée. Dans la paix du cœur. Nous ne voulons plus qu'il y ait des marts. Aujourd'hul, en Nou-velle Calédonie, nous sommes dans la paix civile. Nous espérons qu'elle

SPORTS

TENNIS: demi-finales de la Coupe Davis

صكدا من الاصل

Des Serbes à la peine contre les Français

L'Allemagne, privée de Boris Backer (blessé su dns), st la Yougoslavie, privée des Croates Goran Ivanisevic et Goran Prpic (refusant de représenter la fédération dominée par les Serbes), étaient manées 2-0 vendredi 20 septembre par, respectivement. les Etats-Unis et la France après les deux premiers simples des demi-finales de la Coupe Davis.

PAU.

de notre envoyé spécial

Srdian Musketirnvie n'e pes bien compris le questinn. Aux journalistes qui hi demandent s'il n'e pas sonffert d'nn bendicap psychologique, il répond différence psychologique, il répond différence d'âge et manque d'expérience. Il famt lui préciser qu'on faisait allusion aux combets qui déchireot son pays. Mais le jeune Yougo-slave se refuse à évoquer la guerre. Il vient de se mesurer au numéro six mondial, 433 places au-dessus de son classement ATP et il configuration. de son classement ATP, et il «se sent blen» malgré la défaite. e Je suis un tennisman professionnel, et je ne m'occupe pas de politique», précise-t-il.

Pes question de seog oi de larmes donc, à Pau, juste la sueur de joueurs qui s'affrontent dans un paleis des sports trensformé en étuve pour des matches vaguement dérisoires. Les deux meilleurs Yougoslaves, Goran Ivanisevic et Goran Prpic, les deux seuls qui auraient pu faire trembler l'équipe de France, sont absents. Ils sont Croates, l'un de Split, l'entre de Zagreb, et ils ont annonce il y e un mois qu'ils oe disputerajeot plus le Cuupe Davis poor le compte de la sélection yougoslave.

« De toutes façons, nous n'avions pas l'autorisation du gouvernement provisoire croate, indiquait récem-ment Ivanisevic dans un entretien au juurnal le Sport. Accepter de jouer ce match contre la France eut été un crime. »

Une délégation de Belgrade

L'équipe alignée à Pau n'e donc plus de yougoslave que le nom : elle est intégralement serbe, com-posée de bric et de broc. Le capi-taine Rudmiln Armenulic e du explorer les abysses du class-ment ATP pour pêcher trois jeunes ten-nismen de moins de vingt ans aux noms bien plus longs que leurs palmarès : Srdjan Muskatirnvic, Nebojsa Djordjevic et Gnren Mibailnvic n'étaient encore que

1985. A côté d'eux le géant barbu Sinbndan « Bnbo » Zivnjinovic e presque l'air d'être le père de la famille. Excellent joueur de double, il a connu son beure de gloire en 1987 en accédant eux demi-finales de Wimblednn avant de connaître des ennuis de santé. Sa partie cnntre Santnrn a prouvé qu'il velait mieux que sa 195 place actnelle, même si ses jambes ne sont plus tnujnurs au rendez-vous.

Tous les membres de la délégatinn habitent Belgrade. «Bobo» y vit de ses économies, amassées pendent ces années festes. Les jeunes sont de bonne famille – le père de Muskatirnvic, qui s'est déplacé à Peu, est doyen de le feculté de Belgrede. C'est cette situation de la product de la feculté de Belgrede. palmarès: Srdjan Muskatirnvic, Nebojsa Djordjevic et Grien Mibailnvic n'étaient encore que des ramasseurs de balles lors de la rencientre Ynugoslavie-Frence de la rencient des rencients et de la rencient des rencients et des rencients et de la rencient des rencients et de la rencient de la rencient de la rencient des rencients et doyen de la France-Yougoslavie à Pau : G. Finget (Fra) b. S. Muskatirovic (Ynu) 6-2, 6-1, 6-4; F. Santoro (Fra) b. S. Zivojinovic (Ynu) 4-6, 7-5, 7-6, 3-6, 6-3.

donc moins concernes. « J'appelle mo famille. renchérit Muskatiromo famille. renchérit Muskatiro-vic. C'est eux qui me demandent des nouvelles. Moi, je sois qu'ils vont bien. » Le joueur ne com-prend pas que l'nn ait pu envisa-ger l'annulation de la rencontre. Quelques instants plus tôt, Guy Forget evsit reconnu que si de tels événements se passaient à Mar-seille, il « aurait peut-ètre la tête à autre chose qu'à jouer au tennis».

JĖROME FENDGLIO

Etats-Unis-Allemagne à Kansa-City: A. Agassi (E-U) b. M. Stich (All) 6-3, 6-1, 6-4; J. Cnurier (E-U) b. C.-U. Steeb (All) 4-6, 6-1,

Une plante rare menacée par une zone industrielle

de notre correspondant

Une plente martelle empoi-1986 dans l'Isère par des scientifiques du laboratoire de botani-que de l'université de Granoble, développe à de très rares occasions dans des zones humides.

laire, aux longues tiges agrémen-tées de quelques feuilles et de fleurs blanc-rosé recouvre, sur le

espace d'environ... 1 mètre ger une procédure judiciaire con-carré. Trois touffes ont eins! tre l'élu s'il décide de mettre en grandi dans un lieu aujourd'hui. en friches, mais qui devrait être procheinement rembleyé pour

eccuellir des ateliers et des

entreprises. Dens cette petite commune de l'Isère, le meire, M. Yves Groult (RPR) est bien décidé à «aller de l'avant» et il affirme ne pae être intimidé per cette plente dant la seule « vertu » serait d'être, selon eon pharmacien, «une décoction mortelle». La FRAPNA s'est portée acquéreur, il y e quelques mois, des 70 eres de terres sur lesquels e'est développée l'espèce végétale protégée. Mais lors de la vente, le meire fit jnuer san drait de préemptian. Aujauraction ses bulldozers. Un huissier est venu constater la présence de cette fleur rarissime.

« Pourquni ne pes déplacer ces touffes dans un eutre lieu?», propose le maire. «Pourquoi ne pas imaginer une organiestinn de le znne industrielle autour de cette plante et préserver ainsi un espace naturel?», réplique le directeur de la FRA-PNA, M. Bruno Veillet. II souligne que son transfert dens un autre lieu serait e extrêmement riequé», la plante eyant « des besoine physiologiques très particuliers ». Une telle Initietiva nécessiterait l'eutorisetion du ministre de l'environnement.

CLAUDE FRANCILLON

ENVIRONNEMENT

Fleur de discorde

GRENOBLE

eonne les reletions entre les écologistes et le maire de Saint-Quentin-sur-isère. Un plent de gratiole officinale, découvert en est menacé par un projet d'ex-tension d'une zone industrielle. La Fédération Rhône-Alpee de pratection de la neture (FRAPNA) entend préserver cette espèce protégée qui se

Cette planta, peu epectecucommune de Saint-Quentin, un

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5612 HORIZONTALEMENT

d'hui, les écologistes menacent

de passer à l'action et d'enga-

I. Quand il est au travail, peut se faire beaucoup de coupures. Quand on le prend, on est tout noir. —Il. On ne peut pas lui reprocher de traîner en routs. Dens les Beux-Savres. — III. Nom de mar. Bien abiméee. —

rice et Dominique, par exemple. Moitusque. - XI. Vraiment exemple. Moflusque. — XI. Vraiment cinglés. Ora n's rien passé: Possessif. — XII. D'un euxiliaire. Crier comme dans un bois. Un peu de tebac. — XIII. Pee libre. Frappers fort. Nounti un dieu. — XIV. Dans la Somme. Peuvent être assimilées à des cours du soir. — XV. Préposition. On peut y voir du sang. Dans I'Hérsuit: Le tempa des « grillours sont comptés. Préposition. — 6. Dix sur dix. Pour prendre les

terres. Ne sait pas ce qu'il dit. Mesure pour I le sang. - V. Pour le II le sang. - V. Pour le II
troislàme personne. III
Démonstratif. Portait
les armes. En France.
- VI. Peut se glisser V
dane le craux de VI
l'nreille. Difficile à VII
gagner. - VI. Val. la VIII
pes un moyen. - IX
VIII. Seint. Nnus X
donne son duvet.
Dnnne un prix. - XI
IX. Est difficile à plaquer. hascete. Mesure.
Eveille des échos sylvestras. - X. Circulaient à Rnme. Msu-

comme par un débutant. - B. Bon quand on adhère. Mis à l'abri. -9. Qui e la taille bien prise. S'exhaleit per bouffées. - 10. Une prêtreese en sebote. Librement cansultée à la bibliothèque. Sans

grives. - 7. En Allemegne. Lues

aucun intérêt quand il est graciaux.

– 11. Sorte de tuile quand il est
dur. Ville de Suisse. Preneur de
son. – 12. Qui peut provoquer le feu. Pour boucher. - 13. Est souvent réglé avant la tournée. Entre-prise de dépannage. - 14. Conjonctinn. Brûlant quend il est rauge. Sans taches. - 15. Ouverture sur une teble. Hérne d'une épopée. S'agite par des mouvements vifs et

Solution du problème nº 5611 Horizontalement

I. Petinées. - II. Ddelisque. -III. Urne. Cuit. - IV. Roc. Frite. -V. Bien. Oié. - VI. Ote. Sciés. -VII. Snu. - VIII. Rå. Ecnrné. -IX. Entichées. - X. Soûler. Et. -XI. Né. Sensé.

1. Pourboires. - 2. Adroit. Anon. . – 3. Tancées. Tue. – 4. ile. Œil. – 5. Nl. Succès. – 8. Escroc. Ohre. – 7. Equilibre. – 8. Suitée. Nées. –



Le Foyage mexicain (1965-1966), de Bernard Plossu ne paie pas de mine: médiocrement imprimé, formai poche et souple, couverture grisatre, petites photos parfois floues, mais surtout bon marché (65 F). C'est un témoignage optimiste de la heat generation et, en une soixantaine d'images, une rupture dans l'histoire de la photographie avec des cadrages à l'opposé de la tradition française (Cartier-Bresson), des images qui nous en disent autant sur le photographe que sur le pays traversé. La critique fut enthousiaste à la sortie du livre, en 1979, et son auteur qualifié de «Robert Frank heu-

Si le livre est toujours un objet de culte, le travail de Plossu est une énigme : cet auteur ne connaissait pas grand-chose à la photo et n'avait jamsis eotendu parler de Walker Evans ou de Robert Fraok avaot son périple de deux ans au Mexique. L'énigme est analysée par Denis Roche dans l'introduction du livre: «En matière de photogra-phie, qu'est-ce que c'est que cette liberté-là qui fait, qui veut, qui permet qu'un savoir et qu'une esthétique soient spontanès?»

Alors que les éditions Contrejour rééditent judicieusement le Voyage mexicain. Bernard Plossu se plooge à couveau dans cette période chamière qui vit les der-niers heatniks et les premiers

Sur la route. - « Comment se retrouve-t-on sur la route? Cioq mois après mon arrivée au Mexique, en 1965, j'ai été emhauché comme photographe, à vingt ans, par uoe expédition anglaise pour aller chez les Indiens Lacandons, J'ai menti, je ne connaissais rieo a la photo. Mais j'ai appris la technique ainsi qu'à vivre dans la jungle. J'y ai rencontré mon pre-mier beatnik. Il s'appelait Franck Wise - Fraoçois Le Sage! - un intello de Berkeley. J'étais sensé

être étudiant à Mexico, mais, avec des copains, je passais des nuits entières à danser et à écouter de la musique - Dylan, les Beatles, Charlie Parker, Art Blakey, Horace Silver. Et puis pour-quoi pas la route? « Why not » était la grande phrase des années

Le Mexique en Ptymouth. « Comme tout le monde, j'ai acheté des hottes en peau et un pull mexicain, avenue de la Révolution, à Mexico. Je n'étais pas déguisé en voyegeur photographe. D'ailleurs, le heatnik n'était pas « déguisé », contraire-ment au hippie. J'ai traversé tout le pays. C'est hien connu, plus on va loin, plus on trouve d'eodroits pour aller plus loin, Ce n'était pas qu'un voyage, mais une initiation à la vie.

» J'ai fait ma plus belle virée avec la vieille Plymouth de mon copain Bill, à six, dans des villes qui sont devenues d'insupporta-bles Saint-Tropez mexicains. On dormait toujours à la helle étoile. C'était une période heureuse, légère. Nous étions peu nomhreux, deux à trois mille, à sil-lonner le pays, nous avions vingt ans et plus. Il n'y avait ni héroine ni cocaîne, pas de mala-dies graves, la vie n'était pas chère et la police ne nous emmerdait pas. Il y avait une espèce de magie, de bonheur de vivre, La réalité qui plane.

» 1965, c'est encore la bonne période, la fin des beatniks et le début des hippies. Au Mexique, oo disait vaguement : « Ript ». Ce n'est que deux ans plus tard que le phénomène a explosé à Big Sur, en Califoroie. Les enouis oot commencé à la fin de cette décennie. Au Mexique, chasser le hippie est devenu uo véritable sport, car on en comptait mainte-nant des ceotaines de milliers. Comme aux Etats-Unis où certaios Etats leur étaient inter-

L'« or d'Acapolco ». - « L'al-



Mexique, 1965

cool n'était pas ootre truc. Ni la drogue, Mais on fumait tous de l'herbe mexicaine, dont la plus prisée était l'« or d'Acapulco ». C'était un démultiplicateur de sens, meis sans accoutumeoce physique. On fomait tous les jours, ce qui o'avait rien d'exotique. Je connaissais un vieux couple d'Américains straights qui habitait Puerto-Angel, Jim et Fernada. Lui était cuisinier six mois par an au Canada. Ils n'étaient pas do tout beot, mais fumaient comme des bêtes. J'ai arrêté de fumer en rentrant en Fraoce. Pour travailler, car je ne peux concilier les deox. L'herbe donne du relief à ce que tu vois. Il y a

grâce à l'herbe, qui a également joué un rôle humoristique dans photos. Elle leur e donné un côté gai, heureux. De ce voyage, il reste une série non publiée sur des visages de défonce, ear je n'aime pas choquer. J'ai fait ce livre pour partager des moments agréables. La provocetioo est veoue après, avec les hippies. »

Trente-trois films. - « Je vouleis faire du cinéma, mais me camera super-8 est tombée à l'eau dans la jungle. Et je suis passé à la photo, J'avais une Retioette Kodak et uo Pentax. J'ai fait treote-trois films en deux ans. C'est rien! Maintenant, je ferais trente-trois films en deux dooc des choses que j'ai vues -- jours... J'avais juste conscience

de vivre quelque chose d'extraordineire et de le reconter. Ce o'était pas un reportage, mais un émerveillement, des émntions. Les photos, je les ai vues, je les ai faites, c'est tout ce que je peux en dire. Le miracle, c'est d'avoir gardé les films, mal développés dans une boutique de Mexico. Il m'a fallu dix ans pour comprendre qu'elles valaient quelque

» Il y a bien un temps do photographié et un temps du photographique. La galeriste Michèle Chamette en a fait un portfolio en 1978, puis Claude Nori s'est passionné et l'a publié en 1979. Entre-temps, j'ai gagné ma vie en faisant do agrand-angle couleur x

pour la presse Filipacchi. Je n'en ai pas honte. J'ai arrêté eo 1975 pour ne faire que des photos que j'aime : ooir et hlanc, objectif 50 mm. Et je m'y suis tenu. Comme toute ma génération, je dnis beauconp à Jeanloup Sieff, qui nous a donné confiance eo montrant que la photo ooir et blanc pouvait s'exposer. »

La mariée. - « Cette photo est nn gag. Un copain américain et se compagoe cooduiseot, dens une vieille MG, leur femme de ménage à son mariage. Il était beatnik, elle mannequin. Il e tout piequé à quarante aos pour prêcher la révolution sur les cam-pus. Il est passé de *Playboy* à Marx. Cette photo est la rencontre de deux mondes, la preuve aussi que ca se passait hien entre les beatniks et la populetion. Je n'ai pas pensé que je faisais une photo surréaliste. Elle a été publiée daos le revne suisse Camera en 1974 : j'ai alors compris qu'elle avait uoe autre puis-

Le flou et le hoogé. - « Je prends souvent mes phntos en marchant, puis je les refais arrêté. Et je préfère souvent la première version, qui n'est pas floue, mais bougée. Je marche, je vise, et comme mes photos sont souvent faites quend le soleil souvent faites quend le soleit tombe, à 1/15, je bouge et c'est flou. Cette étiquette de flou me colle à la peau, mais c'est faox. Je n'aime pas les procédés: « Les effets, ca fait bien, ca fait de l'ef-fet », disait Geugoio. Le flou, c'est une tendance estissione. c'est une teodaoce ertistique. Moi, je ne suis pas Seurat, j'aime les peintres expressionnistes allemands! Mais je o'oublie pas la phrase de Diane Arbus: «Il est important de prendre de mou-

Propos recueillis par MICHEL GUERRIN Le Voyage mexicain (1965-1966), de Bernard Plessu, Contrejous, 82 p., 65 F.

MUSIQUES

Les héros et la stéréo

STOP SADDAM

Vingt-quatre artistes annoneés, plus quelques aurorises. qui jouerant deux ou trois titres in, samedi 21 septembre à partir da 19 heures, place de la Nation. De David Bowie (avac Tin Machine) à Petrlek Bruel en passent par Jean-Jacques Goldman et Lloyd Cole, NRJ a failli célébrer son dixième anniversaire avec la pompa at les circonstances que l'événe-

Mais, après le putsch de Moscou, la direction du réseau a trouvé cetta fête e un peu dérisoire», selon las termes de Max Guazzini, directeur général. «Nous aussi, nous sommes les héritiers de la liberté, ajoute-t-il. En 1984 (lors de le manifestacantre de la station), les enjeux n'étaient pas les mêmes, nous aussi, nous sommes descendus dans la rue. »

entre défense du droit à écnuter Johnny Hallyday (qui sera

présent) et défense des droits des peuples soviétiquas, la concert à donc été rebaptisé Cancert paur les héroe, en hommage aux trois victimes du putsch menqué, et est dédié à la jeunesse russe. Deux artistes, Boria Grebenchikov et Serguei Kurehin, se produiront à la Nation et la télévision russa diffusera dae extreits du concert, à une date qui n'e pas encore été fixée.

Pour le resta, on verra place de la Nation (la préfecture de pollea ayant refusé la Concorde, initialament demandée) le mélange habituel d'ar-tistea se produisant accompagnés d'une bande-orchestre (las mains cannus) ou jouant leurs trais titres pour de vrai (les stare, en général). Dens un geste qui rappellera aux nostalgiques les débuts de la perestroika, le préfet de police de Paris a interdit la vente de hais-

Mort de Rob Tyner chanteur de MC5

Rob Tyner, chanteur du groupe MC5, chef de file du rock radical américain de 1968 à 1971, est mort mardi 17 septembre d'une crise cardiaque à Berkley, dans la banlieue de Detroit. Formé à Detroit eo 1967. le MC5 (abréviation de Motor City Five) avait commencé per jouer pour les cootestataires qui assiégeateot la coovection démocrate de Chicago en 1968. L'année suivante Kick Out The Jams, son premier album, enregistré en public, posait les bases d'un rock ultraviolent dont les echos s'enteodent encore autourd'hui après avoir inspiré la vague punk. Managé par John Sinclair, le fondateur du parti des White Panthers immortalisé par la chansno de John Lennnn, le MC5 s'était séparé dans les années 70. Rob Tyner avait enregistré l'année dernière son premier disque en solo eprès vingt ans de silence.

Le pianiste brésilien Nelson Freir salle Gaveau. - Après avoir donné un récital triomphal aux Jacobins de Toulouse, Nelson Freire ouvre, mardi 24 septembre, à 20 h 30, la saison 1992-1993 des grands rendez-vous de 1992-1993 des grands rendez-vous de la salle Gaveau. Au programme: Pré-lude et fugue pnur orgue en sul mineur de Bach transcrit pour piano par Siloti, Sonate op. 110 de Beetho-ven, Scènes d'erfants de Schumann, Quatrième Sunate de Scriabine et Troisième Sonate de Chopin. Location, tél.: 49-53-05-07. De 120 F à 270 F.

D Use nouveau chef pour l'Essemble InterContemporain. – Un musicien américain de trente-trois ans, David Robertson, sera, à partir de septem-bre 1992, directeur musical de l'En-semble InterContemporain. Elève de composition et de direction d'orchestre à la Royal Academy de Londres ce jeune Californien a travaillé avec Kyril Kondrashin et Rafael Kubelik puis a été chef assistant de l'Orchestre de Jérusalem. Artiste polyvalent il dirige aussi bien l'opéra que le symphonique. En France, il e donné des concerts à la tête du National, du Philharmonique et de l'Orchestre de Montpellier. Il remplacera à la direction de l'InterContemporain le chef et compositeur hongrois Peter

Précision. - Le numéro de téléphone du Théâtre de la Parte-Saint-Martin où se jnue Volpone est le 42-08-00-32.

La revue « la Règle du jeu » ne sera pas retirée de la vente

Le tribunai de Paris, statuant en référé vendredi 20 septembre, n'a pas fait droit à le requête des héritiers de Roland Barthes contre la Règle du jeu.

La revue la Règle du jeu, que dirige M. Bernard-Henri Levy et que publicot les éditions Grasset. a fait paraître dans son numéro du mois d'août (nº 5) un extrait d'uo cours de Roland Barthes eu Collège de France sur «Le désir de neutre ».

Les héritiers de Roland Barthes, MM. Michel Salzedo et François Wahl, dont l'autorisatioo n'evait pas été sollicitée, ont porté ce conflit devent la justice, eo demandant an juge des référés le retrait de la vente de tnus les numéros de la revue. Devaot M™ Francine Levon-Guérin, viceprésident du tribunal de Paris, à l'audience du 17 septembre, les héritiers de Roland Barthes not fait valnir qu'il s'agissait d'uoe kédition pirate», d'une « dénaturation de l'auvre s. Selnn eux, Roland Barthes « attachait la nlus

ARTS

Biennale du livre d'artiste

Treote-huit éditeurs artisans français, hritanniques, allemands, hispaniques se rassembleront les 27, 28 et 29 septembre pour la troisième Rencontre biennale du livre d'artiste d'Uzerche (Corrèze). Ces livres sont édités à quelques exempleires, parfnis à un seul. Parmi les artistes qui en sont les auteurs ou y ont collaboré: Jean-Jacques Sanfourche, Fred Deux, Henri Cuecn, Jean Clareboudt, Remnn Aguillela nu Francois

Cette Bienoale rend un hommage particulier aux Editions du Soleil noir et à leur créateur, Francois di Dio, qui, de Marcel Ducbamp à Jecques Monory a «hricolé» ses livres-ohjets avec quelques-uns des artistes majeurs de ce siècle. Une trentaine d'entre cux snnt rassemblés dans ooe exposition à l'Espace Vézère.

► Blennale du livre d'artiste, 19140 Uzerche. Til. : 55-73-28-30. Peris (1) 47-88-27-67.

entre lo forme orale et l'expression écrite» et «ses cours, partiellement improvisés, auraient été éventuelle-ment publiables seulement oprès

qu'il les aurait revus lui-même». Les animateurs de la Règle du jeu se disent, eux, avant tout atta-chés à la libre circulation des œuvres de l'esprit et soucierre de e porter à la connaissance d'un public restreint et dument averti l'une des œuvres capitales de la seconde moitié du vingtième siècle». Ils précisent qu'une « œuvre non divulguée » est « sans existence

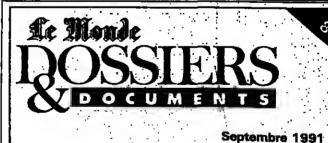
juridique autonomes. Dans l'ordonnance qu'elle e rendue vendredi 20 septembre, M= Levon-Guérin prend acte du fait que les héritiers de Barthes n'ont été en rien prévenus de cette publication et sont fondés à faire valoir leurs droits. Mais, précise-

de retrait et de destruction de la revue la Règle du jeu ne peuvent se justifier que par l'existence d'un trouble monifestement illicite entrainant pour le demandeur une atteinte intolérable et irréparable ».

Le fait litigieux, selon elle, ne répondant pas à ces exigences, elle juge qu'il n'y a « pas lieu n référé sur les demandes de retrait, de destruction m de provision».

En revanche, elle fait interdiction a M. Bernard Henri-Levy « de proceder sans autorisation à la divulgation et à la diffusian de ouveaux cours inédits de Roland Borthes, sous astreinte de 1000 francs par infraction consta-

En nutre elle autorise les héritiers de Barthes à saisir le juge du fond. L'audience est fixée au 16 octobre.



Premier dossier

LE YEN SYSTÈME JAPONAIS

Second dossier

L'HÔPITAI EN CRISE

CULTURE

PHOTO

Rêver la mer

L'épopée du grand large contée en deux cent dix images par une nuée d'auteurs célèbres ou anonymes

EN BATEAU ou Polais de Tokyo

Parce qu'elle convie à larguer les amartes de la raison, que la mer est un élément mythique qui envolte et fascine et parce que le bateau, plus qu'aucun moyen de locomotion, fait rèver, la collection de deux cent dix photographies dues à cent un photographes, en majorité anonymes ou inconnus, et réunie par Pierre Bon-homme procure un cochantement

Dès 1851, grâce à l'invention du procédé au collodion humide, la sai-sie instantanée incite les opérateurs à se instantance inche les operateurs à prendre des vues romantiques du territoire côtier. A Boulogne, Cannes ou Dieppe, Baldus, Nègre, Le Gray - réputé pour ses marines - appriversent visuellement l'océan. De la herne sur un can rocher parfois berge, sur un cap rochetos, parfois eu faite d'une colline ou d'un phare, ils montrent les voiliers mouillant dans la rade. Ils œuvrent avec diffi-culté : leur matériel est encombrant. Le ciel, la texture des flots, qu'étaient incapables de traiter techniquement les daguerréotypistes qui photographiaient la mer sans relief et le ciel sans ouages, inspirent des vues qui se réfèrent à Corot et à Courbet, Mais surrout, à la gravure et à l'eau-forte, qui connaît un âge d'or entre 1860 et 1870. Les forêts de verues et de mêre insornées au de vergues et de mâns, happées au loin par Warnod, Collian, Durand-Brager et Lassimone, sont dignes de Riou et de Doré. L'attrait du voyage, le désir de conquêre et la découverte des antipodes, joints à l'autre et à la pour que sancte la l'ivresse et à la peur que suscite la baute mer, soot oourris par des plans évocateurs tels qu'en publient le Magazine pittoresque ou l'Illustra-tion. En 1864, le Washington relie Le Havre à New-York to treize jours. Le vapeur va détrôner la voile. Le rêve se brise

oile. Le rêve se brise. Ni le progrès ni les soubresants du

La vision sentimentale de Demschy, Puyo, Misonne, Coburn ou Sutcliffe est acceptuée par les procédés sophistiqués, bromoil ou gélatico-bromure d'argent, qui rapprochent la photographie du lavis et du fusain. A ces cootempleteurs s'opposeol quelques dissideots. Peter Henry doctoces dissidents. Peter Henry Emerson et ses vues des marais du Norfolk, Frank Lakama, précurseur de Lartigue, fixe le saut d'un passager (1888). Atget, aocieo marin, cadre une barque à marée base, vers 1900. Stieglitz avec son Entrepont (1907) du Mauretania ouvre l'époque moderne.

> Coques, soutes coursives

Les estbétiques et les pratiques s'inscrivent d'elles-mêmes en décrivant les différents aspects du monde maritime. Les frères Seeberger réali-sent un reportage novateur sur la vie des marins. La construction du Nor-mandie est admirablement saisie par François Kollar, Le mythe cède la place à la documentation do réel. Les ateliers de construction, chan-tiers et arsenaux incinent à dépecer l'intrinsèque beauté d'un navire. Sa perfection géométrique, la puissance de ses formes inspirent l'objectif de Moholy-Nagy, Germaine Krull, Paui Strand ou Walker Evans. La structure des objets et matériaux, chaîne d'ancre, manche à air, bouche à feu, est détaillée froidement, en gros plao, par des esthètes (Boucber, Sabrier, René-Jacques) qui intègrent expérimentations et recherches dans leurs travaux de commande. Coque, soute, coursives, tout est passé en revue, des salons luxueux au gymnase et même à la chambre capiton-née pour aliénés de l'Ile-de-France.

Cuirassé, remorqueur ou chaloupe, bateau de commerce, canot de plai-sance ou kayak, de l'Antarctique au canal Saiot-Martio gelé, fixé par Ni le progrès ni les soubresants du Doisneau, nen n'échappe à l'eti des colonialisme ne captivent les picturalistes accaparés que la nostalgie et virus de la mer, comme Lartigue et l'expression de leur monde intérieur.

seille. Brassal et sa superbe vue des régates sur la Seine.

Curieusement, l'époque actuelle renoue sur un mode descriptif ou métaphorique avec la frayeur ou le fanatisme des pionniers. Le bateau o'a visiblement rien perdu de son pouvoir de fascination pour les créa-teurs contemporains qui se l'appro-prient et l'intègent à leur univers. Claass, Plossu, de Fenouvi, sont des passagers de l'imaginaire qui restent quai, cootempleot de terre la figure d'un oavire qui s'éloigoe. Architectes topographes, Basilico et Fontcuberta documentent comme Baldus le nouvezo visage des ports. Salgado, daos sa vue ahurissante d'une immersion à Gdansk en 1990, prolonge l'éblouissement et la frayeur des primitifs fixant les goéleties. Le mythe du départ connaît uo recouveau. Maouel Esclusa campe dans le port de Barcelone des vaisseaux fantômes prêts à partir dans la ouit. Et son compatriote Jorge Ribalta évoque l'épopée de la découverte de l'Amérique. Tous deux ressuscitent plastiquement la

figure de l'utopie. Admirablement servie par la beauté des tirages d'époque, elle revèle maints opérateurs anonymes, inconous ou oubliés, que l'on retrouve à côté des grands noms de la photo. PATRICK ROEGIERS

► En bateau, cent-cinquente ans de vie martime, exposition présentés par la Mission du patrimoine photographique. Palais da Tokyo, 13. av. du Pré-sident-Wilson, 75016 Parie.

> Sous le même titre, un album aux éditions de la Manufacture. Taxtes da : Hanri Quaffelac, Pierre Borhan et Monica Fresco. 200 photos, 228 p., 395 F.

Jusqu'au 4 novembre.

THÉATRE

3615 J'existe

Valérie Lemercier et Pierre Palmade, deux chefs de file de la nouvelle vague comique sur scène à Paris.

VALÉRIE LEMERCIER au Théoire du Palais-Royal PIERRE PALMADE

à l'Olympia

Avec Muriel Robin, Valérie Lemercier et Pierre Palmade sont devenus en quelques spectacles, en la nouvelle vague comique hexago-

Valérie Lemercier, tant est vif son succès, après un an au Théâtre du Splendid, s'installe au Palais-Royal avec un spectaele à peine retouché. On l'avoit vue sur la même scène, il y a deux ans, dans un second rôle d'une production palichonne du Fil à la patte. Puis commençant ses ravages dans la série télévisée Palace. Le moins qu'on puisse dire est qu'elle a fait

Il est vrai que rarement autant de sérieux n'aura été mis au service de l'enjouement. Elle a bossé, la Lemercier, quatre ans de travail, ceriture, ratures, biffures, répétitions sous l'ail sournois d'une caméra vidéo, attention ques, issus de fonds divers, évite tous les écueils sur lesquels butait l'exposition similaire sur le trato. le fracas d'une succession de portraits à l'acide qui finissent par n'en faire qu'un seul, le sien, le nôtre. Mi-homme mi-femme, mibonasse mi-mauvaise, mi-bourgeoise mî-prolo, elle a un visage, un corps, une voix en pâte à modeler et ne se prive pas d'en faire le pire usage, ne renonçant jamais, Dieu merei I, aux situa-

tions, aux mots les plus triviaux. Signe du succès, certaines séquences sont déjà l'objet de quarts d'heure détente dans tous les corps sociaux : la lycéenne tendance rebelle qui s'engueule avec sa mère (3615 J'existe), la rejetonne sopbissime des propriétaires ... coauteur attitré et avec qui il a en de la Renardière qui s'est amusée commun de troublantes intona-

comme une folle quand, lors d'une partie de croquet, on ne sait quel benêt a pris la boule de bois... là où ça fait mal (« Elles étaient bleu morine... mamon? elle était ravic. tu parles, elle adore le bleu marine »). Demandez à vos proches de vous raconier les

Changemeot de registre : un jeune appelé complètement folle passera huit jours au gnouf pour avoir voulu expliquer è son colo-nel les quelques améliorations qui rendraient le séjour des trouffions à la caseme plus agréable. C'est le hit de Pierre Palmade, son générique. C'est tout lui, une façon d'être, de paraître, singulière, androgyne, loogiligne, tout en bras, en mains, dont il joue en virtuose.

Habilement, il a choisi pour costume de scène un pantalon noir et une chemise blanche. Il joue le neutre afin que les spectateurs puissent projeter sur lui leurs propres personnages, leurs propres inventions. Une lumière blafarde, et Palmade ressemblerait à Claude Vega. Un peu de rouge, d'orange, et il ne faudrait presque rien pour qu'on croie voir Bowie, Mais Palmade est trop sage pour s'en aller si loin dans le travestissement que lui permettraient une apparence, une gestuelle, une présence maléa-

Il a done choisi pour modèle l'homme ordinaire, quelquefois très jeune, adolescent encore bobardant sur la venue daos son jardin d'une soucoupe volante, ou bien mûr déjà, pere de famille irri-table qui n'en finit pas de perdre une partie de Scrabble. Pierre Palmade travaille sur l'objet passe partout et les préoccupations de M. Tout-le-Monde. Cela pourrait être banal sans un incontestable lalent d'écriture qui lui vaut sa popularité et celle de sa complice Muriel Robin – dont il est le

tions. Ce talent particulier tient moins au goût du saugrenu, du surréel, du délire à la Devos qu'à l'extraordinaire économie de ses textes. En peu de mots, très peu de mots, il sait peindre un univers, une situation, un ou plusieurs personnages avec une réelle efficacité et, le plus souvent, beaucoup de drôlerie.

L'an passé, Pierre Palmode disait ici qu'il avait « devant [lui] d'énormes terrains vagues et plein d'immenbles à construire » (« le Monde Arts et speciacles » du 12 avril 1990]. Malgré tout l'intéret de son premier Olympia, celui d'une juste consécration, cela reste encore vrai. Il a un instinct d'amuseur-bâtisseur qui peut frapper plus fori.

OLIVIER SCHMITT

▶ Velérie Lemarcler eu Théâtre du Petais-Royal, Jusqu'eu 31 décembre, puis en tournée française. Du lundi eu samedi à 20 h 30. Tét. : 42-97-59-81. Durée : 1 h 30. Da 30 F à

▶ Pierra Pelmada à l'Olympie, Jusqu'au 29 saptembre, Tél. ; 47-42-25-49. Durée ; 1 h 30. De 140 F à 180 F.



C D LION D'OR FESTIVAL DE VENISE





ATTENDED VILLER

And the second

The same and the 700 00

8. 00 -

en progr

SPECTACLES

SAMEDI 21 - DIMANCHE 22 SEPTEMBRE

CINÉMAS LA CINÉMATHÈQUE

PALAI6 OE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEOI The Salvation Hunters (1925, v.o.), de Josef von Sternberg, 15 h; le Ballade des sans espoirs (1961, v.o. s.t.f.), de John Cassavetes, 17 h; le Passe-Montagne (1978), de Jean-François Stéve-nin, 19 h ; l'Horloge (1944, v.o.), de

DIMANCHE Octobre (1828), de S.M. Eigenstein, 15 h : l'Impératrice Yang Kwei Fei (1955, v.g. a.i.l.), de Kenji Mizoguchi. (1995, v.d. a.l.l.), de Kenji Mizoguchi, 17 h 15 : l'impératice rouge (1934, v.o.), de Joseph von Stemberg, 19 h 15 ; le Priae du pouvoir par Louis XIV (1996), de Roberto Rosaellini, 21 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

6ALLE GARANCE (42-79-37-29) SAMEDI

Le Cinéma australien : Crocodile Dundee (1986, v.o. s.t.f.), de Peter Faiman, 14 h 30 ; Fran (1985, v.o. s.t.f.), de Glenda Hembly, 17 h 30 ; la Complainte de Jimmie Blacksmith (1978, v.o. s.t.f.), de Fred Schepisi, 20 h 30.

DIMANCHE

Le Cinéma australien : l'Homme de la rivièra d'argent (1982, v.o. a.t.l.), de George Miller, 14 h 30 ; Sweetie (1989, v.o. s.i l.f. de Jane Campion, 17 h 30 : Shame (1998, v.o. s.t.f.(, de Steve Jodreil, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande gelerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

Paris la nuit : Boîtes de nuit : En direct du Club Saint-Germain (1959) de Jean-Christophe Averty, le Désordre et la Nuit (1959) de Gillea Grangler, 14 h 30 ; Détournements : Musée Grévin (1958) de Jecques Demy, la Nuit fentastique (1941) de Mercel L'Herbier, 16 h 30 : Adolescences : Spot Oim Bugay Malone (1990), Bande annonce : Boy meeta girl (1984) de Léos Carax, Désordre (1986) de Olivier Asaayes, 19 h 30 ; Nuit et Jour : la Bande des quatre (1999) de Jacques Rivene, 20 h 30.

OIMANCHE

Paris la nuit : Nuta révolutionnaires : la Jeune Fille assassinée (1999) de Charles 9rebant, 14 h 30; Oétresses : Soltude... (1999) de Ronan Herel, Tchao Pantin (1983) de Clauda 9emi, 16 h 30 Nuts blanches : Soot Saint Laurent Rive gauche (1993), Edouerd et Caroline (1950) de Jacques 9ecker, 18 h 30 ; Nuits blanches : la Fureur de vivre dea unnées vingt (1963) de Jean-Marie Orot, Ouartet , v.f.) de James Ivory, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR OE PEAU (A., v.o.) : Georga V. 9: (45-62-41-46). L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) Lucernaire, 6- (45-44-57-34). AUCE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-

10-92) : Club Gaumont (Publicis Matl-gnon(, 8- (43-59-31-97(, AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélan dais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6-(46-33-97-77) ; Lucernaire, 6- (45-44-

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) Grand Pavols, 15 (45-54-46-85). ATLANTIS (Fr.(: Rex (le Grand Rex), 2-(42-36-93-93(; Publicis Champe-Elysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Par-nasse, 14 (43-35-30-40) ; Kinopano-

rama, 15. (43-06-50-50). LA BANDE A PICSOU (A., v.f.) : Rex. 2- (42-38-83-93) ; Cinoches, 6- (46-33-10-82(; UGC Triomphe, 8- (45-74-83-50(; Républic Cinémes, 11- (48-05-51-33(; UGC Lyon Bastile, 12- (43-43-01-59); Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68): Denfert, 14- (43-21-41-01(. SASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien. v.o.(: Utopia, 5- (43-28-64-66(. LA BELLE NOISEUSE (Fr.(: Le Seint-German-des-Prés, Salle G. de Beaura-gard. 6- (42-22-97-23(; Las Troie Bal-zac, 8- (45-61-10-60) ; Mex Linder

80Y2'N THE HOOD [*] (A. v.o.): Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33), Publicia Saint-Germain, 6- (42-22-72-80) : Gaumont Ambassade, 8- (43-58-19-08] ; Gaumont Pamasse, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Aléaia, 14- (43-27-84-50(; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83); Paramount Opéra, 9 (47-42-59-31(; UGC Gobelins, 13 (45-61-39-31; Miremer, 14 (43-20-89-S2); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27(; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01); Le Gambette, 20 (46-36-

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind v.c.): 14 Juillet Pamesse, & (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES O)SPARUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (4S-54-46-85(; Ranelagh, 16- (42-89-84-44). LA CHAIR (It., v.o.) : Latina, 4 (42-79-47-86) : Studio dee Ursulinee, 5. (43-26-19-08); Gaumont Ambassade, 8-

(43-59-19-09). LA CHANTEUSE ET LE MILLIAR-DAIRE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade. 8- (43-59-19-08).

CHIENNE OE VIE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opére, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Heutefeuille, 6- (48-33-79-39); Gaumon Ambaesade, 9. (43-58-19-09) ; v.f. ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88(; Fau-vette, 13 (47-07-55-88(; Miramar, 14-147-20-98-52)

LE9 COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : Forum Horizon, 1-(45-08-57-57); Pathé | LIFE IS SWEET (9rit., v.o.) : Gaumont Impérial, 2- (47-42-72-52(; 14 Juillet | Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Europe

Odéon, 6- (43-25-59-83); George V, 8-(45-62-41-48) ; Escurial, 13- (47-07-29-04) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-

32-20). CYRANO OE BERGERAC (Fr.) : Grand Pevoia, 15. (45-54-49-95). OANNY LE CHAMPION DU MONGE (9nt., v.f.(: Lucernaire, 6- (45-44-57-34) : Le Barry Zàbre, 11- (43-57-51-55(; Denfert, 14- (43-21-41-01(

DANS LA PEAU D'UNE SLONDE (A., v.o.): Lucemaire, 6• (45-44-57-34).

DANS LA SOIRÉE (t., v.o.): Cind Beaubourg, 3• (42-71-52-38); Reflet Logos II, 5• (43-54-42-34); La Bastille, 11• (43-07-48-80). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.)

Gaumont Ambassade, 84 (43-59-19-08); Les Montpamos, 144 (43-27-52-37); v.f.: UGC Opére, 9- (45-74-95-40); Feuvette 8is, 13- (47-07-55-88); Gaumont Convencion, 15- (48-28-42-27). DELICATESSEN (Fr.(: UGC Triomphe,

8- (45-74-83-50(; UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95). LA DISCRÈTE (Fr.) : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47(; Saint-André-des-Arts), 8- (43-26-48-18) ; Studio 28, 18- (48-LES DOORS (A., v.o.) : Epée de Bols, 5-

(43-37-57-47(; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Grand Pavoia, 15 (45-54-DOUBLE IMPACT (A., v.o.(: UGC Nor-mandle, 8· (45-63-18-16(: v.f. : UGC Opéra, 9· (45-74-95-40). LA DOUBLE VIE DE VERONIQUE (Fr.-

Pol., v.o.(: Saint-André-des-Arts I, 6-(43-26-48-19(: Républic Cinémas, 11-(49-05-51-33) ; Studio 29, 19- (49-06-36-07). L'EMBROUILLE EST OANS LE SAC (A., v.f.) : Peris Ciné I, 10- (47-70-

LE CHOIX D'AIMER, Film américain

de Joel Schumacher, v.o. : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57(; UGC

Odéon, 6- (42-25-10-30) ; George V. 8- (45-62-41-46) ; UGC Siamiz, 9-

(45-62-0-40); 5ept Pamassians, 14- (43-20-32-20); UGC Mastot, 17-(40-68-00-16); v.f.: Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52); UGC Montper-

nasse, 6- (45-74-94-94(; Saint-La-

nasse, 6* (45-74-94-94(; Seint-Lazare-Pasquier, 8* (43-97-35-43); UGC Opéra, 9* (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13* (45-51-84-95(; Mistral, 14* (45-39-52-43); UGC Convention, 15* (45-74-94); Pathé Wepler II, 19* (45-22-47-94); Le Gambatta, 20* (46-36-10-96).

MISSISSIPPI MASALA, Film ameri-

cain de Mira Nair, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-29-12-12) : 14 Juillet

Odéon, 6- (43.25-59-93): Le Pagode, 7- (47-05-12-15(; Publicls Champs-Elysées, 8- (47-20-78-23);

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Gaumont Pamasse, 14- (43-

35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14-(43-27-94-50) ; 14 Juillet Beaugre-

nelle, 15 (45-75-79-79); v.f. : Gau-mont Opéra, 2 (47-42-60-33) : Les

Montpernos, 14 (43-27-62-37) Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

LE ROI DES ROSES. Film allemand

de Werner Schroster, v.o. : Epée de 8ois, 5- (43-37-57-47) ; George V, 8-

LA TENTATION OF VENUS, Film

LE FER ET LA SOIE (A., v.o.) : George

LE GRAND SLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15' (45-54-49-95).

GREEN CARO (A., v.o.) : Cinoches, 6-

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.(: Epée de

HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33(; Denfert, 14-

HIOCEN AGENCA (Brit., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Les Trois Salzac, 9- (45-51-10-90); Les Montpamos, 14- (43-27-52-37).

HOMICIDE (A., v.o.(: Pethé Heute-feuille, 6 (46-33-79-38) ; George V, 9-

(45-62-41-46). HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET

CAM SRIOLEUR (A., v.o.): UGC Nor-mandie, 8- (45-83-16-18); v.f.: UGC Montpamasse, 6- (45-74-94-94); Para-

mount Opéra, 9- (47-42-58-31(; Fauvetta, 13- (47-07-55-68).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE

L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.)

Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26); Samt-André-des-Arts II, 6. (43-

26-80-25) ; Elysées Lincoln, 6- (43-59-36-14(: 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-

90-81) ; Escurial, 13- (47-07-28-04(; Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucer-

JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.) :

Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26); UGC Odéon, 6. (42-25-10-30);

UGC Rotonde. 8 (45-74-94-94); George V. 8 (45-62-41-48(; UGC 8isr-ritz, 8 (45-82-20-40); 14 Juillet 9eau-

grenella, 15: (45-75-79-79) ; UGC Mail-lot, 17: (40-89-00-19(; v.1. : Rex, 2:

(42-36-83-93) ; UGC Montpamesse, 6-

(45.74-94-94) : Saint-Lazare-Pasquier.

(45-4-94-94); Saint-Azara-Fasquier, 8- (43-97-35-43); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); Les Nation, 12- (43-43-04-87); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobeline, 13- (45-81-84-88); Mistral, 14- (45-33-52-43);

UGC Convention, 15- (4S-74-93-40) Pathé Chichy, 18- (45-22-46-01(.

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images

LES LIAISONS CANGEREUSES (A.

v.o) : Cinoches, 6* (46-33-10-82) ; Grand Pavots, 15* (45-54-46-86).

LIFE IS SWEET (9rit., v.o.) : Gaumont

d'ailleurs, 5- (45-87-18-09).

naire, 6. (45-44-57-34).

(45-62-41-46).

V. 8- 145-62-41-461.

Bois, 5. (43-37-57-47).

(46-33-10-62).

(43-21-41-01).

Penthéon (ex-Reflet Panthéon), 5: (43-54-15-04); Gaumont Ambassada, 6-(43-59-19-08); La Bastille, 11- (43-07-48-60); Gaumont Pamasse, 14- (43-35-30-40)

LOS ANGELES STORY (A., v.o.) : Ciné Beeubourg, 3* (42-71-52-39); UGC Odéon, 8* (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6* (45-74-84-94); UGC Champs-Elysées, 8- (45-82-20-40). MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juliet Parnasse, 6- (43-26-68-00). MISERY (*) (A., v.o.) : Cmoches, 6- (46-

NAVY SEALS (A., v.o.) : George V, 6-(45-62-41-46).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o. (: 5 tudio Gelende, 5 (43-64-72-71); Grand Pavois, 16 (45-54-46-85).

33-10-821

LES FILMS NOUVEAUX

NEW JACK CITY (1 (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1• (42-33-42-28) ; UGC Triomphe, 8• (45-74-93-50). NIKITA (Fr.): Elysées Lincoln, 8- (43-59-38-14) : Les Montparnos, 14- (43-

59-38-14); Les Montparnos, 147 (+3-27-52-37). NUTT ET JOUR (Fr.-Set.-Suis.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36); Les Trois Bai-zoc, 8• (45-51-10-60); 14 Juillet Bas-tille, 11• (43-57-90-81); Sept Parnas-siens, 14• (43-20-32-20).

POINT 8REAK (*) (A., v.c.): Forum Orient Exprass. 1- (42-33-42-26); UGC Damon, 8- (42-25-10-30); Pathé Mar-gnan-Concorde, 8- (43-69-92-62); UGC Biamitz, 8- (45-62-20-40); v.f.: Rex. 2-Biamiz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Rex, 2-(42-39-83-93); UGC Montpamasse, 6-(45-74-84-94); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31(: UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59(: UGC Gobelins, 13- (45-(43-20-13-9); Pathé Montpamesse, 14-(43-20-12-08); UGC Convention, 16-(45-74-93-40); Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-84); Le Gambetts, 20- (46-

britennique d'Istvan Szabo, v.o. :

Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2: (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); La Pegods, 7: (47-05-12-15); Pathé

Marignan-Concorde, 9: (43-59-92-92); UGC 9lamitz, 9: (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-91); Geumont Alésie, 14:

(43-27-84-50) : 14 Juillet Beaugre-nelle, 15 (45-75-79-79) : Bienvende Montparnasse, 15 (45-44-25-02) :

v.f.: Paramount Opéra, 9 · (47-42-56-31(; Laa Nation, 12 · (43-43-04-97); Fauvetta Bis, 13 · (47-07-55-89); Pathé Montpamasse, 14 ·

(43-20-12-06); Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); Palhé Wepler, 18: (45-22-46-01).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT CANS LA MER. Film françaia de Laurent

Heynemann : Forum Horizon, 1- (45-09-57-57) : Pathé Hautefeuille, 6-

(48-33-78-38) : Pathé Marignan-

Concorde, 8- (43-59-92-82) : Saint-

Lazara-Pasquier, 8- (43-87-35-43) ; Pathé Françaia, 9- (47-70-33-89) ;

Les Nation, 12 (43-43-04-87) : UGC

Lyon 8astille, 12- (43-43-01-59) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Gau-

mont Aléeis, 14- (43-27-64-50) Miramar, 14- (43-20-89-52); Parho

Montparnasse, 14* (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); UGC Meillot, 17* (40-68-00-18); Pathé Clichy, 18* (45-22-

LE PORTEUR DE SERVIETTE (IL-Fr.,

v.o.(: Utopis, 5- (43-29-84-65) ; Lucer-naire, 6- (45-44-57-34).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinoches

6- (46-33-10-82(; Elysées Lincoln, 9-

LE PROCES DU ROI (Por., v.o.) :

RAGE IN HARLEM (A., v.o.) : Forum

RAGE IN HARLEM (A., v.o.): Forum Horizon, 1• (45-08-57-57(; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83(; Pethé Marl-gnan-Concorde, 9• (43-59-92-62): UGC Biamtz, 8• (45-62-20-40(; Sept Partissiens, 14• (43-20-32-20): 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-78): v.f.: Rex, 2• (42-36-83-93(; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-84): UGC Lyon Opéra, 9• (47-42-58-31); UGC Gobelins, 13• (45-61-84-95); Mistral, 14• (45-39-52-43): Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01); Le Gambetta, 20• (48-36-10-86).

RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) Ciné Baaubourg. 3* (42-71-52-38) Lucemaire. 6* (45-44-57-34).

RIO NEGRO (Fr.-vénézuélien, v.o.) Latins, 4- (42-78-47-88).

ROSIN DES SOIS PRINCE DES

VOLEURS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1-(45-08-57-57(; Gaurmont Opéra, 2- (47-

42-90-33) ; 6retagn», 9- (42-22 67-97) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30)

67-97); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-88-92-62); UGC Normandie, 8- (45-63-16-18(; 14 Juliet Beaugranelle, 15- (45-75-79-78); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93(; Bretagne, 6- (42-22-\$7-97); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Les Netion, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Fauvetre, 13- (47-07-\$5-88); Geumont Alésia, 14- (43-27-84-60); Pathé Montpernasse, 14- (43-20-12-08); Geumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé

Convention, 15- (48-28-42-27(; Pathé Wepler, 18- (46-22-46-01); La Gam-

SAILOR ET LULA (1) (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Studio Galande, 5- (43-54-72-71).

SEXE, MENSONGES ET VIOÉO (A.

v.o.) : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) : Studio dee Uraulinee, 5: (43-

LE SILENCE DE9 AGNEAUX (**) (A., v.o.) : Gaurront Opéra, 2* (47-42-60-33(; Bretagna, 6* (42-22-57-87); UGC Triompha, 9* (48-74-93-50).

SIMPLE MORTEL (Fr.) : Forum Orient

Express, 1• (42-33-42-25); Pathé Marignen-Concorde, 8• (43-59-92-82);

betta, 20- (46-35-10-98),

Wepler II, 18- (45-22-47-94).

THE VOYAGER (All.-Fr.-Gr., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Oenton, 8° (42-26-10-30); UGC Triomphe, 8° (45-74-93-50); Mistral, 14° (45-39-52-43); Sept Parrassiens, 14° (43-20-32-20); v.f.: UGC Opéra, 9° (45-74-95-40). (45-74-95-40).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36(; La Berry Zèbre, 11- (43-67-51-55).

TOTO LE HEROS (Bel.-Fr.-All.(: Geu-

145-22-46-01) UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) :

UN TYPE BIEN (Fr.-Bel.) : Utopia, 5-(43-26-84-86). UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) :

LA VIE OES MORTS (Fr.) : Utopia, 6-LA VIE, L'AMOUR ... LES VACHES

Y A.T-IL UN FUC POUR SAUVER LE PRÉSIDENT 7 (A., v.o.) : Ciné 8eau-bourg, 3 (42-71-52-38) : UGC Damton, 6- (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6-(45-74-84-94) : UGC Normandie, 8- (45-(45-74-94-94); UGC Normanos, & (45-63-18-16); 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79); UGC Merilot, 17-(40-69-00-16); v.f.; Rex, 2-(42-39-83-93); UGC Montpanasse, & (45-74-83-93); UGC Montparrasse, 6 (45-74-94-94); Peramount Opéra, 9: (47-42-66-31); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); UGC Gobeline, 13: (45-61-94-95); Mistrel, 14: (45-38-52-43); UGC Convention, 15: (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18: (45-22-46-01); Le Gambetta, 20: (46-36-10-86).

tone, 6: (46-33-86-86) 14 h 30. AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavols, 15-

ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopis, 5- (43-26-84-85) 14 h 10. ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11º (48-05-5 J-33(22 h 30.

ATTACHE-MOI ((Esp., v.o.) .: Studio Galande, 5- (43-54-72-7 I) 18 h 20. 8 AGOAO CAFÉ (A., v.o.) : images d'ai-leurs, 5- (45-97-18-09(20 h ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-66) 21 h. 8RAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5-

LE CHATEAU OE MA MÈRE (Ft.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09)

(43-07-48-60) Oh. OEUX TÈTES FOLLES (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17 (43-29-79-89) 14 h, 19 h, 19 h, 20 h, 22 h.

LES ENFANTS OU PARADIS (Fr.) Ranalagh, 16- (42-88-64-44) 15 h. EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-58) 21 h.

FASTER PUSSY CAT, KILL I KILL I (**) (A., v.o.) : Ciné Seaubourg, 3* (42-71-52-36) 0 h 45.

Utopia, 5- (43-26-84-65) 22 h. LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5· (43-37-57-47) 22 h. LA GLOIRE DE MON PERE FT.(: SE

LA GUERRE OES 80UTONS (Fr.(: Saint-Lambert, 15: (45-32-81-68) 17 h. HAIRSPRAY)A., v.o.(: La Bestile, 11-(43-07-48-60) O h HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : One Be

HOT SPOT)A., v.a.) : Epée de Bois, 6-(43-37-S7-47) 22 h. HUSBANDS (A., v.o.) : Accatone, 6-(45-33-86-85) 22 h 10. IN SED WITH MADONNA (A., v.o.(:

(45-87-18-09) 14 h.

LOS OLVIDADOS (Mex.) : Letine, 4 (42-78-47-86) 18 h 15, 20 h. MARY POPPINS (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-81-66) 18 h 45.

Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alásia, 14- (43-27-84-50); Pathé Montpamasse, 14- (43-20-12-06); Geumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Latine, 4 (42-78-47-86) 18 h.

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1)42-33-42-28(; George V, 8 (45-82-41-45); Studio 28, 18- (48-06-36-07).

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.); Club Gaumont (Publicis Matignon), 8: (43-69-31-97); Saint-Lambert, 15: (45-32-81-68).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-Al.(: Geumont Las Halles, 1: (40-29-12-12(; Geumont Ambessada, 8: (43-69-19-08); La Bastille, 11: (43-07-48-80); Gaumont Permasse, 14: (43-35-30-40). TWENTY ONE (A.-Sritt, v.o.): Gaumont Les Halles, 1: (40-26-12-12(; Gaumont Opéra, 2: (47-42-80-33); Les Trois Luxembourg, 6: (48-33-87-77); Gsumont Chemps-Elysées, 9: (43-59-04-87(: Gaumont Alésla, 14: (43-27-94-50); 9lenvarde Montparnasse, 16: (46-44-25-02); v.f.: Pathé Clichy, 18-

Lucemaire, 6- (45-44-67-34).

George V. 9 (46-82-41-49); Pathé Français, 9 (47-70-33-99); Pathé Montparrasso, 14 (43-20-12-06).

(A., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28); UGC Danton, 8- (42-25-10-30); George V, 9- (45-82-41-46); UGC Blarniz, 8- (46-52-20-40); v.f.: Rex, 2- (42-38-83-93); UGC Montper-nasse, 6- (45-74-94-84).

LES SÉANCES SPÉCIALES

A 91GGER SPLASH (Brit., v.o.) : Acca-

(43-54-72-71) 16 h.

CRY-8A8Y (A., v.o.) ; La 8astille, 11.

OO THE RIGHT THING (A., v.o.) :

mages d'allieurs, 5- (45-87-18-09) DON GIOVANNI (Fr.-lt., v.o.): Studio daa Uraulinaa, 5. (43-29-18-08) 17 h 45.

FANTASIA (A.) : Républic Cinémas, 11-(48-05-51-33) 17 h.

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.)

dio des Ursulines, S. (43-26-18-09)

(42-71-52-35) Oh 20.

Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 20 h. INO(A SONG (Fr.) : Denfert, 14- (43-21-41-01) 17 h 20. LISTEN UP THE LIVES OF QUINCY JONES (A., v.o.) : Images d'aideurs, 5-

LOUTA (8m., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01(21 h 10.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 0 h 30. LA MORT EN CE JARDIN (Fr.-Mex.(NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TETE (A., v.o.) : Images d'silleurs, 5-(45-87-18-09) 18 h.

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) PASSION (Fr.(: Républic Cinémas, 11

(48-05-51-33) 18 h 10. LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.) : Grand Pevoie. 15- (45-64-49-85(11 h 30.

POLO EN AMÉRIQUE (Su., v.f.) : Le Barry Zèbre, 11* (43-57-51-55) 15 h. LE PREMIER EMPEREUR (Can,-Chin.) : Le Géode, 18 (40-05-80-00) 14 h. 15 h, 16 h, 17 h, 19 h, 19 h, 20 h. 21 h, 22 h. PRENOS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A. v.o.(: 14 Juillet Parnesse, 6- (43-26-58-00) 16 h 40, 22 h 20.

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 12 h.

(A., v.o.(: Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 19 h 15. QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.c.) : Studio des Ursulmes, 5- (43-28-19-09) 21 h 45.

QUANO HARRY RENCONTRE SALLY

SALO, OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (k., v.o.) : Ciné Besubourg, 3-(42-71-52-36) O h 10. SCÈNES DE MÈNAGE OANS UN

CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : Cinoches, 8 (48-33-10-82) 14 h. LA STRADA (II., v.o.(: Saint-Lambert, 16- (45-32-91-68) 19 h.

TAXI DRIVER (A., v.o.(: Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) 17 h 45. THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.(: Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 22 h 30.

TOTAL RECALL (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 16- (48-54-46-85) 22 h 15. LA VALSE DES PIGEONS (Fr.(: L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) 14 h 15. VOYAGE SUR JUPITER (Can.) : Cinaxe, 19 (42-09-34-00), 21 h 40.

L'ÉVANGILE SELON SAINT

MARC. Perit Marigny (42-25-20-74) (dim. soir, lun.) 21 h; dim. 15 h (21).

MOT OF PASSE, Dix-huit Theetre

(42-26-47-47))dim. soir, lun.)

ANNE ROUMANOFF. Theatre Gre-

vin (42-46-84-47) (dim. soir, lun.)

LES CAFARDS. Aktéon-Théatre

(43-39-74-92) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 18 h (24).

CINZANO ET L'ANNIVERSAIRE

DE SMIRNOVA, Théang 13 (45-88-

62-22) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim.

15 h (24). LÉGÉREMENT SANGLANT, Théatre de la Basulle (43-57-42-14) (dim., lun.) 19 h 30 (24).

MAGIC PALACE, Matherins (42-65-

90-00) (dim_ soir, lun.) 20 h 30 ; sam. 17 h, dim. 15 h (24).

20 h 30 ; dim., 19 h (23).

20 h 30 ; dim. 18 h 30 (24).

THEATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

dim, 17 h (21).

(Les jours de première et de relâche sont indiqu entre parenthèses.) GEMEAU DEDANS, Movie's (42-74-14-22) (dirn., kun.) 20 h 30 (18).

UNE SAISON EN ENFER. Lucer-neire Forum, théâtre rouge (45-44-57-34) (dim.) 18 h 30 (18). VALERIE LEMERCIER AU PALAIS ROYAL. Palais Royal (42-97-59-81) . (dim.) 20 h 30 (18). L'ÉQUIVOQUE, Amandiers de Paris (43-69-42-17) (jeu., ven., sam.(

20 h 30 (19). COUAC I LE GRAND ORCHESTRE OU SPLENDID, Daunou (42-61-68-14) (dim. soir, mer.) 20 h 30'; dim. 15 h 30 (20), LA OAME DE CHEZ MAXIM'S.

Marigny (42-59-04-41) (dim. soir, len.(21 h; dim. 15 h (20). LES ENFANTS TANNER, Centre

dramatique national de Montreuil (48-59-93-93) (dim. soir, km.) 20 h 30 ;

AKTÉON-THÉATRE (43-39-74-62). Et en fin de contes : 19 h. Une fée sont du logis : 20 h 30. AMANOIERS DE PARIS (43-69-

42-17). L'Equivoque : 20 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Putzi : 20 h 45, dim. 15 h et 18 h.. ATELIER (48-06-49-24). Richard II : 20 h 30, dim, 15 h 30,

BERRY (43-57-61-65); Les Princesses : BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Ornifle: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. CAFÉ OE LA GARE (42-78-52-51). Elie la menthe ou T'es citron : 22 h. CARTOUCHERIE THEATRE OF LA TEMPETE (43-28-36-36); Salle I, L'Annonce faite à Marie : 20 h 30, dim. 16 h **CAVEAU DE LA RÉPU9LIQUE (42-78-**

44-45). La fond de l'air effraie : 21 h. dim. 15 h 30. CENTRE CULTUREL DU MINISTÈRE DES FINANCES (40-04-20-85). Fando et Lis: 20 h 30, dim. 19 h. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Grande salle. Térnoignage de lumière pendant le peste Festival d'automne à Paris : 20 h 30, dim. 19 h. CINQ OIAMANTS (45-80-61-31). Mes

parents aont de grands enfants que j'el eue... Festival de théâtre amateur : 20 h 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 18 h et 21 h 30. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). La Tragédie du roi Christophe : 14 h, km. 20 h 30. Selle Richelleu, La Fausse Sulvante ou la Fourbe puni : 20 h 30, dim. 14 h.

CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Rehab: 18 h 30, dim. 15 h. Le Tartuffe: 20 h 30, dim. 17 h. OAUNOU (42-81-99-14). Couec I le Grand Orchestre du Splandid : 20 h 30, den. 15 h 30.

OÈCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Poésies berbères : 21 b. dim. 17 h. DEJAZET-(TLP) (42-74-20-50). Marie-Pierre Casey: 20 h 30, dim. 15 h 30. EDGAR (43-20-95-11). Les Faux letons : 20 h 15. Les Babas cadres : EDOUARD VII SACHA GUITRY (47-42-59-82), Décibel : 17 h et 20 h 45,

dim. 15 h 30. ESSAION OF PARIS (42-78-46-42), La Tache bleue... : 16 h. Salle II. Leila et le Contaur : 20 h 30, dim. 19 h. FONTAINE (48-74-74-40), La Clan des vetives: 15 h 30 et 20 h 46, dim, 15 h 30.

GAITE-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Voltaire-Rousseau : 20 h 45. dim. 15 h.

GRANO THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09), Grand-pèra Schlomo : 18 h et 20 h 15. La Bébé de M. Laurent : 22 h. **GUICHET MONTPARNASSE (43-27-**88-81). Remue-ménage : 19 h. Pedro et le Capitaina : 20 h 20. Sans titre : 22 h 15. HALLE SAINT-PIERRE (42-58-74-12).

Les Origines de l'homme : 15 h. dim., mer. 15 h. HEBERTOT (43-87-23-23). La Contrebasse : 21 h, dim. 19 h. HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrics cheuve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. Poère à New York: 21 h 30. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Cuisine et Dépendance: 21 h, dim. 15 h. LA CIGALE (42-39-43-43). Holey

Money : 20 h. LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11), La Mer 9altique entre uous et moi : 20 h 30, dim. 19 h. LE BOURVIL (43-73-47-84). Euh, repes show! : 20 h 30. LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-RANT (42-23-88-83). Lee Larmes amères de Petra von Kent : 21 h, dim. 15 h.

PARIS EN VISITES

LUNDI 23 SEPTEMBRE

« Le Pére-Lecheles mécondu », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontent (V. de

» Le meieon de Nicota» Flamel (1407) et eutres vieux logia perisiens ». 10 h 30, métro Rambuteau, sortle rue du Grenier-Saint-Lezare (Paris autrefois).

» Une heure à La Défense : pour mieux comprendre cette ville du futur », 11 heures et 14 h 30, heil du RER Défense (D. Fleuriot). « Le Palais de justice en activité », 14 h 15, 4, boulevard du Palais (Tou-Ruelles at jerdine méconnue du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (M= Cazes).

« L'hôtel de Chimay et l'École des seux-arts », 14 h 30, 13, quai Malequals (S. Rojon-Kern). a Versailles: les bosquets du parc du château », 14 h 30, cour d'hon-neur du château, statue de Louis XIV (Office de tourisme).

« L'Opéra Garnier et les fastes du second Empire ». 14 h 30, en haut des marches, à l'extérieur (Cormais-sance de Parie). » Lee plus bellee demeures du Marais, de le place des Vosges à l'hôtel Selé s, 14 h 30, sortie métro

hemin-Vert (Arts et caet » Hôtels du Merais spécialement ouverts. Passages, ruelles, jardins, plafonds et escalers incomnus. L'itinéraire du Parisien curieux qui décou-vre l'intérieur des demeures de personnages: Mustres », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller). » Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saim-Paul (Résurrection du passé). « La Seine et ses vieux coms, les nautes, le betellerie », 14 h 40, place du Châtelet, devant le fontaine (Paris s L'Ecole des beeux-erts et les sions Empire de l'hôtel de Chimay », 15 heures, 17, quel Melèquele (P.-Y. Jasier).

» Le Marais médiéval, de l'encienne glise Saint-Paul à Saint-Gervais en egise Saint-rau a Saint-rau vas passant par les caves d'Ourscamp », 16 heures, sorge métro Saint-Paul (Monuments historiques). » Le Conciergie, de Philippe le Bel Merie-Antoinette », 15 heure», quai de l'Horloge (D. Bouchard). « Promenade du clotre des Bil-(ertae à l'hôtel de Necker », 17 heures, métro Hôtel-de-Ville, sor-tie rue Lobau (Luiàce-Villes).

CONFÉRENCES

Librarie Las 100 Clels, 23, rus Frençoie-Miron, 19 ft 30 - 3 Le radiesthésie eu quotidien, Que peutelle nous apporter? 3, par B. Allione. SICMF, 80, boulevard Latour-Maubourg (salle Laennec), 20 heures : 4 Joie et misère de l'Occident », par Challabi L Chellebi

Centre Verenne, 18, rue de Varenne, 20 h 30 : s Débat sus l'encyclique Centesimus Annus x, avec Mgr D. L. Marchand

2274 3 2 12 F F

100 mg

A. E.

and the same of th

. Val granden

The State of the S

11 1100

AND A PROPERTY.

A 1477 . 1

or restriction

1.0

HEURES LOCALES

La Venise verte menacée

Le parc régional du Marais poitevin traverse une période difficile, comme nombre des vingt-six autres institutions, divisées entre lobby agricole et protecteurs de la nature

de notre envoyé spécial

OUR sillonner les caneux de la Venise verte, le cœne encore intact de l'immense Marais poitevin, il n'y a pas de meilleur gnide que Mas Ségoléne Royal, député socialiste des Deux-Sèvres. Assise dans une « plate » goudronnée, poussant sur la pagaie d'un bras forme cette adame de fera aux allures de dronnee, poussant sur la pagaie d'un bras ferme, cette «dame de fer » aux allures de jeune fille n'a pas son pareil pour décrypter le paysage. Il y a trois ans à peine, lorsqu'elle fut parachutée dans la circonscription qu'elle enleva de justesse, elle connaissait à peine l'existence de ce terroir étrange, secret, exceptionnel. Conquise par le charme du lebyrinthe des fossés, conches, rigoles et canaux ombragés de frênes-têtards et de peupliers, elle en est devenue à la fois l'avocat et le elle en est devenue à la fois l'avocat et le elle en est devenue a la 1015 l'avocat et le commis-voyageur. Tout en plongeant sa rame dans la moquette de lentilles d'eau qui dissimulent l'onde noire, elle démèle l'écheveau des traditions, des iotérèts, des intrigues et des interventions. Décidément, dans ce pays ou l'ean et la terre ferme sont si étroitement imbriquées, tout est vaseux, ou propre comme ou figuré. « N'y touchez pas, vous rous y enliseriez », dit-on aux audacieux qui prétendent y intervenir.

Le Marais poitevin, aocien golfe marin que le Sèvre et les rivières de son bassin remblaient chaque jour davantage, est une joven-tion des hommes : moines défricheurs du Moyen Age, ingénieurs hollandais du dix-sep-Moyen Age, ingenieurs hollandais du dix-sep-tième siècle, hydrauliciens du niècle dernier. Il n'a justement rieo du marais traditionnel aux étangs: frangés de plantes aquatiques. Depuis des siècles, on s'acharne à séparer les caux et les champs et on y est si bien parvenu que sur 90 000 hectares près des trois quarts soot appelés «marais sec» et vonés à la-culture intensive du maïs.

Restent de vastes prairies humides et la fameuse Veoise verte, bocage touffu aux mailles serrées doot chaque rangée d'arbres est doublée d'un fossé. L'été il évacue l'eau, Thiver it ramène la crue qui alors couvre des milliers d'hectares. En toure saison, il sent de chemin impide pour anciendre les patures. Le tout, alimenté par la Sèvre et défendu contre la mer par des écinses, été basé par une qua-rantaine de syndicats dits de amarais.».

Une autoroute :

Ce monument d'ingéniosité e etteint la perfection à la fin du siècle dernier, il y a cent ans à peine. Deuxième zone humide de France, il sert de reposoir aux vols immenses des oiscaux migrateurs, récèle dans sa partie mouillée une faune et une flore qui passion-oent les naturalistes et offre aux touristes des paysages peu communs. Il y a vingt ans que les écologistes demandent sa protection. La réponse a été, en 1979, la création – fort laborieuse – d'un parc naturel régional. Dans les 200 000 hectares couverts par ce label, on a malheureusement inclus, outre le marais lui-même, une constellation de massifs forestiers certes intéressants, mais sans unité.

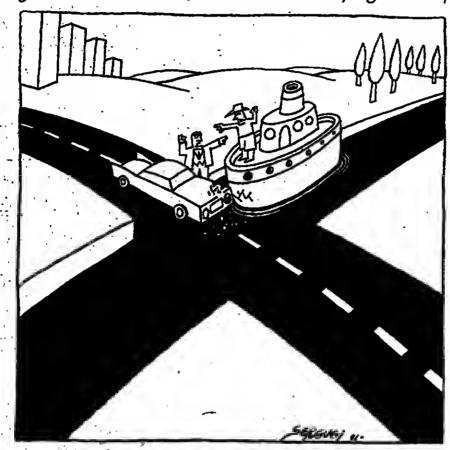
Le parc n'a guère été soutenu par les élus des quatre-vingt-dix communes, des trois départements et des deux régions représentés a son conseil d'administration. Son équipe de techniciens, pourtant remarquable, a été tenue pour « un nid d'écolos gauchos ». Présidents et directeurs se sont succèdé et, malgré des réalisations de qualité comme le sauve-tage du baudet du Poitou et l'ouverture de six centres d'information, le parc n'a pas atteiot soo objectif de conservetion. L'assè-chement et la mise en culture du marais sec s'est poorsuivi à un rythme forcené. Vingt-

.....

e ja Wei

44.4

ton the f



buit mille hectares de prairies humides ont

qui depuis son irruption dans le marigot poli-tique poitevin multiplie les initiatives pour sauver le marais. Ils avaient aussi oublié que François Mitterrand, qu'elle e servi à l'Elysée durant trois années, est enfant du pays et qu'il y revient souvent en visite privée. Ils avaient enfin sous-estime la détermination de Brice Lalonde. D'où des décisions-surprises : le président impose un tracé autoromier plus proche de Niort et inscrit le sauvetage de la Veoise verte dans les grands chentiers; le ministre de l'environnement retire son label

La situation ainsi créée est devenue un imbroglio politico-administratif défiant l'analyse. Pour l'autoroute, à l'exception du président et des malbeureux experts qui après comp ont du justifier soo coup de crayon sur la carte, personne, en privé, n'appronve le nouveau trace. Il passe encore dans le marais, tangente à présent un quartier résidentiel de Niort et soulève l'opposition farouche de ses habitants. On a done remis la nouvelle enquête publique après les élections régionales, mais nul ne peut prédire si les commissaires enquêteurs et le Conseil d'Etat donneront cette fois leur eval. Mai engagée dès le départ, cette affaire va cootinuer à empoisonant le vie lectie

Sur le marais lui-même la confusion est à

buit multe hectares de prairies humides ont été couvertes de mais. Quaot à le Venise verte, elle est triplement menacée : par l'envasement du réseau bydraulique, par les embarcations de tourisme et par les résidences secondaires. L'échec du pare est dévenu flagrant lorsque son conseil d'administration a accepté le passage de l'autorroote l'Nantes-Niort o travers les terres bumides.

En avalant cette ultime coaleavre les élasticar chacuo convient qu'il faut rédiger une locaix out provoqué un sursant. Ils evaieot négligé la présence de M Ségolène Royal qui depuis son irruption dans le marigot politique poitevin multiplie les initiatives nour son comble. Alors que le personnel du parc,

Mais la multiplicité des bonoes fées qui se penchent à présent sur ce malheureux Marais poitevin ne simplifie pas l'équation. M= Ségolène Royal a créé sur la Venise verte un syndicat de communes et, pour faire sub-ventionner ses projets, elle fait la tournée des ministères parisiens et des bureaux de Bruxelles. An secrétariat chargé des grands travaux, M. Emile Biasioi étudie le fioancement d'une longue liste de petits chantiers sur le même territoire : rébabilitation d'églises, de lavoirs et de placettes, curage de canaux, réfection d'embarcadères, aménage-ment de promenades et passerelles, mini-musées, etc. Une institution interdépartementale crèée en 1989 par les Deux-Sèvres, la Charente-Maritime et la Vendée se présente par ailleurs comme le seul organisme capable de restaurer l'ensemble du système hydraulique du marais et de le gérer.

De son côté, un conservatoire régional des espaces naturels lancé l'an dernier par Poi-tou-Charentes pourrait acquérir des parcelles particulièrement intèressantes. Le Conserva-toire du littoral – doot l'uo des PC est à Rochefort – attend son beure. Quant à la direction régionale de l'architecture et de l'environnement (DRAE), elle peaufine un projet de classement de la Venise verte sur

6 000 bectares. Le tout est pimenté par la perspective d'une campagne électorale au cours de laquelle Mª Royal, que non sans malice son camarade de parti Bernard Bellec, maire socialiste de Niort, a laissée se porter en avant, va affronter pour l'honneur M. Jean-Pierre Raffarin, le président régional

مكذا من الاصل

Le coup de tabac qui secoue le Marais poi-tevin aura au moins un mérite : celui d'attirer l'attention sur la situation ambigué et toujours difficile des parcs naturels régionaux. Née dans l'imagination de la DATAR vers la fin des années 60, l'institution devait être un instrument d'aménagement du territoire rural conciliant les contraires : l'initiative locale et le soutien national, la protection et le développement. Nulle loi ne l'a fondée, mais trois décrets successifs de 1967, 1975 et 1988 ont essayé de l'adapter aux circonstances, évo-luant du centralisme à la régionalisation.

Un bilan difficite à dresser

Ne mobilisant qu'une équipe légère (une dizaine de personnes), peu coûteuse (une dizaine de millions de francs par an), dotée de faibles pouvoirs (ne faisant pas ombrage aux féodalités locales), la formule a connu un succès certain. Depuis 1969, vingt-sept parcs ont été créés qui couvrent 4 millions d'hec-tares où vivent 1,8 million de ruraux. Vingt et une régions, quarante sept départements et plus de deux mille communes ont une partie de leur territoire englobée dans un parc naturel. Ils participent à leur gestion, le plus souvent par l'intermédiaire d'un syndicat mixte. Les collectivités locales assurent 86 % des dépenses courantes et des investissements. le ministère de l'environnement apportant le reste. Budget total des parcs en 1991 : 250 millions de francs soit l'équivalent des sommes dépensées pour poser des réverbères sur l'autoroute Paris Lille.

Mais après vingt-deux ans d'existence pré-caire et de tiraillements entre le lobby agri-cole et celui des protecteurs, le hilan global des parcs est difficile à dresser, car leur action est modeste et pointillisté. Quelles dégradations oot-ils empêchées et quel déve-loppement ménageant le milieu outurel ont-ils généré? Il semble que le label « pare naturel régional» soit devenu un atout pour le sollicitent pour de nouveaux terroirs situés daos le Massif central, la Touraine. l'Ile-de-France, les Alpes et les Pyrénées.

Devant cet afflux, le ministère de l'env ronnement est circonspect. Depuis 1988, il impose une nouvelle règle : le label qu'il déli-vre (et qui est déposé à l'Institut national de la propriété industrielle, comme n'importe quelle marque) doit être renouvelé tous les dix ans. A cette occasion, on exige du parc la présentation d'un bilan. C'est en somme l'obligation de résultats.

Les nouveaux parcs n'obtiendront leur label que si leur charte pose en priorité la mission de protection et en définit les instruments. La crise du Marais poitevin montre que ce oe sera pas du luxe. Les services de M. Lalonde preparent un projet de loi repre-nant et renforçant ces dispositions. Ce texte, qui sera présenté au Parlement en 1992, ne l'ordre dans le petit monde des parcs régio oaux. Il permettra que s'ouvre, pour la première fois, un débat politique sur une institu-tion qui s'est développée jusqu'ici dans un flou «artistique», mais qui va couvrir bientot 10 % du territoire national.

MARC AMBROISE-RENDU

En campagne

S le projet de budgat de l'Etet pour 1992 semble, de l'avis générel, plutôt « grie », celui de l'eménagement du terri-toire tire franchement sur le gris enthrecite I A pre-mière vue eu moins, puisque les crédits (1,83 millierd de F) n'eugmen-tent que de 1,37 %. « J'éprouve une satisfection relative », e humonstiquement commenté le ministre d'Etet Michel Deleberre, content de noter que les crédits pour le ville et les quertiers en difficulté progresseront pour leur pert de 27 %.

A y regerder de plus près, rien ne sert de verser dens un pessimisme excessif. Tous les ministères peuvent feire du bon ou du fâcheux eménegement. Si M. Lionel Jospin, en lieison evec les régions, définit un plan pour l'enseignement supérieur qui irrique correctement la province, sl MM. Joxe et Mellick préparent suffisamment à l'evance leur politique de reconversion des établissements industriels militaires, si M. Quilès ne ralentit pas trop le plan autoroutier, si M. Mermaz... tous ses collègues eppuieront utilement M. Michel Delebarre. Et puis, le ministre d'Etet compte au cours de la discussion budgétaire améliorer sensiblement le mise et en tirer, elors, les béné-

Puisque l'eménagement rural est désormeis sur la sellette, à quelques jours de la « prise de Paris » par les agriculteurs et après le discours, politique et sen-timental, de Chinon prononcé par M. Mitterrand sur les campagnes et les petites villes, bornonsnous à deux considére-

- les aides eux Investissements Industriels dans les zones rureles bénéficieront de 220 millions de F, dont 120 inutilisés cette

- le gouvemement s'est engegé à définir d'Ici fin octobre un progremme général pour les espaces ruraux fragiles et un mécanisme de péréquetion finencière pour les petites communes, à l'image de ce qui e été feit pour les villes eyant des banlieues déshéritées.

M. Michel Rocerd était très frencilien. M- Cresson eent mieux le campagne.

FRANÇOIS GROSRICHARD

L'aide aux personnes âgées dépendantes

Etat et départements gèrent avec difficulté une situation héritée du passé. Les présidents de conseils généraux doivent profiter de leur prochain congrès pour examiner de nouvelles propositions

A France a mal à son sys-tème de protection social: D'une façon plus aigué, elle souffre de son dispositif concernant les personnes âgées et. plus précisément, les personnes agées dépendantes. Etat et collecti-vités locales héritent d'ooe infrastructure insuffisante. L'Assemblée des présidents de conscils généraux! doit évoquer ce problème lors de son congrès qui a lieu à Poitiers du mardi 24 au jeudi 26 septembre.

Le contexte démographique ne. Entre 1968 et 1988, la population agée de plus de sociante-cinq ans a augmenté de 20 %, tandis que la population totale ne s'est accrue que de 10 %. Les statisticiens prévoient une croissaoce de 18.% des plus de soixante ans entre 1985 et l'an 2000, pour une augmeotation de 3 % de l'ensemble de la population. De plus, ce sont les plus de logement, les allocations faminales peuvent accorder une allocation période, la plus forte progression. voient une croissance de 18 % des

Etat et collectivités locales se heurtent également à un dispositif de prise en charge complexe, échafaudé au jour le jour depuis une vingtaine d'années. Une politique qui se traduit par une multiplicité de prestations en espèces ou en nature, ainsi qu'one grande diversité de financement qui ne coor-donnent pas toujours leurs actions.

Un système peu efficace »

Les personoes âgées qui ont tra-vaillé perçoivent une pension de retraite, les veuves, une pension de reversion. D'autres, enenre, lorsqu'elles n'ont pas de pension, béné-ficient d'un minimum vieillesse financé par une caisse de retraite et

Les établissements ont des statuts juridiques divers. Les services de loogs séjours sont essentiellement publics et sont administrés par les conseils généraux et les municipalités sous la tutelle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. Ils peuvent également avoir un statut d'établissement privé à but non lucratif. Les institutions sociales relèvent tantôt du service public, tantôt du secteur privé lucratif ou commercial. Les hospices, quant à eux, sont toujours publics. Enfin, les services sociaux d'aide à domieile dépendent des municipalités ou du secteur associatif qui, lui-même, peut bénéficier d'aides diverses.

La prise en charge des soins montre elle aussi une grande heterogénéité et repose non pas sur une logique dépendant de l'état de santé de la personne, mais sur le statut juri-dique de l'établissement dans lequel celle-ci se trouve. Si la personne dépendante vit chez elle ou dans un foyer-logement, les soins infirmiers

et d'hygiène sont remboursés (quels que soient les maux dont souffre la personne), selon un forfait quotidien qui était en 1986 de 102 francs. Les visites de médecin et de kinésithérapeule étaut rem-

En maison de retraite avec section de cure. le forfait s'élevait à 91,50 francs, en 1986, et compre-naient les soins infirmiers, une surveillance médicale et des médications courantes. En centre de long séjour, le forfait journalier, fixé à 152 francs, inclut toutes les dépenses de soins, à l'hôpital, hormis un forfait quotidien (27 francs en 1986) payé par la personne bos-pitalisée, les soins et l'hébergement sont pris en charge par l'assurance-maladie. Les effets pervers qu'engendre une telle situation sont fort bien dénoncés par M. Jean-Claude Henrad, professeur de santé publique à l'université Paris-V.

> CHRISTIANE CHOMBEAU Lire la suite page 16

Amiens s'expose

Pendant une semaine, les habitants peuvent examiner les projets concernant leur ville

AMIENS

de notre correspondant

partir du lundi 23 septembre, une exposition itinérante doit parcourir certains quartiers d'Amiens pendant une semaine. Un chapiteau abrite maquettes et tableaux prèsentant les différents thémes et chantiers du plan triennal, le programme élaboré par les élus et une partie de la population pour définir leur ville d'ici à l'an 2000, « Ma préaccupation constante est de savoir si je suis en adequation avec mes administres. C'est pour mai une obsession », affirme M. Gilles de Robien, député-maire UDF, qui se déclare partisan d'une « démocratle participative n.

Au lendemain de son élection en 1989, lorsqu'il a réussi à remplacer un élu communiste, en place depuis 1971, M. de Robien a décide la création de six pôles de compétence (social, économique, environne-

ment, université, sport et culture), qui regroupaient des Amiénois de sensibilité très diverse. Près de mille deux cents personnes et des dizaines d'associations ont ainsi travaille ensemble pour réfléchir à l'avenir et « batir pour Amiens un projet en commun. Ils royaient la ville de la meine façon et se sont découvert une nième ambitian pour

Le résultat de la réflexion des « pôles de compétence » a permis le vote, le 21 juin 1989, d'un plan triennal d'un milliard et demi, mal-gré l'opposition des élus socialistes et communistes. Les grands axes de ce plan étaient : l'université, l'environnement, la culture et le sport. Amiens a donc vu fleurir les pre-miers chantiers. « Un coup d'accélé-rateur a alars été donné avec les ringt comités de quartier qui ont raini quatre mille persames. C'était encore un pas de plus dans la demo-cratie participative », explique le depute-maire, pour qui la pédagogie

vis-a-vis des citoyens est un devoir. MICHEL CURIE

L'ALSACE et la Lorraine disposent dorenavant d'un fichier des professionnels du spectacle et de l'audiovisuel. Cet annuaire de 370 pages comprend quelque einq cents fiches signalétiques des auteurs, musiciens, comédiens, danscurs ou chanteurs, avec quelques éléments de biographie et surtout leurs coordonnées. Il donne aussi les rétérences des principaux médias qui suivent la vie culturelle des deux regions, la liste des partenaires publics, des responsables des lieux de production et de diffusion. enfin des prestataires de services.

Cet annuaire a ete realise par l'Organisme de gestion des associa-tions culturelles d'Alsace (OAGACA, 13, rue Martin-Bucer, 67000 Strasbourg, Tél. (16) 88-75-08-271 et l'Agence culturelle technique d'Alsace (ACTA). Elle est également relayée sur minitel avec une mise à jour régulière.

RRETAGNE

Une ligne aérienne Brest-Lille

U N avion de la compagnie Flan-dre Air assure, depuis lundi 16 sep-tembre 1991, une liaison aérienne quotidienne, du lundi au vendredi, entre Brest et Lille. Une initiative qui revient à la chambre de commerce et d'industrie de Brest pour approcher la pointe de Bretagne du nord de la France, de la Belgique et du Luxembourg en évitant le goulot pansien.

L'avion décolle de Lille à 10 h 50 et atterrit à Brest-Guipavas à 12 h 30. Il repart ensuite à 13 h 30 pour arriver dans la capitale du Nord à 15 h 10. Le voyage coûte, pour un billet plein tarif aller simple, 1 589 francs, avec des possibilité de abdustion pour un principal de la contraction de la tes de réduction pouvant ramener le prix à 800 francs en vols

Le CCI de Brest estime que le seuil de rentabilité (cent cinquante passagers] devra être atteint en 1994-1995.

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Les Varoises sont de plus en plus nombreuses à travailler

U NE récente étude, réalisée à parque l'emploi féminin est en nette progression dans le département du Var. Alors que le nombre des demandeurs d'emploi progresse for-tement (15 943 chômeurs en 1975 contre 52 558 en 1990), l'emploi féminin marque une forte augmen tation on passant de 64 893 à 109 621 salariées, soit une croissance de 44,72 %, représentant 44 728 emplois.

Dans le même temps, l'emploi masculin n'évolue que de 17 691 postes. Si l'on tient compte de l'ensemble des postes de travail, la part feminine a marque une progression de 10 % en quinze ans. Par ailleurs, on note une sensible féminisation des emplois « non salariés » 35.5 % des femmes (contre 29 % il y a quinze ansi occupent des postes de chefs d'entreprise, artisans, exploitants agricoles ou ont une profession libérale.

RHONE-ALPES

Dérogation pour l'autoroute de Maurienne

L A réalisation d'une autoroute de 63,5 km dans la vallée de la Maurienne (Savoie) beneficiera d'un régime dérogatoire à la législation en vigueur. En accordant la concession de cet ouvrage, évalué à près de 5 milliards de francs, à la Société française du tunnel routier du Fréjus. M. Pierre Bérégovoy, ntinistre de l'économie et des finances, a accepté que l'Etat, par le biais de la Société des autoroutes de France, occupe une position mino-ritaire dans cet organisme régional préside par M. Pierre Dumas, séna-leur (RPR) et vice-président du conseil régional.

Ce tronçon à travers la Maurienne, dont les travaux devraient commencer à l'automne 1992 pour s'achever en 1998, est le dernier maillon d'une nouvelle liaison outoroutière transalpine. Au début de l'année prochaine, la région du Piémont (lialie) a prevu d'ouvnr l'autoroute qui, de la plate-forme du tunnel, mène directement à Turin et à l'ensemble du réseau autoroutier italien.

Ce supplément a été réalisé avec la cullaburation de Michel Delbetghe et de nos correspondants: Jacques Fortier (Strasbourg), José Lenzini (Tonlon) et Gsbriel Simon (Brest)

Le grand espoir des petites villes

E LLES sont 2 400 en Franca. Dans ces petites villes où vivent de 3 000 à 20 000 habitants et qui sont de vrais centres au cœur du tissu rural, les basoins en équipements sont énormes. Et pourtent, l'Etat répugne à les eidar. Quand elles comptent moins de 10 000 habitants, les voilà exclues de la nouvalle dotetion de solidanté urbaine (DSU), elles qui en euraient tant besoin. Alors elles s'endettent, plua encore que leurs grandes sœurs. Il leur reste le possibilité d'augmenter l'impôt local. La décision n'est jameis pleisanta, mais ici, en plus, elle n'alourdira guère la coffre-fort communel : un point supplémentaire d'impôt ne drainere que 150 000 francs dene leurs caisses quend il rapporte-rait 1 million de francs voire 2 millions si la ville était une grande... Devant ce désarroi, cet isolement, cet « enclavement » moral autent que géographique parfois, lee petites villes ont décidé de se serrer les coudes, de s'enrichir mutuellement de leur expérience et de donner de la voix ensemble. Il y avait l'Association des maires de France, grande femille œcuménique où les petites musiquea discrètes oment la partition sans toujours oser troubler le chorus des grosses métropoles, il y avait les cités touristiques, les bourgs de montagne, les communes rurales, les villes moyennes, las grandes villes, celles, peut-être, où l'on pêche et celles où l'on bace de les differents de les diffe chasse, celles où l'on dort bien et celles où l'on vit mal. Il man-quait seulement l'Association des petites villes de Frence. Le vide est comblé, depuis jenvier 1989. Les premières assises qu'elle vient de tenir à Chinon Iul

meires ou adjoints présents. Les bonnes reletions qu'il entretient avec le président-fondeteur de l'essociation, M. Mertin Melvy, meire de Figeac, et avec le maire de Chinon, M. Yves Dauge, ejoutées à cette réalité qu'un Français sur quatra vit dens une petite ville ont Ina he conduit le président de la République à rendre une visite prolongée et ettentive aux congres-

dépendantes

« La fraginentation du finance-

inent incite chaque sinanceur à réduire ses dépenses, écrit M. Hen-

rad, dans le revue informations

sociales de novembre 1990. L'assu-rance-maladie et ses twelles, minis-

tères du budget et des affaires

sociales, réduisent l'accroissement des dépenses de santé. Elles refu-

sent de payer des sommes impar-

tattes pour les soins aux persannes agées invalides, et s'efforcent de faire supporter une part des coins

par les personnes agées ou l'aide sociale. D'un autre côté, les conseils

généraux, qui déterminent les far-

faits journaliers d'hébergement dons les institutions sociales de sto-

tut public, s'effarcent de rejeter le

cout des sains des personnes severe-ment invalides sur l'hôpital, c'est-à-

dire sur l'assurance-molodie. » Les responsables d'établissement réa-

gissent de façon diverse, mais sont

tentés, quand les sommes qu'ils

peuvent obtenir des différents

financeurs se révèlent insuffi-

santes, de refuser l'admission des cas lourds, de les limiter ou de

diminuer la qualité des prestations.

De même, la personne ou sa famille peut être incitée à choisir

un etablissement non pas en fonc-

tion de ses besoins, mais des

sommes qui lui seront demandées.

« Glabalement, le système de soins

aux personnes agées dépendontes apparoit peu efficace », souligne M. Jean-Claude Henrad.

Nombreux sont ceux qui sbou-

tissent à la même conclusion.

Aujourd'hui, membres du gouver-

Saite de la page 15

L'aide aux personnes âgées

ont donné, s'il le fallait, de vén-

tables lettres de noblesse. Sur-tout, elles ont éveillé de grands

espoirs pour les quatre cents

pelé qu'il fut lui-même meire pelé qu'il fut lui-même meire «pendant vingt-deux ans » d'une ville « trop légèrement en dessous des 3 000 habitants » pour briquer l'adhésion à l'associetion, M. Mitterrand s'est longuement expliqué sur cette nécessité pour « la perite ville er la cempagne de s'épaular pour constituer ou meintenir un pays vivant », aur le conatat que « bientôt, 8 Français sur 10 seront citadins, mais que les 2 seront citadins, mais que les 2 sur 10 continueront pretiquement d'inspirer et j'ellais dire heureusement l' — les façons d'être, c'est-à-dire le type de relations humaines, »

Solidarité financière · Le chef de l'Etst eveit choisi les assises de l'Association des petitee villes de Frence pour ennoncer se demande au gou-vemement de présenter, evant le octobre, un projet de solidarité financière qui soutiendrait les petites villes et les communes telre d'Etet aux collectivités locales, M. Jeen-Pierre Sueur, présent à Chinon comme M. André Leignel, secrétaira d'Etat à l'aménagement du terri-toira qui e clôturé les assises, et comme M. Frençois Doubin, ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation, a précisé les précautions à prendre pour que ce soutien financier ne ressemble pas à un saupou-drage. La répartition des fonds d'un projet commun de dévelop-pement ou d'eménagement porté par un ensemble de com-munes ». M. Sueur a confirmé aussi l'examen a très prochainement » du projet de loi de statut de l'élu local.

De M. Febrice Millereau, maire de Beeumont-sur-Oise (Val-d'Oise), exposant les difficultés d'une « ville oubliée » Jusqu'ici par la DSU, blen qu'elle doive gérer un parc immobilier social qui représente 25 % de la popu-lation, à M. Damon, maire de La Talaudière (Loire), soucieux de savoir si les communes seront soumises à « l'obligation par le préfet de s'essocier evec d'eutres», les responaables des petites villes peuvent désormais se sentir un peu moins seuls.

CHARLES VIAL

D ÉBAT

Pour une écologie de la communication

par Jean-Pierre Raffarin

Le forum de la communication et des institutions des collectivités locales et des établissements publics, CAP'COM, qui a lieu du mercredi 25 au vendredi 27 septembre à Valence, doit permettra aux responsables de ce secteur d'évoquer la nouvelle législation sur le communication politique. La loi du 15 janvier 1980, en application depuis quel-ques semaines, modifie en effet les pratiques des conseils généraux et des conseils régionaux lorsqu'ils s'adressent eu public (le Monde deté 8 et 9 septembre). En prélude aux débats M. Jean-Pierre Raffarin, président de la région Poitou-Charentes, donne son point de vue.

L est sans doute trop tôt aujourd'hui pour évaluer les conséquences de la loi du 15 janvier 1990 sur la communication des collectivités. Je risque un pronostic : cette loi sera positive. En effet, on e pu constater ces dernières années quelques excès en matière de communication publique. Excès quantitatif et déficit qualitatif. Au niveau des moyens, il n'est pas raisonnable que la communication d'une collectivité dépasse un senil de l'ordre de I % de son budget. Sur le plan qualitatif, certaines n'ont pas su dépasser le stade de l'autosatisfaction et n'out pas compris que, comme pour l'entreprise, la communication est, et est seulement, un outil de management.

Ainsi la communication est avant tout stratégique pour créer, mobiliser mais aussi fédérer.

Contre l'esprit de féodalité qui peut, à tort, amener des élus à s'enfermer dans les frontières municipales, départeatlantique» est un thème fédérateur qui dépasse chacun

Avec la communication moderne, les collectivités doivent trouver des causes qui les dépassent. Naturellement, une vision archaïque de la communication conduit à la démarche inverse, celle du nombrilisme et de l'esprit féo-

En dégageant la communication publique de l'échéance électorale, je crois que des progrès sont ainsi possibles. Le plafonnement des dépenses électorales est également une bonne chose. Nous allons peut-être ainsi assister à un déclin de l'image et du look au profit de l'idée et du mot.

L'homme politique à la fois acteur et auteur

En effet, la «surcommunication» a conduit à donner une place trop grande à la publicité par rapport aux autres formes d'expression. L'image e banalise Γidée. Nous com-mençons à assister au retour du mot. L'homme politique doit ainsi è la fois être acteur et outeur. Le comm va peut-être retrouver son média privilégié : l'individu.

Le fait associatif peut en tirer profit. Notamment l'association spontanée, celle qui se crée pour une cause concrète (opposition à un tracé d'autoroute, défense d'une école ou promotion d'un projet local...). Avec moins de moyens, il faudra aussi être plus créatif

pour utiliser cette source d'énergie qu'est la communica-

En maîtrisant son énergie, en évitant ses pollutions (affichages sauvages, excès de papiers...), en développant l'authenticité locale; la communication politique entre dans une nouvelle ère, celle de l'écologie de la communication.

mentales ou régionales, la communication peut être un 🕨 Jean-Pierre Raffarin est député européen et élément d'ouverture. Ainsi pour les gens de l'Ouest «l'anc président de la région Poitou-Charentes.

BLOC-NOTES

Tel: 76-60-38-75

Dessins d'humour à

Saint-Just-le-Martel: - La

AGENDA

D Forum des maires. - Le Forum des maires, né il y a un an à le suite de le signature d'un eppel contre l'Intolérance par les maires , da douze des plus grandes villes françaises, organise le 28 septembra au château de Vizille dens l'isère une journée sur le thème « Cité-diversité ». Les travaux doivent eborder les... questions de la décentralisation et de l'intégration, ou évoquer des thèmes comme « De la collectivité à le communauté » et « Les

Secrétariat d'organisation : 7, rue Fantin-Latour, BP 1096.

commune de Saint-Just-le-Martel (Haute-Vienne) organise du samedi, 21 eu dimanche 29 septembre: pour la dixième année consécutive. le Salon International du dessin d'humour. Cette petité ville des environs de Limoges e mis sur pied, avec l'appui de la région et du département einsi que du_ -ministère de la culture, une manifestation out rétinit des . dessinateurs du monde entier. ► Mairie de Saint-Just-le-Martel, B7590, Tel: 55-09-20-19. D L'avenir des chartes s. – Le cons régional de Bourgogne organise eudi 3 et vendredi 4 octobre à Dijon un colloque national sur les

cas de dépendance et va de 2 500 francs à 7 000 francs. Alors que l'allocation Boulard. serait financee par un fonds natio-nal de la dépendance, qui déléguerail oux départements des enveloppes, elles-même gérées par une commission spéciale, le commission Schopflin s'orienterait vers un partage du financement entre les différents acteurs habituels evec une gestion placée sous la respon-sabilité des départements L'Assemblée des présidents de

conseils généraux, consultée par les commissions, commence à peser les evantages et les inconvénients des formules proposées sans vou-loir pourtant se leisser enfermer dans ces deux logiques. Elle devra assez vite faire connaître son opi nion. Dans un document de traveil qui n'engage que lui, M. Laurent Seailles, conseiller pour le secteur Enfance et famille auprès des pré-sidents de conseils généraux, livre son analyse et ses critiques. Selon lui, la mission Boulerd prevoit un dispositif large avec la creation du fonds national de le dépendance (qui réunit les financeurs actuels mais bénéficie de nouveaux financements et distribue des enveloppes départementales) et fait reposer l'équilibre financier non pas sur les départements, mais sur l'Etat. Il craint à la fois une déres-ponsabilisation des différents acteurs el une remise en cause des lois de décentralisation evec une reprise de pouvoir de l'Etat sur la politique de soutien aux personnes

Les propositions Schopflin s'ins-criraient, selon M. Seailles, dens « la logique des blocs de compétences qui a préside lors de la décentralisation ». Il estime, entre autres, qu'elles posent le principe de la responsabilité exclusive du département dans la grande dépendance, et s'en réjouit. Il souligne toutefois : « Les risques de prolon-ger les incohèrences des politiques de financement du maintien o domicile existent, si ne sont pas prévus une harmonisation de la léxislation et des mécanismes de

Le débat sur le prise en charge de la grande dépendance ne fait que commencer

3)

CHRISTIANE CHOMBEAU

chartes intercommunales. Diverses expériences seront présentées par des élus locaux, des présidents et des animateurs de chartes, ainsi

► Hötel de la région, 17, houle de la Trémoille, 21035 Dijon D Un scénario de l'inacceptable pour l'ile-de-Franca? – Le trente-buitième congrès ries

économies régionales, qui aura lieu à Tours jeudi. 10 et recoredi 11 octobre, à l'initiative du Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERI?), aura pour thème un sujet particulièrement d'actualité «Peris-lie-de-France/régions : vers le scénario de l'inacceptable?» de l'Etat, des collectivités territoriales et des grandes

sociétés, comme la SNCF, sera présentée à cette occasion. CNERP_fédération des comités d'expension, 219, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél.: 42-22-35-29. D Directeurs et attachés. - Le Syndicat national des directeurs et attachés territoriaux doit tenir son

deuxième congrès à Caen, les 15 et 16 novembre. Il évoquera les questions statutaires liées à ce cadre d'emploi, qui compte seize mille agents. Les débats porteront aussi sur le problème de la mobilité entre les fonctions publiquee et sur leur ouverture aux cadres du secteur privé.

Nomination

D M. Gildas Guenver nouveau secrétaire général à Angoulême - M. Gildas Guenver a succédé à M. Pierre Phénix, qui e pris sa retraite, comme secrétaire général de maine à Angoulême (Charente) depuis le 1 eoût.

[M. Guenver, né à Carhaix (Finistère), le 12 septembre 1949, était, depuis 1983, directeur des services financiers, infustrials et commerciaux de la communauté urbaine de Brest. communauté urbaine de Grest.
Augaravant, il occupait le poste de secrétaire générat de la ville de Relecq-Kerhuon [Finistère]. Licencié d'histoire, il a suivi le centre de préparation aux carrières administrative de l'université de Bretagne occidentale, ainsi que le cycle de management territorial de Fontainebleau [7] promotinn]. M. Guenver a administrates municipalités dirigées par des étus communiste, 'UDF, sans étupuette et socialiste, avant de rejoindre M. Georges te, avant de rejoindre M. Georges Thrvanes (CDS).

PUBLICATION

Progiciels. - La direction générale des collectivités locales vient de faire peraître l'édition 1991 du Catalogue des progiciels destinés eux communes, S'adressant aux élus et aux fonctionnaires locaux concernés par l'informatique des collectivités, cet ouvrage présente 670 progiciels, regroupés par grandes fonctions finances, gestion du personnel, bureautique, services aux administrés, services techniques... > 453 pages, 240 francs. Le Docs memation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07

nement et clus locaux sont d'accord pour réexaminer le prise en charge des personnes àgées dépendantes. Deux rapports proposent des pistes de réflexion. L'un, rendu public au mois de juillet (le Monde du 6 juillet), émane de la commission des affaires culturelles familiales et sociales de l'Assemblée nationale; l'eutre, encore en chenlier mais largement connu, est élaboré par le commissariet général

Le premier, appelé rapport Boulard (car présenté par le député socialiste Jean-Claude Boulard), suggère, entre autres, des améliorations des conditions de prise en charge médicale; un nouveau mode de financement de cette emélioration : la créetion d'une allocation autonomie et dépendance et une plus grande égalité dans les prises en charge de l'entretien courant.

L'amélioration des conditions de prise en charge médicale des per-sonnes âgées dépendantes au titre de l'assurance-meladie pourrait etre obtenue, selon les députés, en occroissant l'offre des services et des lieux de vie médicalisés; en décloisonnant le sanitaire et le social: par reexamen des forfeits soins qui seraient modules en fonction du degré de dépendance de le personne et identique pour tous les établissements; en augmentant les forfeits soins dont le montant n'a pas été réétudié depuis longtemps et en précisant le contenu du for-fait.

Le financement de cette amélio-ration de ls prise en charge médicale pourreit, toujours selon les rédacteurs de ce rapport, s'appuyer sur un redéploiement d'une part des depenses de psychiatrie, sur l'évolution d'un certain nombre de lits de médecine ou de chirurgie qui, dens le public ou le privé, conneissent un taux d'occupation feible: et. d'antre part, sur un ajuslement du taux de cotisation maladie des retraités, avec un relèvement el une refonte de ces taux en

Pour assurer une meilleure prise en cherge des dépenses, la commission propose de creer une allocation outonomie et dépendance, qui serait versée ou titre de le solidarité à tous ceux qui ne peuvent pas faire face au coût de la dépendance, et quel que soit l'endroit où ils vivent. Cette allocation rempla-

l'aide ménagère. Elle varierait entre 500 francs et 5 000 francs el serait soumise à un plafond de res-sources. Elle serait et l'ribuée par une commission departementale qui réunirait les financeurs, les représentants des associations gestionneires des services et équipements, des gérietres, des medecins ct représentants d'associations et des familles. Si la commission ne désire pas que cette nouvelle allocation soit soumise à l'obligation alimentaire (remboursée par la

cerait l'allocation compensatrice et

succession (heritage). Le financement de l'allocation nutonomie et dépendance serait assuré par un fonds alimenté par les contributions actuelles du département, de le Caisse netionole et des régimes complèmentaires à l'aide ménagère, mais aussi par une part de la contribution sociale genéralisée (CSG), dont le taux devrait être relevé.

femille), elle s'est prononcée en

feveur d'une récupération sur le

Une meilleure égalité dans le prise en cherge de l'entretien courent pourrait être obtenue en revoyant le mode d'attribution de l'ellocation-logement, ainsi que celui des réductions d'impôts ou d'exonération sociale.

Le rôle des conseils généraux

Le document du commissariat enéral du Plan, appelé rapport Schopflin, comporte beaucoup de points communs avec le précédent. Il propose lui aussi, par exemple, d'eugmenter le nombre de lits médicalisés, ainsi que le niveau des forfaits soins, ou de créer une nouvelle allocation. Mais, si le rapport Boulerd envisage un système global de prise en charge de le dépen-dance, le rapport Schopflin tente de définir les conditions de la prise en charge en fonction de l'incapacité à réaliser certains scres élémentaires de la vie quotidienne. Les divergences portent aussi sur la couverture et le montant de l'allocation. La première (allocation Boulard) couvre les dépenses d'aide ménagère et verie de 500 francs à 5000 francs, la seconde ne couvre les dépenses d'aide ménagère que dans certains

1. Vivilia. 2. – 20. š

. . .

 $\nabla v \cdot \nabla v = \nabla v^* \nabla$

11 mg 1 mg 1 mg 1 mg 1

Terminate distribute

100

71 x 22

14

 $\forall \, p_{\tau'},$

1000

40.7

بيائزيت وزر. م

半线 强

34 Tz

. . . <u>. . .</u>

100

200

7 -

F 6

144.19

1100

Des propriétaires de la station méditerranéenne exigent des promoteurs le respect de la loi

MONTPELLIER de notre correspondant

U 5 aout au 18 septembre, M. Jacques Mertin, un administrateur de biens, e observé une grève de la faim dans sa maison des Ollières, en Haute-Savoie, pour demander «l'opplication de lo loi» dans la station belnéaire du Cap-d'Agde (Héranit) où il e scheté une villa dans la résidence du Golf en 1985. Par ce moyen extrême, il e souhaité dénoncer la « violation répètée du cahier des chorges règlementant lo construction de lo station », et demander « réparation pour tous les propriétaires lésés ». Le cahier des charges dites « norticulières » en charges dites « porticulières », en cause dans cette affaire, était un document complémentaire d'un cahier des charges général fixant les servitudes de construction lors de la création de la station. Le cahier des cherges généroles avoit été approuve par le ministre de la construction en 1965. Le cahier des charges particulières l'avait été par le préfet avant d'être publié. Selon la jurisprudence admise par le Conseil d'Etat, et plusieurs études juridiques réalisées à la demende de M. Martin comme des différentes municipalités d'Agde, cela suffit à lui conférer aussi un caractère réglementaire,

Cc cahier des charges devait contraindre les promoteurs à réserver, dans l'enceiote de chaque lot constructible, 7 % de la surfece pour y realiser des équipements col-lectifs de loisirs (piscines, teonis, espaces verts.). C'est cette disposition qui n'a pas été respectée, ni dans la résidence de M. Martin, qui poursnit depuis cioq ans, avec sa copropriété, la Sopra (promoteur toulousain), oi dans la plus grande partie du parc immobilier collectif du Cap-d'Agde. Ce sont ainsi des miliers de propriétaires qui om été privés de biens collectifs auxquels es cahiers des charges leur don-

L'absence d'enquête publique

Si cette situation a pris naissance en 1969, date du début des travaux de la station, elle o est toujours pas éclaircie aujourd'bui. Avant la décentralisation, la direction dépar tementale de l'équipement (DDE) délivrait souvent des permis de construire non conformes à un cahier des charges pourtant réglementaire. Après 1984, la municipalité a tout simplement pris le relais, alors que les cahiers des ebarges avaient été, cooformément anx directives du code de l'urbanisme, intégrés au plan d'occupation des sols (POS) de la commune.

Les élus ont bien voulu se débarrasser de certaines des obligations de ces cahiers, mais, pour cela, il aurait alors fallu modifier le POS lni-même. Et, dans ce cas, le code de l'urbanisme prévoit une enquête publique. Or toutes les tentatives de correction se sont faites en dehors de cette instance. Le 23 novembre 1987, le conseil municipal présidé par l'ancien maire RPR, M. Pierre Leroy-Beaulieu, prenait une simple délibération supprimant l'obligation de réserver des équipements collectifs dans la station. Deux ans plus tard, le 20 septembre 1989, l'aetuel maire socialiste, M. Régis Passericax, renouvelait l'erreur. Il s'eutorisait lui aussi, par une seule délibération, à modifier les cahiers des charges, avant de mettre en chantier une nouvelle résidence, Le mail de Rochelongue.

Vingt ans après sa naissance, au regard des textes, la station phare de la côte languedocienne est done toujours fâcbée avec le code de l'urbanisme. Son cahier des charges reste applicable, même s'il a toujours été ignoré. « On se demonde si on n'o pas deux POS , s'interroge même nu proche du maire actuel. La situation ne devrait pas être régularisée avant plusieurs mois lorsqu'un nouveau POS viendra gommer, par une voie normale cette fois-ci, la fameuse obligation des 7 %. Mais ce POS n'en est encore qu'an stade de la préparation et aucune date n'a encore été fixée pour l'enquête publique.

Politique de l'autruche

En attendant, personne ne vent reconnaître l'évidence. Celle de l'ebsence d'espaces de loisirs réglementaires dans une bonne partie de la station. Les promoteurs s'abritent derrière leurs permis de construire légaux. La mairie d'Agde invoque un problème d'e interprétotion de lo jurispru-dence » pour rejeter le notion d'e infraction au POS ». La direction départementale de l'équipement considère que les litiges nés du non-respect du cahier des charges relevent du a droit privé ». Le sous-préfet de Béziers, M. Charles Meunier, affirme pour sa part que « dans l'exercice du contrôle de la legalité sur les décisions de la ville d'Agde et de la SEBLI [société d'économie mixte chargée de l'aménagement de la station et du contrôle de l'application du cahler des charges] il n'a rien décelé qui justifie à ce jour de les soumetire à lo censure du tribunal administro-

Cette politique de l'autruche appelle cepeodaot one hypothèse. Ouvrir les yeux sur des infractions au POS serait reconnaître la néces-silé d'une réparation, la loi dans un Etat de droit se devant d'être appliquée. Or d'une part l'écheveau des responsabilités peut s'avérer très emmēlė (promoteurs, municipalitės tecte en chef, SEBLI, DDE, préfecture) et ces responsabilités de différentes natures. Mais se pose aussi la question de la forme d'une éventuelle réparation. Comme il n'est plus possible, dans la plupart des résidences, de matérialiser ces « espaces collectifs de loisirs », réparer le préjudice ne pourrait se traduire que par des indemnités ver-

sées aux propriétaires lésés. C'est pourquoi ebaenn garde aujourd'hui le silence, et les yeux rivés sur la cour d'appel de Nîmes où la plainte de M. Martin, après un séjour long de six mois entre la chambre criminelle de la Cour de cassation et le ebambre d'eccusation, est désormais instruite par Me Elisabeth Vieux, Chacun attend également une décision du tribunal administratif saisi par le même M. Martin sur la légalité des délibérations modifient les cahiers des charges. Pour le reste, élus et autorités préfectorales s'en remettent leconiquement aux «juridictions compétentes ». dans l'ettente d'une éventuelle réunion.

JACQUES MONIN

La RATP réhabilite la station de métro

Une nouvelle organisation du service doit permettre aux agents de sortir de leur guichet pour aller à la rencontre des usagers. Expérience sur deux lignes

L faut remonter à 1972 pour comprendre la décadence du metro parisien, non dans sa technique, mais plutôt à travers l'embiance d'insécurité et de saleté qui s'y est installée. Cette année-là, grâce à l'introduction du péage autograce à l'introduction du péage auto-matique, la RATP a commencé à supprimer 2 500 emplois. La belle ordonnance de la station de métro s'en est allée avec son ehef à cas-quette trônant dans son bureau, sur le quai, les vendeurs, les agents qui donnaient le signal de la fermeture des portes des trains et les pomçon-neurs. Autométric se cour de hale neurs. Aujourd'hui, ce coup de balai modernisateur a réduit à deux agents les effectifs dans les deux tiers des

M. Christian Blanc, PDG de la RATP, juge que e'est vers 1980 que s'est située l'erreur de la Régie. « Pous compenser lo déshumanization du mêtro qui résultait de la raréfaction des agents, on o voulu y metre de l'animation commerçante et musi-cale, façon 1968. Ce faisant, on o fait descendre dans les souterrains toute une population marginale et déviante. Un phénomène de spirale o amplifié la délinquance naissante sur laquelle personne no réfléchi. Nous ne

mattrisions plus rien. Dans ce monde devenu menacant les agents se sont sentis de moins en moins à l'aise. Ils se sont repliés sur la vente de titres de transport et sur l'application du règlement, en se barricadant derrière leur guichet pour o'avoir pas à affronter des situations sur lesquelles ils estimaient n'avoir pas prise. Ils ont fermé les yeux sur les fraudeurs qui ont pris l'habitude de sauter les barrières pour n'avoir pas à payer. La démora-lisation a résulté de ce laisser-aller, d'autant que la carrière en station n'evait pas d'avenir statuaire et que les locaux souterrains étaient plutôt misérables. Chaque année, 10 % du personnel demandait sa mutation dans des fonctions plus reluisantes, ce qui est une proportion énorme à la RATP.

Comme dans une PME

En bout de chaîne, le voyageur ne pouvait pas ne pas pâtir de cette dégradation. Il en a rendu en partie responsable un persoonel qu'il ne voyait jamais sur les quais et qui ne faisait pes toujours preuve d'aménité derrière l'hygiaphone.

« Nous allions vers une sorte de suicide collectif. constate M. Robert Juog, directeur du département métro. Nous évoluions vers la généra-lisation du distributeur de billets automatique et des services de sécurité. » La machine plus le chien policier...

La nouvelle organisation sur laquelle la RATP travaillait depuis plusieurs années est expérimentée, depuis le printemps dernier, sur les lignes de métro numéro 4 (Orléans-Clignancourt) et 11 (Châtelet-Les Lias) et a été officiellement inaugurée vendredi 20 septembre. Son prin-cipe de base consiste à découper la ligne en secteurs d'une dizaine de stations dont la petite taille (une cin-quantaine de personnes) permet une gestion bumaine comme dans une PME.

Dans chaque station, un animateur s'efforce de donner une âme en orientant le personnel, selon les besoins, vers la vente derrière le gui-chet, s'il y a affluence pour les cartes orange, ou vers le patrouille dans les couloirs et sur les quais pour y régler un incident ou réparer un distribu-teur de billets. Ces egents mobiles sont équipés d'une radio qui leur permet de communiquer avec un opérateur. Celui-ci dispose d'une bat-



terie d'écrans vidéo pour surveiller capitale. Pour que les agents adhéles couloirs grâce à des caméras et d'un contact par interphone avec les usagers. Il connaît en permanence la position des trains et peut informer le public de retards éventuels soit par baut-parleur, soit par des écrans fumineux qui remplacent le bon vieux tableau noir. Partout, des distributeurs automatiques de billets et de carres orange ont été installés de facon que le voyageur ait le choix entre la machine et le guichet.

Dans ebaque secteur, une station accueille une agence commerciale habilitée à vendre des titres de transport spéciaux (carre intégrale annuelle, Paris Visit, Formule 1) qu'on ne pouvait, auparavant, acheter que dans un ou deux points de la sions et à la saleté, alors que ces

rent à une réforme dont le succès dépendra de leur mobilisation, la direction n'a pas lésiné sur les moyens, même si les effeculs sont demeurés constants. Le personnel des lignes pilotes a été le premier à porter le nouvel uniforme. De nouvelles perspectives de carrière ont été ouvertes pour ceux qui acceptaient de devenir « pilotes », «opérateurs », etc. Enfin, les locaux ont été rénovés et, pour la première fois, on a installé des mini-cuisines et une cafeteria, ce qui agrémente singulièrement le vie en sous-sol!

Le plus difficile sera de faire adopter par le personnel le juste comportement face à la fraude, aux agres-

problèmes le dépassent largement. « Son rôle est d'assurer une prevention, en occupant le territoire, explique M. Pierre Veil, responsable des stations. Les cambrioleurs peneirent moins dans une maison lorsque celle-ci est habitée. Nous essayons de faire comprendre oux agents qu'ils sont concernés si une personne fraude ou jette des détritus par terre. A eux ou jene des deurals par terre, à eux d'agir, en douceur, pour personader d'acheter un billet ou de ne pas sahr les quais. Nous leur demandons de ne tomber ni dans l'héroisme ni dans l'irresponsabilité, mais de se compor-ter comme les vendeuses des grands magasins qui manifestent leur vigi-lance par un « puis-je vous aider? » à la jois accueillant et dissuasif. »

Meteor

La RATP experimentera ce nou veau service en station pendant plu-sieurs mois, afin de remedier aux inévitables ratés. On peut prédire que ceux-ci se produiront notamment dans le domaine de l'informa-tion du voyageur, Par exemple, du 12 au 19 septembre, les usagers de la ligne 4, pourtant promue expérimen-tale, ont constaté un entassement du à la raréfaction des rames. Le téléaffichage signalait sculement qu'il fallait compter quatre ou cinq minutes entre chaque rame, ce qui n'a pas satisfait les passagers pressés comme harenes en caque. Pour calmer ceux-ci, il aurait suffi que le personnel de la station se serve de son beau matériel tout neuf de communication pour faire savoir que la réparation d'une panne électrique sérieuse perturberait le trafie pendant une semaine.

Si la réforme est concluante, la RATP consacrera, au total, I milliard de franes à l'étendre à l'ensemble de son réseau d'ici à 1995. La ligne de métro sans pilote Metcor profitera, à partir de sa mise en ser-vice en 1996, du demier cri de cette organisation pour symboliser vraiment le renouveau du mêtro aussi bien au point de vue social qu'au point de vue technique.

AT AIN FALLIAS



l'écoute de ses ieunes. Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle. Tout naturellement.

il a rencontré le Crédit Foncier.

La réalisation d'une salle de spectacle était un projet ambitieux et nécessaire pour la Commune. Le Conseil connaissait les compétences du Credit Foncier et ses interventions dans le financement dea investissements collectifs. Il savait que, depuis 1860, beaucoup de Communea evaient assuré leur développement avec son soutien. Il appréciait l'expérience, le dynamisme et la capacité d'écoute des hommes du Crédit Foncier. Pour lui, c'était un vrai partenaire dea Communes, dea Départements et dea Régions. C'est pourquoi Monsieur le Maire a rencontré le Crédit Foncier. Tout naturellement.



En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Tick'art à Lyon

A l'occasion de la Biennale d'ort contemparain les horodateurs de la ville délivrent des fiches de stationnement illustrées

il est possible de visitar. jusqu'au 13 octobre, la première Biennale d'art conremporain décentralisée. Ou, plus eim-plement, de étationner dans le centre-ville, où lea horodateurs délivrent, en guise da tickets, pendant cette manifestation, des

« tick arts » de Gérard Collin-Auparavant, cer artiste utilisait plus volontiers de feux distributeurs de timbres - et exclusive-ment dens les musées et les . galeries - pour diffuser, en carneta, des imagaa d'objets de collection ou d'ecteurs de le ecène artistique française. La aociéré Lyon Pare Auto lui e parmia d'ettemdre le grand public en inondant les rues de

OUR rencontrer l'art à Lyon, 450 000 couvres uniques. Sur chacune, au vareo dea informatione qui garantissent cette cuniché » en l'horodetent, on découvre une photographie frag-mentaire d'un chef-d'œuvre du Musée des beaux-arts de Lyon. l'Ascension du Christ du Pérugin.

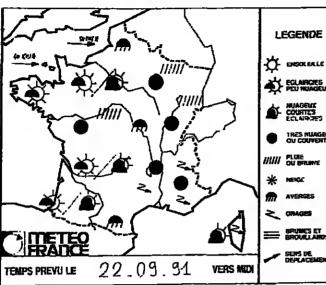
Un jeu de puzzle est ainei proposé aux automobilistes : douze détails différanta, sur douze tickets, permettent de reconeti-tuer le tableau. Et les « collectionneurs professionnels a peuvent seperer une plus-valua finencière, movennant un investissament de cent fois le prix du ticket, a'ils demandent à l'artiste de poinconner leurs initieles sur l'ensemble.

Qui gegne le plus à cette opération? Le musée lyonnais, qui

espère eccueillir un plus grend nombre de vieiraura intéressés par l'Ascension du Christ? Ou le galarie villeurbannaisa Georgee Verney-Carron, qui expose d'eutres œuvrea mi-conceptuelles mi-ludiquea (dont des pagea du Monde coloriées) de Gérard Collin-Thiébaut? Le eociéré Lyon Perc Auto, pour sa part, compte sur las tiek arts pour préparer sa clientèle à un autre choc ertisti-que : les prochaine perkings qu'elle doit mattre an servica eeront egrémentés d'œuvres résolumant conremporeines. Douze projeta ont été demendés à dea ertietes de renommée

internationale, de Buren à Dan

Flavin en pesaent par Joseph Kosuth et François Morellet.



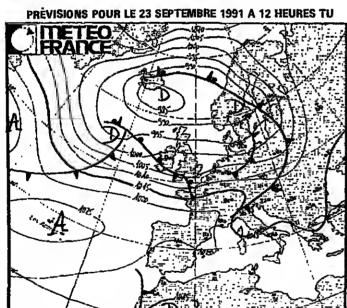
SITUATION LE 21 SEPTEMBRE 1991 A 0 HEURE TU

Lundi : une journée plutôt belle. -Cette première journée d'eutamne débutera souvent avec un ciel gris, bas et avec des brouillards.

Mels II faudra établic une distinction entre les régions du Nord-Ouest, du Nord, le Bassin parisien, ou cette grisaille persistera, avec même quelques plules taibles, et le reste de la France. où le soleil percera et où l'apès-midi

Les températures du matin seroni comprises entre 12 degrés et 15 degrés, pouvant atteindre 18 degrés près de la Méditerranée. Celles de l'après-midi seront moins

homogènes : le thermomètre atteindra seulement 19 degrés à 22 degrés sur le Nord-Ouest et le Nord, mels 21 degrés à 25 degrés sur le reste de le moltié nord et 24 degrés à 28 degrés plus eu sud.



TEMPÉRATURE Valeurs ex le 20-9-1991 à 18 heures	rêmes relevées en	tre		le	pe obs 21-9-9	
FRANCE AJACCIO 27 15 BLARRITZ 28 19 BORDEAUX 29 19 BOURCES 26 14 BREST 24 14 CAEN 21 19 CHERBOURG 19 3 CLEEMONT-FER 21 14 DUON 27 14 CRENOBLE 29 16 LILLE 20 6 LIMOGES 26 16 LYON 27 18 MARSEILLE 27 19 NANCY 25 10 NANTES 27 15 NICE 26 27 PAU 28 18 PERPIGNAN 25 20 RENNES 26 14 ST-ETIENNE 27 15 STRASBOURG 23 11	N POINTE-A-PIT	26 32 ANGER 34 19 26 27 25 27 29 20 20 20 21 20 21 31 32 32 32 32 32 32 32 32 32 32 32 32 32	21 C X 22 A A 16 C 8 17 7 8 D P D D D D D D D D D D D D D D D D D	MEXICO MILAN MONTRÉA MOSCOUL. NAIROGI NAIROGI NAIROGI NEW YOR OSLO PÁLMA DE PÉKIN RIO-BEJAN ROME SYDNEY TOKYO TÜNIS YARSOVIE YARSOVIE	OURG. 22 32 32 52 52 54 54 54 54 54 54 54 54 54 54 54 54 54	16 C 17 D
A B C ciel couve	D ciei dégage nu	N ciel rageux	O	P	T lempête	# neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour le Frence : haura légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi, Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ☐ Film à éviter : = On peut voir : = Ne pae manquer ; = = Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 21 septembre

TF 1

20.45 Variétés : Succès fous. 22.35 Téléfilm : La Belle et l'hélico.

0.10 Megazine : Formule sport. Moto : le Bol d'Or sur le circuit Paul Ricard; Le Décastar de Talenca; Rugby: présen-tation du groupe 3; Football: championnat de France.

A 2

20.45 Magazine: La Nuit des héros.

1.10 Journal et Météo.

22.25 Magazine : Double jeu Invité : Smain. Variétés : Paul Young, Sapho, Henry Lewis, Boy George.

23.25 Série : Euroflics. Rapt à Paris. 23.50 Concert: Paris-Moscou.

le concert pour les haros. 0.20 Journal et Météo. FR 3

19.00 Le 19-20 de l'Information. De 19,12 à 18.35, le iournal de la région. De 20.00 è 0.00 La Sept

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : lan Fleming ou les Mémoires d'un escion. 22.15 Megazine ;

Quelle horreur l 22.40 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : La Brigade enti-monstres (Monster Squad). Film américain de Fred Dekker (1887).

0.20 Cinéma : Mort d'un soldat. 🔳 Film eustralien de Philippe Mnra (1985).

LA 5

20.40 Journal des courses. 20.50 Téléfilm : Les Roses rougesde la revanche. 23.40 Journal de le nuit.

23.50 Série: Freddy, le cauchemar de vos nuits.

0.40 Megazine : Intégral

M 6

20.35 Téléfilm : Les Pom-Pom Girls de Los Angeles.

22,15 Téléfilm : La Secte de la lumiére.

23,50 Six minutes d'informa-

LA SEPT

20.55 ▶ Documentaire : Et la vie.

22.30 Le Courrier des téléspectateurs.

22.35 Soir 3. 22.55 ▶ Documentaire : Salsa

opus 1. 23,45 Cinéma d'animetion

Dimanche 22 septembre

TF 1

20.45 Cinéma : Le Retour ~ de l'inspecteur Harry. Film américain de Clint Eastwood (1983). Avec Clint Eastwood, Sondra Locke, Pat

22.45 Magazine: Cine dimanche.

22.50 Cinéme : Le Corde. ... Film américain d'Altred Hit-chcock (1948). Avec James Stewert, John Dall, Ferley 0.15 Megazine : Télévitrine.

0.40 Journel et Météo.

A 2

20.45 Série : Heute tension. Une jeune fille traumatisée. 22.25 Magazine:

Bouillon de culture Invité: Petrice Chéreau 23.45 Documentaire : Demiers Fer West.

0.45 Journal et Météo.

FR 3

20.40 Cirque : Ringling Bross and Bamum'e **Bailey Circus.**

22.00 Magazine : La Divan. Invité : Louis Féraud. 22.25 Journal et Météo.

22,40 Histoire de voir. Delmaet at Durandelle 22.45 Cinéma : Casanova,

un adolescent á Venisa. ■■■ Film italien de Luigi Comencini (1969). Avec Leonard Whiting, Maria Grazia Buccella, Lionel Stander (v.o.).

0.45 Musique: Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.25 Magazine: L'Equipe du dimanche.

20.30 Cinėma : Daddy nostalgie. ■ Film frençais de 8ertrend Tevernier (1890). Avec Dirk Bogarde, Jane Sirkin, Odette

22.10 Flash d'informations. 22.20 L'Equipe du dimanche. Football : Boxe : Football 1.20 Cinèma : Merie des Isles. 17 Film franco-italien de Georges Combret (1959). Avec 8elinde Lee, Alain Seury. Avec

Magali Noël.

LA 5

20.40 Journal des courses. 20.50 Clnéma :

Le Lectrice. Film français de Michel Deville (1988). Avec Minu Miou, Christien Ruché, Sylvie Laporte. 22.35 Magazine: Reporters.

Le KGB voit rouge; Gretus Genn; Le demler jour de... Jimi Hendrix; Que som-ils devenus?; Kim Phunk.

23.30 Magazine: Top chrono. Les meilleurs moments du Grand Prix du Portugal.

0.20 Journal de la nuit. 0.30 Le Club du télé-achat. 0.50 Concert.

Cancerta pour violon el orchestre de Mendelssohn. par l'Ensemble instrumenta de France.

M 6

20.30 Magazine : Sport 6. 20.40 Téléfilm : (1º partie). Sa sœur jun

22.20 Informations: M 6 express.

22.25 Capital.

22.35 Cinéma:

Caligula et Messaline. = Film franco-italien d'Anthony Pass (1981). Avec Vladimir Brajovic, Betty Ruland, Anto-nio Passalia.

0.20 Six minutes d'informa-

LA SEPT

20.25 La Courrier des téléspectateurs. 20.30 Cinéma:

Film français d'Alain Regnais (1888).22.10 Court métrage : Le Chant du styrene.

I Want to Go Home. ■

D'Alain Resnais. 22.30 Cinéma : Le Jardin des délices. 💵 Film espagnol de Carlos Saura (1970).

0.00 Court métraga: Les Désastres de la querre.

CARNET DU Monde

Naissances

e la joie de faire part de la naissance de son petit frère

Clément

le 20 août 1991, à Avalion (Yonne),

Françoise et Fabrice FOURNIER.

- Verrières-le-Buisson

Balthazar, Noé, Hélène et Nicolas CEMELI, nns la joie de faire part de la caissance

<u>Mariages</u>

- M. et M= Michel KEBOUCHI, M. et M= Allsons KEBOUCHI oot la joie de faire part du mariage de

Christian et Samia, le 21 septembre 1991.

> <u>Décès</u> « Il était la force et la constance. »

M= Roger Bernard.

son épouse, M. Michel Bernard et sa fille, M. et M= Jean-Pierre Bernard

ct leurs enfants, M. et Mar Alain Bernard M. et Me Dominique Bernard

M. et Mª Eric Bernard et leurs enfants. ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger BERNARD.

cappelé à Dieu le 20 septembre 1991 dans sa quatre-vingt-septième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 24 septembre 1991, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomp-tion, Paris-16; elle sera suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Rémyles-Chevreuse (Yvelines).

- Le docteur Monlque Tisné-M. Hervé Camus,

Mathieu et Martin, M. Emmanuel Pertusier,
M. et M™ François Pertusier,
M. et M™ Philippe Frohlich,
Anne, Stanislas et Charlotte.

M. et M. Max Pertusier-Vincent, Grégoire et Raphaëlle, Et toute la famille, ont le grande douleur de fuire part du décès brutal, surveno le 17 septembre 1991, de

> François CAMUS, décorateur,

leur époux, père, beau-père et grand-

La messe des obsèques sera célébrée le mardi 24 septembre, à 10 h 30, eo l'église Saiot-Etienne-du-Mout, place du Panthéon, Paris-5.

Le présent avis tient lieu de faire-

15, rue de l'Estrapade, 75005 Paris. 38, rue de Bourgogne, 75007 Paris.

M

 Bernard Kroutchtein,
 Sa familie,
 Et ses amis,

Nathan Bernard KROUTCHTEIN, dit Dranber.

ont la douleur de faire part du décès de

survenu le 18 septembre 1991.

L'inhumation aura lieu eu cimetière de Sceaux, 174, rue Houdau, le mardi 24 septembre, à 15 b 45.

27, rue des Aulnes, 92330 Sceaux.

M= Roland de MARGERIE,

- On nous prie d'annoncer le décès

rappeice à Dicu, munie des sacrements de l'Eglise, à Peris, le 15 septembre 1991.

Du R.P. Bertrand de Margerie, S.J., De l'ambassadeur et M~ Emmanuel de Margerie, De M= Diane de Margerie,

s enians. De M. et M≈ Gilles de Margerie. De M. et M. Olivier Meslay.
Du prince et de la princesse Fabrizio
Pignatelli della Leonessa.
De M. Lacticia Fernandez.
De M. Ramon Fernandez.

ses petits-enfants. De ses arrière-petits-enfants, Et du comte et de la comtesse ses beau-frère et belle-sœur

L'enterrement a en lieu dans la plus stricte intimité familiale eo l'église de Beaumont-en-Aoge (Celvados), le

Un service à sa mémnire, ainsi qu'à

celle de son époux, M. Roland de MARGERIE, ambassadeur de France,

dàcédé en juillet 1990, gura lieu à Paris, en l'église Saint-Germain-des-Prés, le vendredi 4 octobre, à 17 b 45.

- La société MCE Guétan-Noirot a le regret de faire part du décès de

M. Jean VAN HOOREBEKE;

survenu le 19 septembre 1991, à l'âge de soixante ans. à soo domieile, 37, route de Pierrelaye, Bessancourt

La cérémonie aura lieu le 23 septem-bre, à 13 h 45, au funérarium des Joneberolles, 95, evenue Marcel-Sembat, Villetaneuse (Seine-Saint-Denis). Suivant le désir du défunt, oi fleurs

Pensez à loi...

Remerciements

M. Andre Lantier, Et toute la famille, très touchés des marques de sympathis que vous leur avez témoignées lors du décès de

JUVIN-LAUTIER, snrvenu le 5 septembre 1991, vous

MT Anne Marie

expriment leurs sincères remercle-

23

773 X .

Fee Say

1. Carlotte

The production of the

Allegan St. Allegan St.

Margarithm

Section 1

Dr ±977, . . .

E***

Tree.

State of the latest

₹9.5

· ***** . .

gerier in

.

- Sofia. Paris.

Il y e deux aos, lo 23 septembre 1989, cous quittait

M. Storau KRISTEV. Sa famille

Et ses amis euront une fidèle pensée pour lui. - il y a quatre ans, le 21 septembre 1987.

M. Nissim STRUGO

était enlevé à l'affection des siens.

Son épouse Et ses enfants,

demendent à ceux qui l'ont connn et aime d'avoir nne pensée pour bii.

Communications diverses - Les ingénieurs scientifiques de France vous prient de bien voulois bonorer de votre présence lenr confé-rence-débat sur : « La chimie en microgravité », qui aura lieu le mardi 24 septembre 1991, de 17 h 30 à 19 heures, à l'ESPCI, 10, rue Vauquelin, Paris-5.



هكذا س الأصل

HALL 表 按 🌞

2.500

.

4. 9. 356.5

42:04

-12 A 18 4.75 - 15 - 1 -1 3 4.24 100 ---1-1-4 E 17.77.00 1-70-4-2

一次人士 (4)

2.47

Ta -

- 4.4 W

1946

James 1

17 mg Targhani on the same 100 and 27 24 1981 P. 1880 B 71.11.11 A. 54 4.6414 J

Machinella (M.)

to the fit was to 405 A 14547 4 والمناوس والمناوسة خيدوه والتهاورة 4 (4) THE was took. 20 3 * iz #

2 12 50 20 egy migrating of ---Track Section 1000

la Europeens hostiles dans le centre des

> 1.155 DING 200 TO 200 To Later the Control

Retraites

• Le Monde • Dimanche 22 - Lundi 23 septembre 1991 19

en modèle réduit

Le patronat et les syndicats du

particulièrement révélatrice des

difficultés auxquelles risque de

se heurter la nécessaire mise en

Souffrant d'une pyramide des

années 70, les banques - qui

disposent de leurs propres

caisses autonomes - vont . connaître de très sérieux

Vendredi 20 septembre, les

sont donc retrouvés pour se

prononcer sur un relevé de

Celui-ci reconnaît que le taux

devrait « dans une perspective

trois », pour que l'équilibre soit

moyen de cotisation (17 %)

économique stable » être

≰multiplié par deux, voire

maintenu aux alentours de

nécessité de constituer des

réserves et de calculer la .

pension non plus à partir du

salaire de fin de carrière, mais

sur la rémunération moveme

Pour l'instant, seule la CFTC e

des trois dernières années.

l'intention d'y souscrire, La

philosophia générale du texte,

mais souhaite la suppression

d'un paragraphe précisant que

le régime des banques devra se

caler sur une éventuelle réforme

de l'assurancevielllesse de la

Sécurité sociale. Les autres syndicats (CGT, FO et SNB-CGC) our refuse rout net.

L'AFB, qui a eu le mérite de

lancer la négociation, ira-t-elle

jusqu'au bout de se logique ou

situation? Quant aux syndicats,

accusés de pratiquer la politique

reproche ne leur sera peut-être

diffuse au plan national, l'acuité

du problème risque pourtant de

se manifester sans tarder dans

Les régimes complémentaires

auxquels la profession souhaite

intégration sera possible. Enfin,

certains régimes indépendants

de l'ARRCO et de l'AGIRC,

adhérer pour atténuer ses

connaître à quel coût cette

sont directement menacés,

comme celui de la Société

de réserves financières.

marseillaise de crédit, qui ne

En tout état de cause, cette

Livre blanc sur les retraites.

dispose que de quelques mois

négociation en modèle réduit na

laisse rien présager de bon pour

gouvernement dans la foulée du

JEAN-MICHEL NORMAND

la concertation engagée par le

difficultés, feront bientôt

les benques.

ils courent le risque d'être

de l'autriche, même sì ce

adressé que dans quelques

années... Ressentie de facon

CFDT est d'accord sur la

2020. Il admet aussi la

française des banques (AFB) se

conclusions rédigé en commun.

syndicats et l'Association

problèmes dans les prochaines

secteur bancaire fournissent

actuellement une illustration

œuvre d'une réforme des

systèmes de retraite.

ages déformée par les

embauches massives des

auprès du gouvernement sud-afri-cain et de l'ANC de Nelson Man-

dela; ensuite, par son poids économique, l'Afrique du Sud joue,

selon M. Strauss-Kahn, un rôle clé

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué de l'industrie et du commerce extérieur, e entamé une visite de quatre jours en Afrique du Sud, jusqu'au 23 septembre. Paris entend renouer le dialogue avec Pretoria sur le terrain de l'économie. Mais l'embargo français ne sera levé qu'à l'issue de la conférence tripartite.

PRETORIA

de notre envoyé spécial

Quelles relations la France peutelle renouer avec un régime dont elle a sévérement condamné la politique d'apartheid et qui repré-sentait, l'an dernier, 0,3 % seule-ment de ses éebanges commer-ciaux? En envoyant à Pretoria son ministre délégué de l'industrie et du commerce extérieur, M. Domi-nique Strauss-Kabn, accompagné d'une forte délégation d'hommes d'affaires, Paris a elairement annoncé son intention : e'est sur le terrain de l'économie que le dialogue entre les deux pays est en passe d'être rétabli.

La partie sud-africaine aurait probablement sonbaité que la France dépêche son ministre des affaires étrangères, comme l'ont fait d'autres Etats récemment réconciliés avec Pretoria. De même qu'on aurait aimé au pays de l'apartheid finissant voir l'aris lever l'embargo spécifique qu'il maintient sur ses importations de charbon en provenance d'Afrique du Sud. Mais, de part et d'autre, nul ne veut considérer cette res-triction comme un point de hlocage dans la reprise des relations.

Au plan économique, l'embargo charbonnier n'entame en rien les débouchés sud-africains et les dirigeants de Pretoria le savent bien. La mesure prise en 1985 par le gouvernement Fabius n'a de valeur que politique et symbolique. « Elle permet de continuer à faire pres-sion jusqu'au moment où le proces-sus de l'émocratisation engage sera entré dans sa phase finale, a expli-que plusieurs fois M. Stranss-Kahn. Quand une conférence multipartite sera en place et fonction-nera, il conviendra de lever l'em-bargo». Une échéance qui pourrait intervenir d'ici à la fin de l'année.

Un appareil de production obsolète

Il reste que l'Afrique dn Sud a souffert des sanctions technologi-ques et financières de la communauté internationale et aussi des banques privées. La eroissance, négative en 1990 (-1 %), sera mulle cette année. L'appareil de production est souvent obsolète, et nom-bre de sociétés décapitalisées malgré la levée de l'interdiction sur les investissements étrangers.

Le chômage touche au moins 13.5 % des actifs et 40 % de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté; l'inflation aggravée par la structure monopo-liste des grands conglomérats qui bride la concurrence - est de l'ordre de 15 %. Et ce pays aspire à un rattrapage social en faveur des classes noires, impératif que l'état de santé de l'économie sud-africaine ne permet guère d'envisager dans l'immédiat.

Pour le ministre de l'industrie, la France a plusieurs arguments à faire valoir dans l'amorce d'un partenariat nouveau face aux posi-tions allemnade et britaanique

déjà fortement anerées. En premier lieu, l'intransigeance de Paris contre l'apartheid est de nature à renforcer désormais son erédit

> dans le développement de l'ensemble du continent noir. A travers leurs initiatives de rapprochement nvec différents pays sub-sahariens (le Togo, la Côte-d'Ivoire, le Maroc, le Zafre), les antorités de Pretoria ont découvert combien la présence de la France (sinon sa puissance...) était forte. « Vous êtes le pays économiquement le plus important d'Afrique; nous sommes le pays historiquement le plus important en Afrique», a ainsi déclaré le minis-

> > Un client potentiel du TGV et d'Airbus

tre de l'industrie.

Le réchauffement Paris-Pretoria repose encore cependant sur une base étroite. La France continue de veiller au bon déroulement des réformes politiques, tout en s'interrogeant sur le véritable programme économique de l'ANC. M. Strauss-Kahn s'est employé à défendre certains dossiers industriels dans le domaine des télécommunications, du pétrole et des mines. L'Afrique dn Sud est un elient potentiel du TGV et d'Airbns. Les entreprises françaises devraient renforcer leur poids à travers de futurs programmes de logements sociaux,

Mais la seule mesure concrète du voyage ministériel devrait porter sur l'accord prévu entre le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) et le groupe GENCOR, l'un des principanx conglomérats miniers d'Afrique du Sud. GENMIN, filiale de GEN-

de francs) dans une société commune avec le BRGM pour l'ex-ploitation de la mine d'or de Salsigne (Hérault). Le BRGM cédera aussi 45 % de ses intérêts miniers à GENCOR dans un gisement découvert en Guyane, la Montagne-Tortue. Pour le reste, certaines sociétés françaises comme Bonygues, Spie-Batignolles, Alcatel ou Total devraient accroître leurs positions en Afrique du Sud, ACCOR et la Société générale ayant décidé depuis pen d'y inves-

Devant les industriels français de la chambre de commerce et d'industrie d'Afrique du Sud, M. Strauss-Kahn s'est engagé à favoriser l'accès des entreprises tricolores à ce marché jusqu'ici peu onvert. La France négocie un accord de protection des investissements visant, en particulier, à éviter la double imposition des firmes. Les PME seront éligihles à une procédure d'aide à l'investissement en capital. Diverses actions seront aussi menées dans le domaine de l'assurance-protection la promotion de la technologie française, la participation à des salons et, surtout, dans la mise sur pied de structures de formation pour les cadres sud-africains.

M. Strauss-Kahn a reconnu le caractère « largement insuffisant » de pareilles initiatives. Elles le resteront, en tout état de cause, aussi longtemps que ce pays n'aura pas comblé son principal bandicap : l'éducation des jeunes. Un domaine où la France n'est pas en pointe : le hudget de la coopéra-tion culturelle, seientifique et technique est de 12 millions de francs par an pour l'Afrique du Sud, contre 30 millions de francs au Mozambique et 42 millions de francs en Namibie...

ERIC FOTTORINO

L'homme d'affaires breton à l'assaut d'un grand magasin

M. François Pinault met la pression sur le Printemps

dence? Le jour même où la famille Maus, actionnaire principal du groupe Printemps avec 42 % du capital et 56 % des droits de vote, se donnait de l'oxygène en rééchelonnant une partie des deties de Bergner and Co, sa filiale américaine, on apprenait que M. François Pinault avait déposé il y a quelques jours une offre de reprise globale du groupe

مكذا من الاصل

L'industriel du bois se refuse, pour le moment, à confirmer l'in-formation, donnée vendredi 20 septembre par Libération et la Tribune de l'Expansion. Reste que différentes sources hancaires proches du dossier confirment la réalité de cette offre.

La divulgation de la proposition Pinault fait en tout cas le jeu de l'industriel hreton, qui s'est tou-jours montré, par le passé, pressé de eonclure. Elle coupe l'herbe sous le pied aux autres préteo-dants à la reprise (entre autres le gronpe allemand de distribution Metro). Elle soumet surtout la famille Maus à fortes pressions.

> Eviter de trancher dans l'urgence

La nouvelle, rendue publique, renforce au sein du elan familial les voix encore très minoritaires débarrasser de l'intégralité des par-ticipations détenues dans le groupe français de grands magasins pour éponger les 900 millions de dollars de dettes de Bergner and Co, place sous la protection de la loi sur les faillites (le célèbre chapitre 11) au mois d'août dernier (le Monde du 28 août).

Les négociations menées par la famille Maus avec différents étahlissements bancaires – dont Le Crédit lyonnais – pour lui permet-tre de rééchelonner une partie des engagements de Bergner et d'hono-rer ses garanties ont abouti cette semaine. Le répit financier que

Est-ce vraiment une coinci- s'est efforce d'obtenir le groupe suisse n'avait qu'un hut : lui éviter d'avoir à traneher dans l'urgence et de céder dans la précipitation ses intérêts dans le groupe Printemps, l'une de ses plus belles participations. Difficile de dire, dans ces conditions comment les Maus ces conditions, comment les Maus réagiront à la proposition Pinault.

L'offre en tout eas témoigne d'un reel sens politique. Globale, «tricolore», elle peut s'attirer les faveurs du management comme des actionnaires français du Prin-temps qui ont à plusieurs reprises déclaré leur opposition à toute vel-léité de dépeçage.

Le prix proposé par M. Pinault se situerait autour de 7 milliards de francs. Ni plus ni moins que l'estimation communément admise par les milieux financiers. Mais une somme importante pour l'homme d'affaires heton, dont le groupe est déjà fortement endetté (ses engagements représentent, selon les analystes sinanciers, une fois et demi son actif net), après des acquisitions en rafale, dont celle de Conforana au mois de mai dernier. Les marchés crai-gnant une réaction classique de fuite en avant ont d'ailleurs pluiôt vivement réagi à la nouvelle, le titre Pinault enregistrant une chute marquée lors de la séance du

Une OPA (offre publique d'achat) sur deux tiers du capital du Printemps reviendrait su bas mot à 4,5 milliards de francs. Son coût pourrait être amorti par une opération désormais classique de fusion-absorption avec Conforama, acquis pour la même somme. Ainsi donc, sans mettre un centime supplémentaire, le patron du groupe Pinault pourrait mettre la main sur un ensemble rentable (le groupe Printemps dégage un béné-fice de 503 millions de francs pour 24 milliards de chiffre d'af-faires), doté de 2 milliards de francs de trésorerie et d'un patrimoine immobilier non négligeable.

CAROLINE MONNOT

Aux Etats-Unis

Salomon Brothers reconnaît de nouvelles irrégularités

Salomon Brothers, première firme de courtage new-yorkaise, au centre depuis plus d'un mois d'un scandale sur les adjudications de bons dn Trésor américain (le Monde du 13 août) a recounu, dans un bref communiqué publié le 20 septembre, deux nouvelles irrégularités, déconvertes après consultation de documents du gon-vernement que la société ne déte-nait pas initialement.

Salomon précise que ces deux violations consistaient, comme les cinq précédentes déjà dévoilées, en l'utilisation, à leur insu, de noms de clients de la firme, pour des somnissions à des adjudications de bons du Trésor. Un marché de 2 200 milliards de dollars, sur lequel les courtiers de premier rang (« primory dealers »), dont fait partie Salomon, ne doivent pas prendre plus de 35 % lors de chaque adjudication sous peine de

Salomon souligne que les personnes déjà impliquées dans le scandale, et qui ont démissionné de la firme, portent la responsabi-lité des nonvelles irrégularités découvertes. Enfin, le communiqué indique que d'autres malversations similaires devraient être prochai-

Le Japon spécule

sur une baisse des taux

Les pressions des marchés finan-

ciers et des industriels japonais se

renforcent pour réclamer à la Ban-

que centrale une baisse des taux d'intérêt. « J'espère que les autori-

tés monétaires vont considérer que

la baisse des taux est le moyen de

raviver l'économie », a déclaré

M. Eilehi Nakao, ministre du

Ces demandes s'appuient sur les

dernières statistiques qui montrent

que le ralentissement de la crois-

sance au Japon s'est accentué au

deuxième trimestre, avec nne pro-

gression de +0,5 %, la plus faible depuis deux ans. Sur un semestre,

ln moyenne, en rythme annuel,

Selun les prévisions faites jus-

qu'à présent, l'économie nipponne

devrait dépasser les 4 % de erois

sance cette année (de mars 1991

à mars 1992), avec un léger ralen-

tissement l'an prochain.

s'établit à + 2 %.

commerce et de l'industrie.

La deuxième banque de Floride sous contrôle des autorités fédérales

Les autorités fédérales américaines ont pris le 19 septembre le contrôle de la Southeast Banking Corp., deuxième banque de Floride, devenue insolvable. Fondé il y a quatre-vingt-huit ans, cet éta-blissement a enregistré près de 500 millions de dollars de pertes (environ 3 milliards de francs) au cours des deux dernières années, essentiellement dans le secteur immobi-

La prise de contrôle va coûter 350 millions de dollars à la Federai Deposit Insnrance Corp. (FDIC), agence fédérale de garan-tie des dépôts bancaires, qui res-tructure les banques en difficultés. Les 8 milliards de dollars d'actifs et la totalité des prêts douteux de la Southeast, ainsi que ses deux cent vingt-quatre 224 succursales, scront repris pour 700 millions de dollars par la First Union Corp., seizième banque américaine, basée à Charlotte (Caroline du Nord).

Cette nouvelle opération de sauvetage va ponctionner de nouvean les fonds de la FDIC, déjà jugés insuffisants (4,5 milliards de dol-lars au 30 juin), alors que d'autres faillites bancaires sont attendues dans les prochains mois.

Recevant les syndicats

Le délégué général pour l'armement annonce des suppressions d'emplois dans les arsenaux

plusieurs syndicats du seeteur public, le délégné général pour l'armement, M. Yves Sillard, leur selon la CGT, les livraisons totalia annoncé, mercredi 18 septembre. des réductions prévisibles d'effec-tifs, notamment au sein du groupe GIAT-Industries, dans les usines de Roanne et de Tarbes associées à la production du char Leclere.

Selon la CGT et la CFDT, un nouveau plan de huit cents départs volontaires, sur un effectif de plus de quatorze mille personnes, a été jugé nécessaire, ainsi que la suppression des sous-traitances et des intérimaires.

Des mouvements sociaux imminents

Les syndicats - la CFE-CGC a aussi été reçue - ont averti M. Sil-lard de l'imminence de mouvements sociaux dans les ateliers pour protester contre leur « brade-

Selon la CGT et la CFDT, qui ont donné une version identique des propos du délégué général pour l'armement, les livraisons de chars Leclerc devraient s'élever à quatre exemplaires en 1992, treize

Recevant les représentants de en 1993, dix-sept en 1994, trenteseraient soixante-quatre chars entre 1993 et 1995, alors que les prévisions mentionnaient cent vingt-deux.

> Pour les constructions navales M. Sillard a affirmé, de source syndicale, que le huitième sousmarin nucléaire d'attaque (lancetorpilles) ne scrait pas construit, tandis que serait arrêtée la construction du septième.

Le chantier du sous-marin nucléaire lance-missiles stratégique de la nouvelle génération, le Triomphant, en cours de montage à Cherbourg, serait ralenti. Enfin, programme de construction des bâtiments antimines océaniques (BAMO) est abandonné.

Les syndicats ont rapporté que le délégué général pour l'armement avait reconnu que la sous-traitance à l'arsenal de Cherbourg pourrait être supprimée et que l'arsenal de Brest, aprés la construction en cours du porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle, aurait des probièmes de plan de charge.

Un sondage publié par la CEE

Les Européens hostiles à la voiture dans le centre des villes

Un sondage commandé par la Commission européenne et l'Union ies bus, les tramways et les métros, internationale des transports publica (UIIP) et réalisé par des instituts transports publics qu'à 67 %. La Cammission enropeante et l'union internationale des transports publica (UITP) et réalisé par des instituts de sondages nationaux en avril dernier, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes dans chaque pays de la Communauté, fait apparaître la défiance des Euro-péens à l'égard de l'usage de la voi-ture individuelle dans le cour des

Les personnes interrogées jugent à 59 % la circulation urbaine difficilement supportable, les Italiens étant les plus traumanisés avec 84 % de réponses houtiles à l'automobile et

France fait partie des pays les moins invorables avec 76 % de réponses positives.

Mais les Européens sont contradictores, car, s'ils se plaignent de la voiture en centre-ville, ils l'utilisent majoritairement : 65 % préfèrent l'emprunter contre 20 % qui choisis-sent les transport en commun, car ceux-ci sont jugés peu commodes (38 %) ou trop leuts (27 %).

Enfin, il se confirme que les réponses hostiles à l'automobile et les réponses hostiles à l'automobile et les Durois les moins affectés avec seulement 27 %. La France se sinue dans la moyenne avec 51 %.

84 % des Enropéens déclarent souhniter une priorité aux transports en commun. Là enoure, ou constate des disparités importantes,

L'Inde reçoit une aide de 6.7 milliards de dollars

Un groupe de pays donateurs s'est engagé à accorder à l'Inde une aide de 6,7 milliards de dol-lars (38 milliards de francs) en 1991-1992, afin de lui permettre de faire face à ses difficultés transitoires, a annoncé vendredi à Paris M. S. P. Shukla, secrétaire d'Etat indlen aux finances, à l'is-sue d'une réunion de deux jours du consortium d'aide à l'Inde, organisée à Paris.

Cette aide, en hausse de 6 % par rapport aux engagements pris par les donateurs en 1990, comprend notamment 2,3 milliards de fonds à déhoursement accéléré. L'inde engage des réformes structurelles de lihéralisation de son économie et devrait voir en conséquence sa balance des paiements se dégrader. Le Japon, premier donateur à l'Inde devant l'Allemagne et le Royaume-Uni, s'est engagé à faire face à sout besoin financier exceptionnel après la mise en œuvre d'un erèdit stand-by par le Fonds monétaire international. – (AFP.)

EN BREF

□ Allemagne : le recul des immatriculations en août souligne le fléebisaement ennioneturel. - Nouvean signe du fléchissement de la conjoneture en Allemagne : les immatriculations de voitures ont plongé en août par rapport au mois précédent, totalisant 165 086 unités contre 484 907 en juillet soit un recul de 69,6 %. Juillet avait été un mois exceptionnel à cause de la suppression programmée pour le 1e août de l'avantage fiscal lié aux voitures équipées de pot catalytique. Mais par rapport au mois d'août de l'an dernier, le nombre des immatriculations est en repli de près de 40 %. Après la forte croissance au premier semestre, l'évolution du produit national hrut (PNB) ouest-allemand « se couvre de sombres nuages » en caison notamment de la hausse des coûts de production et du ralentissement prévisible de la consommation dû à la hausse des impôts, selon le patronat allemand.

□ Les hanques proposent 1,1 milliard de dollars à Alger. — Les principales banques françaises et étrangères créditrices de l'Algérie, réunie à huit dans un consortium, sont tombées d'accord pour soumettre à Alger un projet de reli-nancement d'un montant d'environ I, I milliard de dollars, a annoncé vendredi 20 septembre le Crédit lyonnais. Les banques attendent une réponse d'Alger pour la semaine prochaine

□ Signature d'un accord de collaboration entre Jessi et Sematech. - Les responsables des deux grands programmes de recherche européen et américain, Jessi (Joint European Submicron Silicon) et Sematech (Semi Conductor Manufactoring Technology), ont signé un accord de coopé-ration qui les lie dans le domaine des microprocesseurs de nouvelle génération, a annoncé vendredi 20 septembre la direction de Jessi, à Munich. La réalisation de cet accord permet à IBM Europe d'entrer dans le pro-

.

Service Service Services

se,•=====

· - , -

14

grandes valaurs

L'été e'est achevé

da la place, a franchi à daux reprisee, jeudi 19 et vandredi 20 septembre, son plus heut nivaau da l'annéa. Comme la semaina précédente, il s'est même offert le luxe d'etteindre un nouveeu sommal juata à la veille du week-end en culminant à 1885,49. Toutefoie, paradoxalement, ce plue haut de l'année, encore loin du record ebsolu (2 129,32) établi le 20 evril 1990, a été obtenu eu cours d'une eéence terne, à l'imaga das eutres journéee de catte dernière eemeine du terme boursier de septembre. Laa séencee furent pour le moins moroses (+ 0.11 % lundi, + 0.01 % mardi, - 0.48 % marcredi, + 0.59 % jeudi et + 0,27 % vendredi).

Le mois boursier de septembre, echevé, vendredi effiche un bilen positif (+ 3,65 %), ce qui porte depuis le début de l'année à six le nombre de liquidetions gagnenias (février + 11,21 %. mars + 3,49 %, evril + 0,85 %, mai + 2,63 %, eoût + 2,84 %), contre trois perdantee (jenvier - 4,35 %, juin - 1,11 % - juillat - 1,38 %). Ainsi, depuis le début l'ennée, les veleurs frençaises ee sont einsi eppréciées de 24.2 %.

L'enthousiasma n'est toujours pas da misa, at ca n'est ni le projet de budget 1992, jugé «peu embitieux», ni les mesures

Banques, assurances,

par le premier ministre, Mª Edith Cresson, qui stimulent les intervenente. Lee nouvallas venues d'outre-Atlantique eont toujours contradictoires. La publication d'una anquête da la Réearva fédérala montrant la caractèra inégal de la remontée de l'activité américaina a conforté lea gestionnairee sur la mollesee de le reprise dana ce paye. Au même moment, l'annonce d'une emplification du déficit commercial aménicain en juillet semble montrer eu contraire un nouvel eppétit des consommateurs. Et ce d'eutant plus que ce déficit - le plus élevé dapuis jenviar - aat lergamant conetitué per dee importatione d'automobilee, de vêtements et d'autres produits de consommation courante.

Dans ces conditione, les anelystee restant prudente dene leurs prévisione. Si, d'un point de vue technique, l'indice CAC 40 evoleine la berre des 1 900 points, selon M. Bruno Le Chevellier, da chez DLP James Capel, le marché devrait tester ce cap, « meie un franchissamant significatif et durabla de ce niveau nous peraît prémeturé, voire dangereux s. Sentiment voiein chaz Indosuaz. Dene leur revue Parspectivas de septambre, les analystes jugent la valorisation du merché, correcte etant en termes historiques que par rapport aux obligations », et ela remontée ettendue des bénéfices en 1992», ce qui «apporte des soutiens fondementeux eu marché. Son porentiel de hausse est cependant limité par la fragi-

des marchés américains et

de baisse des taux longs ».

La cebinet d'études Associée an finances, qui fait le synthèse des analyses de dix-sept bureaux d'études de la place, relève parmi las faits marquenta l'arrêi das révisions à la baisse des bénéfices par action 1991, «mais I faut souligner le fait que l'activité de révision est encore restée faible ce mois-ci. Les résultats du mois prochain seront donc plus révéleteurs. » Sur un échentillon da cant trenta-cinq valeurs, le taux de croissance à court terme des bénéfices (1990-1991) s'établit à 2,3 %, et le PER (price earning ratio, c'est-à-dira le rapport entre la cours d'une action et son bénéfice) e'établit à 12,2.

Toniours la CSEE et Le Printemps

Le feuilleton de la CSEE aura une fois encore dominé l'actualité evec non seulement une hausse appréciebla das cours, qui ont culminé à 210 francs alors que le prix proposé pour l'OPA est de 150 france, mais aussi une saisie de la cour d'appel de Paris contre une décision du Conseil des Soureee da valaurs (CSV), La ecciété Quedrel, initietrice de l'OPA, avait demendé eu CBV d'obliger l'itelien Finmeccanice, autre actionnaire important de la CSEE, de lancer une offre d'achat ou de retrait. L'organisme chargé du règlement de le Bourse refusait cette proposition, arguant du fait qua Finmeccanica n'avait paa 33 % du capital de cette entreprise. Aussi Quadral a-t-il décidé d'interjeter eppel. En attendant,

construction mécanique

20-9-91 4 . Diff.

luch."

- 10 -- 11 + 88

- 2t inch. - 4,80

Diff.

57

- 10 + 113

376,10

1 570

874 565 327

20-9-91

528

512

414 +

598 328,20 381,60

Métallurgie,

Dassault Aviation

De Dietrich

Valco (1)

Mentel-Alsthom

Intertechnique

Media-Geria

Scal... Avion

Logrand

Ciénérale des caux.

l.yon. des eaux Matra.....

swa-CSF (I)...

Matériel électrique

sur le marché, la société Quadre

est bloquée, puisqu'elle ne peut ramasser les titres qu'au cours proposé pour eon OPA, c'est-àdire 150 francs. Si elle en achète na fût-ce qu'un seul à un prix supérieur, ella est obligée d'aligner son offre sur le prix du titre

La marché set ectuellement dominé per Finmeccanica, qui a été eutorieé per les pouvoirs publics français à franchir la barre das 20 % pour ellar à 33 %. D'ores et déjà, la firme italienne e affirmé qu'elle n'irait pas au-delà. L'autra fauillaton de l'été, la

cession éventuelle de la participation détenue par la famille Maus dans La Printemps, e connu un nouvaau rabondiesement. Le groupe Pineult aurait déposé une offre de reprise globele de le chaîne de magasins. Rien de tel pour faire grimper, vendredi, les cours du Printemps et baisser le titre Pinault. A l'inverse, la veille, le groupe suisse Maus, en annoncent evoir trouvé la concoure nécessaire pour renflouer la filiale eméricaine du groupe, provoquait une vive belsee des coure du Printemos. Pour les opérateurs. cette solution écartait toute éventualité de vente de la chaîne de grands magasins. Ces nouvelles rumeurs de ceesion en fin de semaina aont-elles destinées à forcer la mein des Maus et à diviser cette femille qui, officiellament, jusqu'à ce jour, n'e jamais dit vouloir se désengager? A l'inverse, c'aet ausai un excellent moyen pour l'éventuel vendeur d'ouvrir les enchères.

DOMINIQUE GALLOIS

Pétroles

sociétés d'investissement			
	20-9-91	Diff.	
AGF	503 958	- 19 - 22	
Red Lapupement	119,20 520	- 1,80 - 8	
Cetelem	818 175,90	- 7 - 4,40	
CFF CFI Chargeurs	1 130 318 891	- 40 - 6 - 24	
CPREurafrance	283,10 1 575	- 11.90 - 5	
GAN Locindus	1 970 752	- 124 - 18	
Midland Bank Paribas Schneider	73 447,10 750	- 0,90 - 0,90 - 2	
Société générale Sovae	458 764	- 3.60 - 7	
Sucz (C+ fin.) UNP	340 521	- 9,10 - 16	

Alimentation

	20-9-91	Diff.
Beghin-Say	619	- 8 - 85
Bongrain	2 325	
BSN	950	+ 2
Carrefour	2039	- 3
Casino G., Per	154,30	+ 8,30
Euromarché	4 2 40	- 10
Guyenne-Gase	1.322	- 18
LVMH	4115	+ 17
Olipar	210	- 2.50
Pernod-Ricard	1 250	+ 13
Promodés	2 469	+ 19
Saigt-Louis	1443	- 21
Source Permer	1 366	+ 13
North	32 140	- 540

Bâtiment, travaux publics

	20-9-9[Diff.
Auxil. d'entr	1 001 610	- 14
Rouygues Ciments francats		inch.
G [M	423	+ 18
Immob. Phenry J. Lefebyre	180,10 835	+ t,30 + 20
Lafarge-Coppée	383,50	+ 13,40
PolietSGE-SB	457,10 258,10	- 2,90
-3746-75		,00

Filatures, textiles magasins

	20-9-91	Diff.
Agache (Fin.)	L 140	+ 10
aHV	760	÷ 20
Damart	2 156	- 44
DMC	330	- I
Gal, Lafayette	I 555	- 69
Nouvelle Galerie	540	- 14
Printemps	884	l- I
La Redoute	4 560	- 20
SCO.1	28,70	- 30

Mines, caoutchouc

	20-9-91	Γ	Diff.
Géophysique	802 273,10 86,70 126,50 54,50	+	37 5.90 3,30 3,30 1,30
R [Z	1,66	+	1,30

	10:0:41	Diff.
BP-France	131	- 3
ELF- Aquitaine	_402	+ 6,90
Esso	660	Inch.
Primaga2	515	~ 7
Sogerap	360	~ 15
Total	878	- 21
Ewon	341,20	+ 2,70
Petrofina	1 810	- 31
Royal Dutch	465,80	- 5,60

Valeurs diverses

	20-9-91	Diff.
AccorAir liquide	832 688 2 320 751 360	+ 22 13 28 10 5
CGIP	1 070 452 337	- 63 - 21,90 - 2
EuroDisney	139,90 1 02 1 51,05	
Groupe Cité	542 189,20 505 310,10	- 31 - 3,70 - 17 - 9,90
Navigation mixte Nord-Est L'Dréal	1 275 110,10 651	+ 75 - 8,90 + 18
Saint-Gobain	492 977 240 769	+ 12,90 11 4,90 + 29

11) Compon de 6 F.

MATIF

Notionnel 10 %. -- Cotation en pourcentage du 20 esptembre 1991 Numbre de contrats : 91 206

COURS		ÉCHÉ	ANCES	
	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Premier	106,46	106,62	106,58	-
+ haut	106,74	106.88	106,74	-
+ bas	106,46	106,60	106,58	_
Decaler	106,68	106,80	t D6,74	
Compensation	106,68	106,80	106,78	106,98

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) Cours du vendredi au jeur 13-9-91 16-9-91 [7-9-91 2 430 878 3 786 072 2 788 665 2 171 009 2 788 338 RM. Comptant 8 727 378 6 733 952 R. et obl. 593 237 102 736 154 131 80 929 162 551 12 828 276 | 11 260 992 | 9 676 748 | 7 630 803 | 8 988 958

Françaises . Étrangères .	122,4 115,1	122,3 114,5	122,5	121,9 115,2	122,2
	INDI	CES CAC	du lundi au ve	indredi)	
	16-9-91	17-9-91	18-9-91	19-9-91	20-9-91
	(ba	se 100, 28 d	lécembre 19	90)	
Général	493,3	496,6	495,3	493,1	495,2
	(ba	se 1 000, 31	décembre 19	187)	

CAC 40 | 1 878,26 | 1 878,42 | 1 869,41 | 1 880,36 | 1 885,49

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

Produits chimiques

ast a	20-9-91	, Dit
Inst. Merieud	4 170 ·	+ 11
Roussel-Uclas	1949 .	40 8
Synthelabo	~-930	- 25
BASF	855	- 10
Bayer	987	+
Hoccist	830	inc
Imp. Chemie.	129,50	- 3
Norsk Hydro	· t59	- 2

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HERDOMADAIRES

Valeurs	Haese %	. Valours	Barine %
Plast. Ones. Réary et ass. Casino. CTIM Exic. Majorette. Navig. misste. Pockerey int. CUM-E. Michelia B. Avenir HM. Lafinge. Loften. Legrand. Fractied.	+ 79 + 55 + 54 + 44 + 44 + 44 + 44 + 44 + 44	Prekinny CIP	-10,3 - 9,2 - 6,9 - 5,9 - 5,5 - 5,4 - 4,8 - 4,8 - 4,5 - 4,5

MARCHÉ LIBRE DE L'OR				
	Cours 13-9-91	Cours 20-9-91		
Or fin fidio en berret	63 700	84 900		
~ (fello un dirgot)	63 900	86 100		
Pièce française (20 fr.)	369	376		
· Fièce française (10 fc.)	360	NC		
Pièce seisse (20 tr.)	378	382		
Place latine (20 fr.)	360	· 366		
o Pièce tanisferne (20 fr.) .	360	380		
Source	470	472		
Sourerein Elzsbeth II	475	480		
· Derri-souverals	380	395		
Proce de 20 dollars	2 085	2 t20		

250 562,50 2 360 430 379 255 581,21 2 410 RC 388 255

hebdomedaire supp	idenentaire,		•
VALEURS LE TRAIT	PLUS AC ÉES AU RI		
	Nore de titres	Val. en cap. (F)	
Alcatel Alsth ELF-Aquitaine		802 290 629 668 457 071	
LYMH	139 545 842 964	569885499 471506128	•
Accor	529 892 456 501	434 694 838 430 132 057	
Panbas act. A Fotal cat. 8	665 290 885 331 403 821	412614649 389368717 357578479	
Suez (Comp.) Eurot. S.A-PLC	1019140	351 132 399 331 244 780	
Eaux (Gén.) Laf, Coppée	1.29 240 839 431	322 187 132 318 199 441	
Air Liquide	412 409	300 959 478	

NEW-YORK

Reprise technique

Préoccupée per la faiblesse persistante de la reprise économique, Wall Street a toutefois été soutenue cette semaine per dcs fecteurs d'ordre technique.

des valeurs vedettes e ciòturé, ven-dredi 20 septembre, à 3 019,23, en hausse de 33,54 ponots par rapport à la clòture du vendredi précédent, soit uo gaio de 1,12 %. L'etmosphère du marché e été

très nerveuse à l'approche de la date d'expiration simultanée d'une série d'options liées aux iodices boursiers à terme, surnommée à Wall Street « la journée des trois sorcières » en raison des fluctuations aussi erratiques qu'imprévisi-bles qu'elle entraîne à chaque fin de trimestre. Uoe réaction d'ordre lechoique aux pertes des deox semaines précédentes a permis au Dow Joses de refranchir la barre des 3 000 points des lundi.

Le reprise des cours e été encouragée par le fait que la majorité des conjoncturistes prévoient un assouplissement supplémentaire de le politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) pour redonner un coup de fouet à une reprise poussive et éviter à l'écocomie une rechute dans la récession. En effet, le dernier bilan de santé de l'économie, dressé par la Fed dans son Livre beige, indi-

que que la croissance économique reste fragile.

De plus, la Fed est inquiète de la faible croissance de la masse monetaire (+ 2,6 milliards de doilars eur la semeioe achevée le 9 septembre), après une réduction de près de 10 milliards la semaine précédente. Ces éléments ont ravivé l'espoir d'un nouvel assouplissement de la politique du crédit eux Etats-Unis.

Indice Dow Jones du 20 septembre: 3 019,23 (c. 2 985,69).

. :	Cours †3 sépt.	Cours 20 sept.
Alcoa ATT Bocing hase Man. Bank Pons de Nemoors Sastman Kodak AXON General Electric General Motors Joodyear BM TT Adobil Oil Fizzer chlumberger ezsaco JAL Corp. (cz-Wegis) Jaion Carbide Jaion Tech		
Cerex Corp	. 57 3/4	58

TOKYO

Quatrième semaine de hausse

Le Bourse de e été dominé par des prises de Tokyo a termioé béoéfice les jours suivants. Le

dc 58,31 points (40,25 %) à 23 192,74, après une progression de 441,83 points la semaine precedente. Cette hausse timide permet toutefois au Kabuto-cho d'inscrire ainsi une quatrième semaioe gaganote consécutive. Le marché a quotidien de l'reosections de 573,4 millions de titres, cootre 523,7 millions de titres la semaine Topix, 1 788,02 (c. 1 786,84).

Après la fermeture de lundi, le marché a démarré mardi sur une note soutenue (+ 1,34 %); deos l'attente d'une baisse du taux d'es-compte de la Banque du Japon après celle de 0,5 point 2-5% décidée le vendredi précédent par la Réserve fédérale américaire. Toutefois, cette oouvelle détente n'étant pas intervenue, le marché

ecite semaine de . Nikkei e perdu 0,54 % mardi et quatre jours - le 0,60 % vendredi, avec un timide gam de 0,06 % mercredi.

Selon les observateurs du marchinel - en hausse. chipel - en hausse.
L'indice Nikkei a ché, les coors des valeurs devraient varier dans une four-

chette étroite au bouts de la semaine à vehir, à moins d'une indication plus clarre sur une future baisse des taux. La Bourse sera de nouveau fer-

mée le handi 23 septembre, jour férié au Japon.

10ptx, 1 /88,02 (c. 1 /86,84).				
A 11 (15)	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.		
Akui Bridgestone Canon	I 170 I 120 I 520	t t10 1 t40		
Fuil Bank Honda Motors	2.400 1.500	1 530 2 420 1 510		
Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp	t 550 740 5 570	t 570 · 743 5 726		
Toyota Morors	1 350	1 560		

LONDRES Déception

Pour la deuxième semaine consécutive, les valeurs ont reculé au Stock Exchange. L'indice Footsie a perdu 25,5 points à 2 600,3 points d'un vendredi sur l'autre. La tendance a été affaiblie par l'incertitude du climat politique britannique. Elle l'e été également par une série de résultais de sociétés et de statistiques décevants, qui out complètement annihilé les effets de trois offices d'achat lancées sur le marché pour un total de 2,6 milliards de livres, soit environ 25 millierds de fraocs (BTR sur Hawker Siddeley: 1,5 milliard de Pour la deuxième semaine const Hawker Siddeley: 1,5 milliard de livres: William Holdings sur Racal Electropies pour 753 millions de livres; Heosoo sur Beazer pour 351 millions de livres). Le marché a aussi ignoré les propos optimistes du gouverneur de la Banque d'Angieterre, Sir Robio Leigh-Pembertoo iodiquant que la Grande-Bretagne sortait de la récession.

Indices «FT» dn 20 septembre: 100 valeurs 2 600,3 (c. 2 625,28); 30 veleurs 2 038,8 (c. 2 067,8); mines d'or 159,2 (c. 154,4); fonds d'Etat 87,72 (c. 87,48).

		1.0
	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
owater. P Juster Ocurtanides Reses Reses Reses Rus Rus Rus Rus Rus Rus Rus Rus Rus Ru	6,87 3,36 5,15 5,03 26,87 13,64 18 13 9,68 5,30 7,65	6,75 3,32 5,28 4,78 15,80 13,83 18 12,90 9,55 4,99 7,58 1,89

FRANCFORT Déprimée - 1,3 %

Avec cinq seances consécutive de baisse, la place francfortoise a vu sa cote s'effriter jusqo'à son vu sa cote s'effriter jusqo'à son plus bas oiveats depuis la violente réaction an puissen avorté en URSS lorsque l'iodice de réfé-rence, le DAX, est tombé en des-sous de la barre des 1 500 points. Vendredi 20 septembre, à l'issue, d'une semaine caractérisée par une d'une semaine caractérisée par une ambiaoce morose, le DAX a clôturé à 1 616,07 points contre 1 637,62 points le vendredi précédent, soit un recni de 1,3 %. Les échanges out été peu étoffés dans un marché sans relief, la plupart des valeurs vedettes eyant enrepiré des décalages peu importants.

Les valeurs de l'automobile ont été particulièrement délaissées. Les titres de la chimie se sont montrés plos resistants. La construction mécanique et les biens d'équipe-ment ont fait l'objet de prises de béoéfices aprèe les gains de le

Indices du 20 septembre : DAX, 1 616,07 (c. 1 637,62); Commerzbank, 1 878,60 (c. 1 909,30).

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
AEG	287,40 250.90	250
Beyer	288 248.90	288,59 239,10
Deutschebank	649,56	639.80
Karstadt		618
Volkswagen		640 366,50

عَكُدًا مِن الدُّصلِ

3#### 12 HE B x coton

Les suites des scandales boursiers

Très anime, le compartiment des emprunts internationaux libelles en yens est actuellement sollicité par deux catégories d'emprunteurs. La-pius nombreuse est constituée d'entreprises japonaises. Celles-ci, à la suite des scandales boursiers qui ont éclaté cet été dans leur pays, ont vu diminuer leurs chances de placer à l'étranger des nbligations munies de bons permettant d'acquerir des actions. C'est une solution très peu couteuse à laquelle elles pouvaient auparavant recourir facilement etpour des montants très importants, surtout sur le marché de l'eurodollar. La snurce n'est certes pas tarie, mais elle s'est considérable-ment amenuisée. Aussi, pour se procurer les fonds qui leur sont nécessaires, les firmes nippnnes émettent de plus en plus d'emprunt en marks de l'Afrique du Sud. prents: de type classique, qui ne débouchent pas sur des actinns. Elles se relicusent en masse sur le marché deflicationen, qui bénéficie d'anc configuerure favorable, car les taux d'antéret japonais sont Quant à la transaction de l'Aupour Firstant orientés à la baisse. Pour des transactions d'assez lon-gue durce sei débiteurs proposent des rémands proposent des rémands proposent des

Fordre de 6.9% à 7 % L'autre estéenne est celle des émetteurs étrangers de premier plan, qui n'out pas à offrir des nems mussi élevés pour attirer les investisseurs. La qualité de leurs dettes et la rareté de leur apparition leur permettent de ne servis qo'no intérêt nominal de l'ordre de 6.25 % l'an C'est ce que font la province canadienne d'Ontario et la République d'Au-triche, qui viennent de lancer des emprunts de 50 milliards de yens, respectivement pour des durées de cinq et dix ans. Les deux affaires evienment très peu cher à leurs beneficiaires. Mais elles retiennent aussi l'attention pour d'autres raisons, dont la nature est plus politi-

que que financière. L'opération d'Ontario - que dirige une des grantes cureban-ques japonaises, IBL International a été lancée vendredi 20 septe bre, un jour après que l'Afrique do Sod eur effectué son graod retour sur l'euromarché. Pretocia n'avait plus offert de titres interdepuis plus de cinq ans. Sa réaps'est faite sur le marché allemand des capitaux sous la conduite de la plus grande banque d'outre-Rhin, la Deutsche Bank. Cet emprunt sud-africain n'a pourtant pas été au goût de tous. Certains estiment qu'il est encore trop tot pour réhabiliter pleinement un pays qui avait été si longtemps mis au bane des nations. Les antorités de la province d'Ontarin se sont, ces dernières années, mootrées plus fermes que d'autres à cet égard; refusant de traiter avec des banques qui auraient participé à des transactions financières sud-africaines. Or, le groupe de direction de son émission de transactions en yens de vaodredi ne renferme aucun établissement qui participe directement an nnuvel euro-em-

Réussite de l'emprunt de la Banque mondiale

triche, plusieurs spécialistes n'hésitent pas à la mettre en relation avec un très grand emprunt de milliard de dollars qui vient voir le jour pour le compte de la Banque mondiale. Cette organisation avait indiqué, voici plusieurs semaines, à quelques maisons de titres impliquées dans de recents seandales financiers qu'elles ne figureraient pas dans le groupe de directioo de sa prochaine émission. Parmi les exclus, il y a deux des plus importants établissements japonais, Nomura et Nikko. Or, e'est précisément à Nikko qu'est revenu le soin de diriger l'emprant autrichien. L'Autriebe est un débiteur dont la signature est extrêmement apprécice, et son prestige rejaillira par la force des choses sur la banque à qui elle confie un mandat. Cela permet de corriger l'impression pénible de réprimande laissée par la décision de la Banque mondrale.

Cei emprunt en dollars de la fianque mondiale, a lu nome été uo des grands succès de la semana, le est d'un type planétaire, les obligations étant distribuées à la fois en Amérique, en Eorope et en Extreme-Orient. Dans tous les continents, l'appétit nationaux en sonscription publique des préteurs a été très vif. Les investisseurs iostitutioooels les parition a été très rénssie. Elle plus grands, comme les banques

centrales sont avides de titres de qualité libellés dans la devise américaine. Cette situation tient notamment à la place croissant prise cette année sur le marché international des capitaux par les compartiments du dollar canadien et de l'écu. Leur évolution a été spectaculaire et elle s'est certaine ment produite au détriment de l'eurodollar. Les grands emprunts pour le compte des meilleurs débiteurs y sont devenus relativement rares. Lorsque l'un d'entre eux se présente, il a de fortes chances d'être bien accueilli.

Sur le marché de l'écu, le Crédit local de France s'est distingué. Il s'est procuré quelque 428 millions d'écus grâce à un très bel emprunt de dix ans de durée dnnt les intérêts seront versés à l'échéance, en même temps que le remboursement du capital, ce qui correspondra alors en tout à un montant d'un milliard. Les titres étaient offerts aux investisseurs de façon à leur rapporter l'équivalent de 8,78 %. Paribas, qui a organisé cette opération, a aussi permis au Crédit local de conclure un contrat d'échange anx termes duquel celui-ci dispose non plus d'écus mais de francs français. Le tout lui revient nettement moins cher que s'il s'était directement adressé au marché national des emprunts en francs, l'économie étant estimée à une quinzaine de points de base (ou centième de points de pourcentage).

Dans le compartiment de l'eurofranc, les débiteurs français se suivent à une cadence soutenue, car ils peuvent épuiser des fonds de façon bien plus avantageuse que sur le marché national, où les frais liés à une opération nouvelle sont sensiblement plus élevés. La Caisse ceotrale de coopération écocomique l'a bien montré. Sa dernière eurotransaction d'un milliard de francs que dirigeait le Crédit commercial de France a été émise lundi sans la garantie de l'Etat. Elle ne lui est pas revenu plus cher que si elle s'était possentée sur le marché hational où-bourtant, tous ces emprents sont earantis. Le Crédit foncier et la Caisse oationale des autoroutes

cette situation. CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Pause sur le dollar

مكذا من الاصل

Après le vif repli de la semaine précédente, qui l'avait ramené de 1,74 deutschemark à 1,6875 DM et de 5,91 à 5,74 francs, le dullar s'est stabilisé cette semaine, avec des cours inchestés à l'avec de la semaine, avec des cours inchestés à l'avec de la semaine de la semaine précédent de l'avec de la semaine précédent de l'avec de la semaine de la semaine précédent de la semaine précédente, qui l'avait ramené de 1,74 deutschent à 1,6875 DM et de 5,91 à 5,74 francs, le dullar deutschent à l'avait ramené de 1,74 deutschent à 1,6875 DM et de 5,91 à 5,74 francs, le dullar deutschent à 1,6875 DM et de 5,91 à 5,74 francs, le dullar deutschent à 1,6875 DM et de 5,91 à 5,74 francs, le dullar deutschent à 1,6875 DM et de 5,91 à 5,74 francs, le dullar deutschent à 1,6875 DM et de 5,91 à 5,74 francs, le dullar deutschent à 1,6875 DM et de 5,91 à 5,74 francs, le dullar deutschent à 1,6875 DM et de 1 des cours inchangés à la veille du week-end, à part nne petite alette pravaquée par des rumeurs sur l'état de santé de M. Boris Eltsine.

Le repli en question avait été provoque par le nnuvel abaisso-ment du taux d'escompte de la Réserve fédérale des Etats-Unis, ramené de 5,50 % à 5 %, qui accentuait l'écart de taux avec l'Allemagne, nù la Banque fédérale maintient le lnyer de l'argent à court terme aux environs de 9 % 9,25 % depuis le 15 août dernier.

Comme, à l'heure actuelle, les capitsux internationaux sont attirés-par les monnaies et les places offrant les meilleures rémunérations, il était logique que le dullar flit déprimé par l'accentuation de cet écart.

Comme la reprise de l'éconnmie américaine tarde à se manifester vraiment, les cours du billet vert ont fléchi et, selon les opérations, pourraient revenir aux alentours de 1,65 DM, avant de se raffermir

Selnn M. Christnpber Kwieeinski, spécialiste des Etats-Unis au service d'études de la Banque Indosuez, le dollar devrait remonter en 1992, après une correction de courte durée et la disparition des anticipations d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale, celle qui vient d'intervenir devant, très probablement, être la dernière.

Relevons que l'aononce d'on déficit commercial américaio de 6,9 milliards de dullars en juillet contre 3,79 milliards en juin n'a En revanche, la santé de M. Boris Eltsine préoccupe les npérateurs. Mercredi, la rumeur d'un nouvel

accident cardiagne qu'aurait subi le président de la République de Russie a fait, tempnrairement, bondir le dnllar à 1,6940 DM et 5,77 francs avant un retour au

Mais, jeudi, il a fallu qu'un porte-parnie de M. Eltsine démente la rumeur circulant sur le laquelle l'hnmme pulitique était décédé... Pour nombre d'opérateurs, les événements d'URSS vnnt, malgre inut, conferer une prime au dullar dans les muis qui

Reconstitution des avoirs de change nets à la Banque de France

En attendant, le deutschemark resie très ferme, grace aux taux élevés pratiqués à Francfort, ce qui réjnuit fort le président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger. Ce dernier estime que l'inflation en Allemagne pourrait atteindre son maximum cette année. puis se contracter grâce à la fermeié du mark.

De toute façon, le taux de 4 % pour la hausse des prix reste trop člevé, mais une baisse n'est pas à exclure eo 1992, selon lui : « Je ne suis pas d'accord avec ceux qui envisagent un toux de 5 %. »

Un mark fort, oui, mais aux dépens des autres monnaies du Système manélaire européen. ontamment le franc : à Paris, la devise allemande s'est encore renforcée à 3.4080 francs.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 SEPTEMBRE AU 20 SEPTEMBRE 1991 (La ligne inserieure donne ceux de la semaine précédente.)

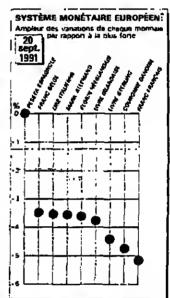
PLACE	Livre	\$EU,	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York.	1,7250		17,3310	67,6132	39,K318	2.86.16	52,3834	0.07891
Mary Laur	1,7325		17,4095	67,6590	59,2768	2,8769	52,6316	0,0792
Park	1,153	5.7.00	-	390.12	340.61 .	16,524	302,25	1,5540
-	9,9545	5,7440	-	(4,225,	340,49	16.5247	302,32	1,5479
Zurich	- 255(2	t.4795	25,6325	-	K7,3081	1,2353	77,4751	1,1673
The state of	2.5666	1,4780	25,731?	i, _	\$7,6111	US:0	77,7895	1,170?
Franciort	2,9121	1,6940	29,3587	11450	-	4,8510	88,7375	1,3357
I January I	2,4237	1.6870	29,3698	114,14	-	4,8533	88,7895	1,3370
ArumJes _	NO.237	.11,92	6,0:19	23,6105	26,6139	-	18,2922	2,7561
	60,2217	34.76	6,8515	23,5183	20.60-46	-	18,1947	2,7522
Aresterdero	3,79.18	1,9090	.13,0849	1,2907	112,691	5,4667	•	1,5067
CATTO MANAGED	3,2918	1.9000	33,0790	1,2355	112,62	3,4660	-	1,5044
Milen	2185,57	1267	219,84	856,659	747,933	36.2829	663,648	-
	2188,15	لغذا	219,48	85L50	748,67	36,33.19	664,74	-
	232,012	134.40	23,3102	90,9398	79,7478	33516	70,4557	0,1061
Toloyo	211,98	133,90	23,3113	90,5153	77,3717	3,8521	70,4737	0,1060

A Paris, 100 vens étaient cotés, le vendredi 20 septembre, 4,2899 F contre 4,2897 F le vendredi 13 septembre 1991.

Les avoirs de change nets de la Banque de France, qui étaient retombés de 162 milliards de francs en décembre 1990 à envicon 110 milliards de francs en juin 1991, not amorcé une nette remontée à 147 milliards de francs au 5 septembre 1991.

La chute du premier semestre de cette année élait due au véritable «drainage» des avnirs français au profit de l'Espagne, dnni les réserves de change augmentaient à due concurrence. La Banque de France devait empêcher le franc de crever son cours plafond vis-àvis d'une peseta excessivement surévaluée, en raisan des taux d'intérêt élevés pratiques par la Banque d'Espagne.

Depuis juin, la peseta a décollé de son plafond, ce qui a permis aux avoirs français de se regonfler. Comme nous l'avons expliqué dans nos colonnes (le Monde daté 30 juin-la juillet 1991), les avnirs de change nets de la Banque de France sont reconstitués en prenant les disponibilités à vue de l'étranger au compte 2 du bilan de la Banque, plus les avances au Fonds de stabilisation des changes (compte 4 de l'actif) qui comprennent les avances au FECOM et au FMI, et en déduisant d'abord les créances des banques et des institutions étrangères (compte 25 du passif - 21 millards de francs au 5 septembre 19911, puis une partie du compte 25 (dispositions et engagements à vuel.



MATIÈRES PREMIÈRES

Le coton rentre dans le rang

Dernier de tous les marchés des matières premières à s'être main-teux à la hansse ces dernières amées, le coton a connu cet été nn retouvement de tendance qui lui a fait perdre en quatre mois l'essentiet du terrain gagné pied à pied depuis l'autoume 1988. Les cours, qui avaient plafonné à New-York à 92,22 cents par livre (454.5 exammes), engragement ent (454,5 grammes), entreprenaient cusnite nne lente dégringolade, tombant à 75 ceuts le 28 juin, à 68,73 ceuts le 29 juillet. Une très légère reprise le 2 août, à 70,14 ceuts, précédait la rechute, jusqu'à 63,55 ceuts le 13 septembre, point le plus bas atteint jusqu'ici.

Avec une baisse de plus de 30 %, le coton n'a pas touché le bas niveau de septembre 1988, où le cours mondiel (indice de Liverpool) était inférieur à 60 cents, ni les abimes de l'été 1986, où il était tombé au-dessons de 40

Pourtant, au printemps, la spé-enlation avait fait flamber les cours sur le marché à terme de New-York. Des pluies très importantes dans le sud des Etats-Unis

. :

	PRODUITS	COURS DU 20-9
	Cabre b. g. (London) Tross moss	1 349 (+ 7) Livresitouse
. •	Atominium (Loudest Trans moss	t 218 (~ 35) Doffars/tonne
	Nichel (Lindres) Tross mois	7 650 (- 215) Dellarshoane
	Sacre (Pass) Décembre	282 (- 3.5) Dollars/towne
	Cafe (Londers) Novembre	538 (- 24) Livres/tonne
	Catao (New York) Detembre	-1 233 (+ 20) Dollars/tonne
	Blé (Chicago) Decembre	130.50 (+ 0.50) Cents/bossess
•	Mals (Caragi) Décembre	250 (- 4) Conts/boissess
	Soje (Clicage) Octobre	193,60 (- 0,5) Dollarsh. counte

avaient fait craindre un effondrement de la production du premier exportateur mondial (les Etats-Unis ont, en 1990-1991, produit 15,5 millions de «balles» de 480 livres, et en ont exporté 7 mil-tions). «Les Etats-Unis vont impor-ter du coton!», murmuraient cer-tains, faussement apitoyés... En fait, l'actuelle récolte de cotoo comptera parmi les meillenres qu'auront cograngées les Etats-Unis : on s'attend, pour 1991-1992, à une production de 17,8 millions de balles, la plus forte depuis... la campagne 1937-1938, où elle avait dépassé 19 millions. De quoi justifier un retournement de cours.

Les inconnes soviétiques

Pouriant des inconnnes subsistent. Pas vraiment chez le premier producteur mondial, la Chine, qui produit plus de 20 millions de balles, mais qui est aussi le pre-mier consommateur de la planète, et importe ce qui lui manque, si nécessaire. Mais plutôt en URSS, et li, les inconnues sont à la fois climatiques et politiques.

Climatiques d'abord. En Ouzbe-kistan, qui fournit 60 % environ de la production soviétique, éva-luce en 1990-1991 à 12 millions de balles, le printemps a été plus que manvais et les semailles qu'il a fain recommencer ont pris un retard irrattrapable. La récolte ne ponra pas avoir lieu avant le début d'octobre, et le mauvais temps arrive habituellement à la fin d'octobre. Un délai fort court pour ramasser et mettre à l'abri les flocons blancs si sensibles à l'humidité. Ponrtant, ce risque n'est pas aussi inquietant qu'on pent le penser, en raison de stocks de report considérables, suscepti-bles de pallier un éventnel acci-dent de production.

Mais les inconnues sont aussi politiques. L'URSS exporte envi-ron le quart de sa production, mais jusqu'ici essentiellement vers les pays qui étaient naguère ses satellites. Nul ne sait comment se

sseront les négociations pour des échanges autrefois régis par le droit régalien du plus fort, mais il y a gros à parier qu'elles scront plus serrées qu'autrefois et que les besoins en devises, de part et d'autre, y joueront un rôle certain. Il fant compter aussi avee la volonté d'indépendance affirmée de chacune des Républiques productrices, soucieuses de maîtriser leurs ressources et peu prêtes à immoler lent interet national sur l'autel fédéral de la nouvelle

Enfin, les éebanges extérieurs étaient-naguére assurés par des centrales puissantes et incontestées, dont le rôle est anjourd'hui indubitablement minoré. Le problème des candidats à l'importation de coton d'Uninn soviétique, classique anjourd'bui, sera de trou-ver les interlocuteurs idoines pour mener à bien les négociations, sans que de nouvelles régles du jeu aient été mises en place sur ce qui reste de l'ancien système. Et chacun sait que la commercialisation des produits n'a jamais été le point fort en Union soviétique.

Depuis deux ans, la consommation de cotnn était supérieure à la production, et cela suffit à expliquer la bnnne tenne des cours. Aujourd'hui, les opérateurs ont le sentiment qu'on va vers une situation où la production va être supé-rieure à la consommation, et en bonne logique, l'ambiance est à la baisse. Pour que le processus s'in-verse, il faudrait que la reprise économique mondiale se dessine, mais annoncée de semestre en semestre, et toujours reculée, elle tarde à se manifester. Elle seule pourtant pourrait redonner un nouvel élan à la consommation, assurer le soutien des eours et insuffler un espoir raisonnable aux producteurs.

Ponr l'heure, à 64,38 cents la livre, le 19 septembre à New-York, le coton rentre dans le rang.

JOSÉE DOYÈRE

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'écart germano-américain se creuse

tanx d'escompte de la Réserve fedérale des États-Unis, l'écart entre les taux américains et alle-mands devient considérable envimands devient considerable environ quatre points ce qui favorise le mark et déprime le dollar. Certes, l'initiative de la Fed ranime les espoira de détente du loyer de l'argent en Europe, notamment à Paris, msis, dans l'immédiat, la fermeté de la devise allemande (prés de 3,41 francs) n'incite suère la Banque de France n'incite guère la Banque de France à abaisser ses taux directeurs, bien que les entreprises, notamment les PME chères à MM. Bérégovny et Charasse, aient besoin d'une diminutino de leurs frais financiers. Cela explique que les cours du MATIF soient revenus de 106,80 à 106,60, ce qui correspond à un rendement de 8,85 % pour l'OAT à dix ans. Lors de la présentation dn projet de budget pour 1992, M. Pierre Bérégovoy a indiqué que ce projet se fundait sur des taux de 3,80 % pour le long terme et de 8,60 % pour le court terme, ce qui implique une diminutinn d'un demi-point pour ledit court terme (9 1/4 % actuellement).

Un marché un pen saturé

Sur un marché obligataire pari-sien qui se tient assez bien, en rai-son des espérances qu'il nourrit, des indices de saturation commen-cent tout de même à apparaître, en raison de l'avulanche d'émis-sions qui s'y abet. Des traces de sions qui s'y abat. Des traces de «colle» apparaissent même cà et là, certains syndicats de placement se voyant contraints de porter euxmêmes une partie des titres émis, ou même d'en racheter un peu en Bourse pour en soutenir les cours Bourse pour en soutenir les cours sur le marché gris.

Après la nouvelle diminntion du aux d'escompte de la Réserve pas mal de papier. Certes, la signature du Crédit foncier de france, très bien noté par les agences de Moody's et SP-ADEF, est excellente et le papier en ques-tion se casera aisement, mais il faudra un peu plus de temps. Le scénario a été le même, toujours la semaine dernière, pour l'emprunt de 1,1 milliard de francs de la Caisse de refinancement hypothé-caire (CRH), autre « colle », le ebef de file. Paribas, ayant dû en défi-nitive lui aussi soutenir un peu les

L'emprunt de 1 milliard de francs de l'Aérospatiale s'est, fina-lement, assez bien placé, grâce à son eoupon de 9,40 % de taux nominal. Il était pourtant assez vivement controversé : certains investisseurs, jugeant l'émetteur en faillite virtuelle, sans véritable garantie de l'Etat, ce qui parait tout à fait excessif, ne voulaient à aucun prix de ce papier. D'autres, en revanebe, estiment que les émissions de l'Aérospatiale, éta-blissement adossé à l'Etat, ne font courir aucun risque, opinion qui a

largement prévalu. La petite émission du Crédit foncier de France (500 millions de francs) à versements trimestriels progressifs, comprenant une part croissante du eapital, jusqu'au remboursement complet de ce

O ETATS-UNIS : les investissements étrangers out aidé la crois-sance - L'accroissement des investissements étrangers aux Etats-Unis a contribué au maintien de la santé économique américaine avec peu d'effets secondaires negatifs, a estimé vendredi 20 septembre le gouvernement américain en publiant son dernier rapport sur le Ainsi, l'emprunt du Crédit fon-eier de la semaine dernière (2,2 milliards de francs) a pu être qualifié de véritable «g/u», le syn-dieat d'émission, mené par la

capital à la dernière échèance, a été tout aussi controversée. Quali-fié de » fondant » par ses détrac-teurs, parce qu'il organise une «fonte» progressive de l'épargne du souscripteur s'il n'y prend garde, ee genre d'emprunt (la seconde édition par le Crédit foncier aprés celle de mars) a un avantage : le souscripteur recoit une rente appréciable, complément eventuel de sa retraire, à condition de ne pas vivre trop longiemps. C'est, en quelque sorte, un viager, au détriment des héritiers, s'il y

Cette semaine, donc, une volce d'émissions est venue solliciter les préteurs, avec un accueil inégal. France Telecum, qui a pris, en juin dernier, la place de la Caisse natinnale de télécommuni-cations (CNT), crèée en 1967, a levé 2,5 milliards de francs, avec un petit peu de mal, le coupon de 9 % nominal étant jugé insuffisant pour la tranche de 2 milliards de francs à onze ans. Les quinze ans de l'emprunt de 1,3 milliard de francs à 9,20 % de la Caisse nationale des autoroutes (CNA) unt été juges un peu longs, tandis que le milliard de francs des Charbonnages de France se plaçail sans trop de difficultés, sous la houlette d'Indosuez et du CCF.

FRANÇOIS RENARD

moyenne davantage de ressources financières que les sociétés américaines dans des usines, des équipements, la recherche et le développement ainsi que dans les compensations salariales. Les Etats-Unis ont dans une large mesure bénéficié de l'important flux d'in-vestissements étrangers pendant les années 80. a précisé M. Michael

L'attentat contre le DC-10 d'UTA aurait été commandité par la Libye

Louis Bruguière a présenta à huia elos aux familles des victimes, vendredi 20 septembre. le film reconetituent l'attentet du DC-10 d'UTA, le 19 aeptembre 1989, eu cours duquel cent aoixante-dix personnes étaient mortes. Selon lea evocats de SOS-Attentets, le megiatret aureit indiqué qu'il disposait d'aun faisceau de preuves et de présomptions » impliquent les aervices de renseignements libvens.

Pendant trois longues beures de huis clos, dans le chambre des criées du palaie de justice de Paris, le juge Jean-Louis Bruguière a fait œuvre de pédagogie et démontré sa détermination à aller

LESSENTIEL

DATES

Il y a dix ana, le TGV Paris-Lyon

ÉTRANGER

La tension dans le Caucase

Le référendum sur l'Indépendance de l'Arménie at le voyage de M. Eltsina dans la région........ 4

La situation au Yémen

Menaces sur l'unité du pays POLITIQUE

Livres politiques En quête d'attentes partegées, par André Laurens..

Réorganisation à l'Elysée M. Mitterrand va modifier sa stratégie de communication.......

COMMUNICATION

Volkswagen assigne Renault en justice La firma allamenda contasta una

SOCIÉTÉ

La lutte

contre le tabagisme Les essociations vont multiplie les plaintes contre les fabricants.

CULTURE

Photographies d'hier et d'aujourd'hui

Atget, Stieglitz, Doisnaeu, Lartigue... at lea nostalgiee de Bar nard Ploasu...

Heures locales

 Le Venies verts menacés L'aide aux personnes agées épendantes e Amiers e ex ● Tempéte au Cap-d'Agde ● La RATP réhebilite le etation de métro ● Tick'Art à Lynn ● Le Pour une écologie de le com

ÉCONOMIE

Le groupe Pinault propose de reprendre le Printemps Une preseinn eupplémentaire pour l'ectionneire euisse Maus....

Services

Aduntements	:
Camet	
Météorologia	1
Mnts croisés	1
Radio-Télévision	1
Spectacles	1
100414	•

3615 LEMONDE

Le numéro da « Monde » daté 21 septembre 1991 2 été tiré à 511 604 exemplaires enquête. Le magistrat avait convo-que les eent quarante parties civiles dans le dossier de l'attentat du DC-10 d'UTA, pulvérisé, voilà presque deux ans jour pour jour, au-dessus dn désert dn Ténéré. Un attentat qui evait coûté la vie aux eent soixante-dix passagers et membres d'équipage du vol Braz-

L'initiative est peu courante dans le monde de la justice, mais, a expliqué M. Bruguière, « j'avais perçu depuis quelque temps, à travers les contacts que j'ni pu avoir avec les avocats ou les parents des victimes, que les fomilles pensaient, à tort, qu'on leur cachait quelque chest et que le jusce quelque. chase et que le juge avait pu foire l'objet de pressions ». Grâce à un film de quarante minutes, diffusé sur trois moniteurs-vidéo et réalisé par l'Ecole nationale de police (1), le magistrat instructeur a done notifié aux familles les résultats des multiples expertises scientifi-ques, expliqué le déroulement de l'enquête policière et délivré ses conclusions, en l'état du dossier, sur les faits.

La séance fut éprouvante : « Un écit, on va le lire et puis le laisser de côté. Là, on est devant un écran qui nous reflète exactement ce qui s'est produit», disait à la sortie la veuve d'un des membres de l'équipage. Les enquêteurs ont pu reconstituer en effet l'itinéraire tragique de l'appareil, des derniers sages du pilote à l'explosion de la bombe. On sait maintenant sans aucun doute possible que les explosifs (de la pentrite) étaient dans une valise, enfermée dans le conteneur embarqué à Brazzaville, au Congo. Il apparaît également que le « porteur de valise », le

l'explosion de l'avion.

Mais surtout, la réuninn e per-mis de confirmer la piste libyenne. Si l'hypothèse syrienne, un moment évoquée, est formellement écartée, il apparaît bien que les trois opposants au régime de Braz-zaville – N'Galina, l'artificier du commando, en fuite au Zaure, Bernard Yanga, emprisonné au Congo, et Mantagany – n'étaient que les exécutants. Leur main était armée par la Libye. Abdallah Elazrag, « le premier conseiller de l'angue libreme à Branzonille neurone libreme à Branzonille n bassade libyenne à Brazzaville, n supervisé l'attentot, et il est proba-ble qu'il ne l'n pas fait de sa seule nutorité. Il a reçu des ordres de sa hiérarchie », a annoncé, à l'issue de la projection, M. Francis Szpi-ner, l'un des deux avocats de l'as-enciation SOS-Attentat, qui regroupe cent vingt parties civiles et s'est elle-même constituée partie eivile. « Le film, a précisé son confrère, Me Jean-Paul Lévy, met en cause précisément la Libye et

ses services de renseignement.» S'il s'est refusé à toute déclaration sur le fond de l'affaire secret de l'instruction et sécurité de l'enquête obligent, — le juge Bruguière affichait sa satisfaction et se disait optimiste : « Je crois pouvoir dire que je seroi en mesure, dans un bref delni, de conclure, » Pas d'état d'âme pour le magistrat : « L'affaire ira jusqu'à

En elair, des mandats d'arrêt internationaux devraient être lancés dans les semaines à venir. Et ils viseraient, outre Elazrag, le plus haut niveau de l'appareil libyen : les noms du vice-ministre des affaires étrangères, M. Moussa

poli, M. Abdallah Senonssi, avaient été cités (2).

Ensuite? Avocats, families... et juge veulnnt voir désigner an grand jour et condamner les vrais responsables de l'attentat, quelles qu'en soient les implications diplomatiques. « On ne peut pas délibé rément effocer cet nitental des mémoires, résnuait le père de Laurent Buisset, mort à vingt ans au-dessus du Tchad. Nous voulons aller le plus loin possible, devant la Cour de justice de La Haye, ou devant l'ONU. Le pays commandi-taire doit être mis à l'index des

M. Bruguière a su emporter la conftance d'une majorité de ses nuditeurs, impressionnés par le travail dn titan qu'ont fourni magistrat et enquêteurs. Il a pu convaincre une partie des familles de sa ténacité, de son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Pourtant, un point d'interrogation demeurera ancré dans les esprits, jusqu'à l'aboutissement du dossier : serait-il possibln que, pour une fois, les exécutants ne soient pas les seuls à payer le prix

SYLVIE DERAIME

(1) Des extraits de ce film avaient été diffusés par TF1, le 12 septembre, au cours de l'émission «Le droit de savoir». Une enquête préliminaire avait été ordonnéa par le parquet de Paris pour déterminer dans quelles condition la dif-fusion d'un film faisant partie de l'ins-truction a pu avoir lieu.

(2) L'Express du 27 juin et le Point du juillet, 1991.

Douze ans après la mort de l'ancien ministre

Le juge d'instruction a rendu un non-lieu dans l'affaire Robert Boulin

M. Laurence Viehnievsky, juge d'instruction au tribunal de grande instence de Paria, a rendu, vendredi 20 septembre, une ordonnance de «non-lieu à poursuivre » dans l'information judiciaire ouverte le 7 juin 1983 après la plainte de la famille de M. Robert Boulin, qui conteste la thèse du suicide de l'ancien ministre dont le corps avait été découvert, le 30 octobre 1979, dans l'étang Rompu, en forêt de Rambouillet (Yvelines).

Robert Boulin, ministre du travait et de la participation, a luimême mis fin à ses jours. C'est, à tout le moins, une « vérité judieiaire» établie par une minutieuse instruction qui a duré buit ans. Trois juges se sont succèdé et le dernier, Ma Vichnievsky, a rendu une ordonnance conforme aux réquisitions du parquet transmises le 31 août (le Monde du 4 septem-

Un incident de niveau 2 sur

l'échelle de gravité nucléaire qui

en compte eix a affecté le fonc-

tionnement das réacteurs B1 et

82 de la centrale nucléaire de

Chinon (Indre-et-Loire). Lors de

le febricetinn d'eau baréa

nécenseire à le conduite du

réactions nucléaires - le bore

est un «poison» pour elles -

les équipes de Chinon se sont

trompées dans leur dosaga. La

solution étalon qui leur aerveit

de référenca n'était pas bonna

et ils ont done introduit trop de

Ca type d'incident serait da

peu d'effete e'il ne conduisait à

des situations plus critiques en

cee d'eccident greva aur la

réactaur. Dans ea cas, il peut

arriver qua l'on injecta de l'eau

froide chargéa en bore pour la

refroidir et « tuer » les réactions

nucléairea. Or, cet élément chi-

mique, Inrsqu'll eat trop

bore dans les installations.

bre). La grande majorité des éléments du dossier militent en faveur de la thèse du suicide. Ainsi M. Boulin avait-il écrit à de nombreuses personnes pour expliquer son geste et il semble incontestable qu'il ait lui-même tapé les lettres sur sa propre machine à écrire. Selon les experts, les mentions manuscrites ajoutées à l'internient de certains personne de le les les experts de la lineau de certains personne de la lineau de la linea tention de certains correspondants sont bien de sa main et le ministre a été vu à Montfort-l'Amaury alors qu'il postait ces lettres peu avant sa mort.

Dans ses écrits, Robert Boulin expliquait abondamment son dés-espoir provoqué par l'achat d'un terrain à Ramatuelle à l'homme d'affaires André Tournet, en 1974. Une opération financière complexa révélée par la presse et dont l'enchaînement pouvait faire pen-ser que l'ancien ministre s'était rendu complice d'une série d'es-croqueries. «Je préfère la mon à In suspicion ... », écrivait-il notam-

L'expertise médico-légale prati-

vénient à température trop

basse de précipiter au fond des

cuves, perdant ainsi une partia

de eon efficacité puisqu'il est

moins bien refaulé per les

Cette erreur de docege et

cette conséquence possible ont danc emené les eutorités de

sûreté et EDF à classer l'inci-

dent au niveau 2. D'autant que

les équipea da conduite des

deux réacteurs unt commis une

maledrnase supplémantaira.

Lorsqu'elles se sont apercus de

l'excès de bore dans les réac-

teurs, elles ont aussitôt injecté

da l'eau pour in diluer et éviter

qua las réactions nucléaires ne

soient affectées par ce produit.

Or, dana ce cas, les consignee

sont formellea, la puissance du récetaur dnit êtra d'abord

réduite avant d'engager quelque opération que ea soit. Un man-

quement aux règles qui a été

auaaitôt sanctionné.

Incident sans conséquence

à la centrale nucléaire de Chinon

quée peu après le décès conclusit que « les constatations effectuées sur le corps de Robert Boulin sont celles habituellement observées dans les asphyxies par submer sion ». Une seconde expertiso effectuée en 1983 n'infirmait pas la thèse du suicide, même si les spécialistes ajoutaient prudemment : « Une mort par submersion chez un sujet ayant absorbé du diazepan [valium] reste une hypothèse acceptable mais nullement démontrée par des preuves scientifique-ment indiscutables.

Jusqu'à la Cour de cassation ·

Par cette rigueur toute scientifique, les experts voulaient dénoncer surtout les insuffisances de la première expertise, pratiquée sommairement à une époque où même la famille de M. Boulin était certaine du suicide. Mais, pour certains, c'était une porte ouverte à d'antres

Ainsi Me René Boyer, conseil de Mac Colette Boulin, veuve du ministre, et de ses enfants, Ber-trand et Fabienne, reste convaincu que Robert Boulin ne s'est pas sui-cidé. Selon l'evocat, les lividités eadavériques constatées sur la région dorsale du cadavre prouveraient que le corps se trouvait sur le dos au moment du décès, alors qu'il a été découvert à genoux, penebé en avant. L'absence de vase sur les chaussures du ministre étonne l'avocat, qui en déduit que le corps e été jeté à l'eau.

Enfin, le défenseur insiste sur les deux petites fractures constatées nu niveau dn visage, en contestant la version de l'instruction qui impute ces lésions cuses oux npérations d'embau mement. Aussi M. Boyer estimet-il qu'un supplément d'informa-tion est indipensable, et, des vendredi, il indiquait que ses clients feraient appel de l'ordonnance du juge devant la chambre d'accusation et porterainnt l'affaire, si ire, jusqu'à le Cour de cas

MAURICE PEYROT

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

La guerre civile en Yougoslavie

Le SPD allemand et l'Internationale socialiste réservés sur l'envoi d'une force d'interposition

de notre correspondant

La proposition franco-allemande d'envoyer en Yougoslavie une force d'interposition européenne a relancé en Allemagne le débat sur la participation éventuelle de tronpes alle-mandes à des forces multinationales de maintien de paix.

L'envoi d'une telle force a été défendu vendredi 20 septembre an Bundestag par les porte-parole des Partis chrétien-démocrate et chré-tien-social de Bavière. Les orateurs du Parti social-démocrate, où la moindre allusion à une participation allemande à toute mission militaire en dehors du territoire de l'OTAN suscite traditionnellement une levée de bouciers, ont réagi au contraire avec méfiance. Ils préferent des

CAMBODGE

M. Sihanouk annonce la signature du traité de paix pour le 31 octobre

Le prince Norodom Sihanouk a annoncé vendredi 20 septembre que le traité de paix mettant fin à la guerre civile au Cambodge sera signé le 31 octobre. Le premier ministre, M. Hun Sen, a confirmé la date de signature du traité. « Nous avons résolu tous nos problèmes dans le cadre du projet d'accord de paix», a explique M. Norodom Sibanouk, lors de son arrivée aux Nations unies où il devait rencontrer le secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, La conférence de paix, qui se déroule sous les anspices conjoints de la France et de l'Indonésie, doit se téunir une nouvelle fois à Paris, à la fin sanctions économiques: Les diri-gents de l'Internationale socialiste, réunis venduedi à Berlin, se sont ent aussi prononcés pour l'application de embargo sur les annes.

Toute eavenure militaires autre qu'une opération agréée par tous

Il a été appuyé par le président d'honneur des sociaux-démocrates allemands, M. Willy Brandt, dont le parti a appuyé ces demiers mois avec véhémence une telle reconnais-

□ Le désaccord de La Haye est aus revers pour in paix a, selon l Quai d'Orsay. — La réunion des Douze de la CEE, qui n'ont pa se mettre d'accord, jendi 19 septem-bre à La Haye, sur le principe d'une force européenne de maintien de la paix en Yougoslavie, ne constitue pas e une défaite des Douze, mais un revers pour la paix», a estimé, vendredi 20 septembre, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, il a également souligné que la rémnion du groupe ad hoc prévue le 23 septembre dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale aurait pour objet de « réfléchir aux voies et moyens de donner aux observateurs [de la CEE], dont le être modifiés et augmentés, les movens d'exercer leur mission : pour ce faire, on pourrait imagine que des troupes soient envoyées à l'effet d'appuyer la mission des observateurs.»

Après une décision de justice

Valmet renonce à s'installer sur la technopole bordelaise de Montesquieu

Valmet-automation France, filiate du groupe métallurgique finlandais Valmet, vient de renoncer à s'installer sur la technonole Montesquieu. près de Bordeaux. La société avait pourtant annoncé officiellement, le 17 septembre, son intention de construire sur le site une unité de production de 3 000 mètres carrés. Mais, entre-temps, a été rendu publie un jugement du tribunal administratif annulant l'arrêté préfec-toral autorisant la création de cette

Depuis bientôt dix ans, une partie des vitieulteurs du vignoble des graves de Bordeaux défend son terri-

toire contra l'implantation de la technopole. La zone n'exerce en réaité jusqu'à présent qu'un attrait limité sur les entreprises de haute technologie. Aussi, l'annonce de la prochaine installation de Valmet-

EN BREF

Un dépistage du sida recommandé enx Etats-Unis ponr les patients hospitalisés. - Les services fédéraux de la santé américains ont proposé que les patients hospi-talisés aux Etats-Unis passent un test de dépistage du virus HIV à leur edmission. Ce projet de recommandation du centre de contrôle des maladies d'Atlanta e été envoyé, mercredi 18 septembre, aux professionnels de la santé pour commentaires. En cas d'adoption de cette mesure, les tests ne deviendraient pas obligatoires mais seraient proposés systémetiquement. Des syndicats médicaux avaient souhaité la mise en place d'une telle mesure après que le centre de contrôle avait récem-ment décidé d'encourager les personnels de santé les plus exposés à se faire tester. - (AFP, UPI.)

automation France avait-elle été Spécialiste de l'automatisation

pour les industries du papier et de la pâte à papier. Valmet a pris pied à Bordeaux en 1989. La société avait l'intention de regrouper une centaine d'emplois à Montesquieu et d'en faire sa tête de pont pour l'Europe du sud. Or, le-lendemain de l'annonce de l'implantation finlandaise, était diffusé le jugement du tribunal administratif. En fait, la décision d'annulation de la ZAC remonte au 23 juillet dernier, mais ni les viticulteurs ni le conseil général de la Gironde, engagés dans des tracta-tions discrètes au sujet du périmètre de la technopole, n'en avaient souf-fié mot, pas plus que l'administra-tion. Tant et si bien que Valmet-automation France n'a pris connaissance du jugement qu'après l'an-

GINETTE DE MATHA

Traversée de l'Atlantique à la rame : Frédérie Guéria a abandonné. - Le navigateur français Frédérie Guérin, qui était parti le 27 juin de la côte est des Etats-Unis dans l'intention d'améliorer in record de Gérard d'Aboville (soxante-douze jours), a renoncé, vendredi 20 sep-tembre, à poursuivre sa tentative de traversée de l'Atlantique à la rame. Après quatre-vingt-cinq joars de navigation, il se trouvait à une containe de milles au sud-ouest de la côte irlandaise et à quelques jours seulement des côtes bretonnes, mais seulement des côtes bretonnes, mais il était handicapé par une douleur au bras à la suite de plusieurs chavirages dus au manyais temps. Après avoir actionné le signai de défresse de sa balise Argos, il a été recneilli par un hélicoptère de secours irlandais qui l'a conduit à Shannos.

LES CONTES POPULAIRES DE TRADUITS ET COMMENTES BAR **G.MASPERO** Un volume 12x17, 306 peges, 120 F. Maisonneuve & Larose



Manage on the state of

Birth to that their

Service of the servic